

LES MINES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS DEPUIS LA GUERRE

par
Pierre GALAND

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 7 Décembre 1936

MEMBRES DU JURY

Président de thèse : **M. AFTALION**
Assesseurs : **MM. PIROU et NOYELLE**

PARIS - 8^e
LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE
17, Rue de Constantinople

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES MINES DU NORD ET DU PAS-DE CALAIS
DEPUIS LA GUERRE

LES MINES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS DEPUIS LA GUERRE

par
Pierre GALAND

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 7 Décembre 1936

MEMBRES DU JURY
Président de thèse : **M. AFTALION**
Assesseurs : **MM. PIROU et NOYELLE**

PARIS - 8^e
LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE
17, Rue de Constantinople

1936

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

La région du Nord de la France, une des plus intéressantes pour l'économie nationale, par son activité, sa population dense, le volume considérable des affaires qui s'y traitent, doit sa prospérité avant tout à la richesse de son sous-sol.

C'est autour des mines capables de leur fournir la matière première à elles indispensable, que se bâtissent les usines.

La houille est un pôle d'attraction particulièrement puissant car tout producteur est tributaire de ses services. Si elle n'est plus l'unique aliment de la machine, elle en est encore le principal. Elle a permis aux industries les plus diverses de se grouper dans le Nord et le Pas-de-Calais. En effet, si les quelques gisements de fer qui existent dans ces deux départements sont insignifiants et d'ailleurs inexploités, la partie française du bassin houiller belge assure à elle seule les 2/3 de la production charbonnière nationale ; c'est elle qui vaut aux arrondissements de Béthune, Douai, Valenciennes, leur physionomie si vivante.

Le voyageur qui traverse nos villes du pays noir est frappé de leur animation mais aussi de leur originalité. Très peuplées, construites avec les dernières directives de l'urbanisme, dans une réforme administrative elles se classeraient parmi les plus importantes.

Mais, nées trop tard pour jouer un rôle politique, elles n'ont pas de bureaux, de tribunal, de fonctionnaires et peu de bourgeoisie. Elles logent l'ingénieur, le mineur et le com-

merçant. Leur nom figure sur la carte en lettres minuscules et souvent elles ne sont pas desservies par les grandes lignes.

Et pourtant ce sont Bruay, Lens, Auchel, et tant d'autres groupant une population qu'envierait mainte préfecture. L'étude des houillères met en valeur l'importance trop souvent méconnue de la région charbonnière.

Mais nos mines du Nord et du Pas-de-Calais ne présentent pas qu'un intérêt strictement local. Elles doivent retenir l'attention de la France entière. Le grand rôle que joue dans la Nation l'industrie houillère n'est plus à démontrer. C'est elle qui fit la suprématie de l'Angleterre, sa force commerciale et militaire, permit son expansion mondiale. Elle promut certains Etats au rang de grandes puissances et relégua les autres à un plan inférieur. L'indépendance vis-à-vis des combustibles n'est-elle pas une condition essentielle du nationalisme économique aujourd'hui tant recherché ?

Enfin, outre ses intérêts local et national, l'étude des mines de charbon a d'autres attrait nombreux dont il faut retenir le principal.

Comme la houille commande toute industrie, les courbes de son commerce fournissent les indications les plus précieuses sur la situation économique.

Si en période saine, une branche de production souffre d'un malaise accidentel et spécial à elle seule, les stocks n'augmentent guère pour si peu sur le carreau du puits. D'ailleurs, les effets que pourrait causer la gêne de l'un sont neutralisés par un surcroît d'activité chez l'autre.

Au contraire, les prodromes lointains d'une crise ou d'un redressement sont dévoilés par les statistiques des mines.

Les tendances générales, imperceptibles encore aux industries prises séparément, sont tangibles quand elles se tota-

lisent dans l'approvisionnement de chacune d'elles, en charbon.

Les divers intérêts, symptomatique, national et local d'une étude des houillères du Nord et du Pas-de-Calais sont mis particulièrement en évidence par les événements de ces vingt dernières années. Jamais en si peu de temps l'histoire de nos mines ne fut plus cahotique, plus variée. La restauration rapide de nos puits, anéantis par l'ennemi, est à peine achevée, laissant aux compagnies la jouissance des derniers bienfaits de la prospérité, que déjà se fait sentir la crise économique qui restera tristement célèbre.

Il est curieux d'observer la physionomie de nos houillères parmi ces circonstances si diverses, d'assister à leur inlassable effort d'adaptation. A l'intérêt intrinsèque que présente l'étude de nos mines du Nord et du Pas-de-Calais, la diversité des événements qui affectent l'exploitation de ces dernières ajoute un nouvel attrait.

PLAN DE L'ÉTUDE

Les différentes situations qu'ont affrontées nos mines du Nord et du Pas-de-Calais depuis la guerre et qui les forcèrent à modifier continuellement leur politique, apparaissent comme les grandes divisions de leur histoire au cours de ces dernières années.

Au lendemain de l'armistice, notre bassin ayant perdu les 2/3 de ses possibilités, la France souffrait d'une disette de charbon. Pour répondre aux besoins urgents de l'industrie nationale, il fallait, avant toute autre préoccupation, travailler hâtivement à la restauration des puits dévastés, tout en exploitant intensément les tailles encore praticables.

Vite relevées avec l'aide de l'Etat, nos houillères furent récompensées de leur effort, en participant aux derniers bienfaits d'une prospérité inconnue jusqu'alors et qui prit même des proportions anormales en 1929. Elles profitèrent d'une atmosphère aussi vivifiante pour accroître leur production en élargissant leur zone d'influence.

Mais, la crise suscitant une concurrence effrénée contre nos charbons, rappela leur situation naturellement désavantageuse auprès de ceux des pays voisins. Le problème primordial ne fut plus d'étendre les débouchés, mais de les garder aussi nombreux qu'il était possible, par une économie sévère du prix de revient.

Telles sont les grandes étapes chronologiques de notre étude. D'abord la réparation des suites de la guerre, puis

l'évolution dans une période heureuse, enfin la lutte contre les difficultés de la crise.

La politique qu'ont suivie nos ingénieurs fut intelligente et souple et se plia aux conditions que réclamaient les temps. Parmi les directives qui doivent assurer le succès d'une entreprise, les compagnies minières surent discerner la plus opportune.

Trois préoccupations semblent avoir été constantes dans le plan d'action que se sont tracé les houillères depuis 1918. Elles sont assez originales pour différencier nettement l'exploitation actuelle de celle de 1913.

La première d'entre elles, en effet, est la rationalisation. Si le souci de poursuivre une économie rigoureuse était commun à la plupart des industries avant la guerre, il paraissait étranger à nos houillères. L'extraction du charbon étant avant tout un travail de main-d'œuvre, on croyait volontiers que sa méthode ne pouvait ressembler à celle qu'appliquaient les industries usant de puissantes machines.

Le mineur n'avait pas le caractère de l'ouvrier qualifié, spécialisé à l'extrême. Il ressemblait plutôt à l'artisan et comme celui-ci travaillait au sein d'un groupe restreint sous la direction d'un *primus inter pares*.

La guerre et les appels angoissés du pays à la mine, surexcitèrent l'activité de nos Compagnies et leur révélèrent ainsi leurs possibilités.

Avec une main-d'œuvre bien entraînée, en limitant les pertes de temps, en réduisant le personnel auxiliaire, il est possible d'accroître beaucoup le rendement.

Malgré les bombardements incessants et les désordres qu'ils causèrent dans la marche de l'exploitation, nos houillères, en observant les directives d'une économie rigoureuse, ont obtenu des résultats merveilleux.

M. Georges, ingénieur en chef, rappelle ce succès quand, lors de la renaissance de nos mines, il leur trace les grandes lignes de leur action (1) « La modification possible de méthode, dit-il, comporte l'emploi de longues tailles de 60 à 80 mètres et même plus... Cette méthode donne d'excellents résultats : concentration du travail, facilité et continuité de la surveillance, déhouillement rapide et uniforme de tout un panneau, évacuation facile des produits, etc... ».

Désormais, la rationalisation présidera aux travaux miniers. Elle semble d'autant plus nécessaire que les lois ouvrières réduisent fortement la durée du séjour au fond. La guerre a donc transformé la taille et du petit atelier en a fait le chantier.

Elle a eu également une autre influence appréciable sur la politique des Compagnies houillères françaises, en renforçant le nationalisme économique. En effet, la physionomie un peu vieillotte de l'exploitation, les pratiques périmées, s'accordaient bien avec le libéralisme qui inspirait notre économie en 1913.

Si nos mines semblaient satisfaites de leurs résultats, cette attitude se justifiait par de nombreuses raisons aujourd'hui disparues (1) : « Le bas prix du charbon étranger, l'abondance du combustible, la rareté de la main-d'œuvre, même dans le Nord où la natalité est relativement forte... Mais de nos jours, la politique internationale attache au contraire une importance considérable aux grandes questions économiques, aux marchés de matières premières et le charbon, base de l'industrie, est devenu un moyen politique. Un pays n'est vraiment libre que s'il possède les matières indispensables à sa vie et à son industrie. Celui qui a son blé et son charbon est particulièrement à l'abri ».

(1) Conférence de M. Georges. Douai, 1922.

Cette opinion n'est pas due à la seule expérience de la guerre, mais également à celle des premières années de la restauration.

Certes, les hostilités ont, dans tous les Etats, contribué au progrès du protectionnisme. En face du libéralisme qui a pour lui la théorie, la logique, les principes d'économie pure, se dressent les réalités politiques, les problèmes pratiques. Le calme des rapports internationaux avait permis à la fin du XIX^e siècle le succès des solutions séduisantes des spécialisations naturelles. Au lendemain d'un conflit mondial, celles-ci semblent dangereuses.

L'attitude égoïste de nos Alliés raffermirait alors notre désir d'indépendance (1) : « Nous avons dû payer largement en 1919 et 1920 notre pauvreté en combustibles, poursuit M. Georges. On nous a vendu plus de 500 francs la tonne rendue à Dunkerque, alors que chez nous le meilleur ne coûtait que 100 francs. On nous a vendu plus de 700 francs du coke qui, chez nous, revenait à 150 francs ».

Le nationalisme économique demande à nos mines de ne plus maintenir leur production aux limites que lui fixait le libéralisme, mais au contraire de rechercher l'exploitation maxima.

Pour lutter contre la redoutable concurrence étrangère, après avoir forcé le mécanisme économique il faudra à nos Compagnies la volonté soutenue d'accroître leurs débouchés, d'étendre leurs zones de vente. Conséquence d'un nationalisme jaloux, le dynamisme commercial s'impose, se substitue à l'optimisme d'avant-guerre.

Tels sont les grands principes directeurs de la politique de nos houillères au lendemain de l'Armistice : Rationalisa-

(1) Conférence précitée.

tion à l'exemple général de l'industrie, production maxima pour acquérir l'indépendance et recherche de débouchés nécessitée par l'importance de l'extraction.

Si ces directives ont présidé à l'action de nos Compagnies minières dans des vingt dernières années, leur succès a varié avec les circonstances. Chacune d'elles fut à son tour la principale sans évincer complètement les autres.

Lors de la première période qui divise notre étude, la restauration, le but suprême fut l'exploitation maxima pour assouvir les besoins ardents de notre industrie renaissante. L'Angleterre ayant dénoncé, dès la fin des hostilités, ses régimes de faveur et nous sachant soumis à ses caprices, nous imposait des conditions draconiennes. Pour libérer au plus tôt notre marché national de cette étreinte, il fallait à la fois relever rapidement nos installations et, loin d'abandonner, comme on le fit plus tard, l'exploitation des veines médiocres, recourir aux services de toutes les tailles encore praticables. Le souci du rendement passait bien après celui de la production intensive.

Restaurées, nos mines poursuivirent l'ambition de chasser la concurrence étrangère de notre marché national. Se fiant à la prospérité remarquable des années qui précédèrent la crise actuelle, elles crurent trop à la facilité du problème commercial. Leur seconde politique maîtresse fut donc l'extension des débouchés.

Mais, la crise dévoila le caractère artificiel de l'activité qui la précédait, elle prouva que seule cette anomalie économique avait permis à nos houillères un développement si rapide. L'avantage naturel des producteurs voisins réapparaissait évident et, pour atténuer notre infériorité sur eux, une rationalisation rigoureuse s'imposait.

Si donc plusieurs idées directrices ont guidé continuelle-

ment l'action de nos Compagnies houillères au cours de ces vingt dernières années, chacune d'elles peut caractériser une des trois périodes différentes, par l'importance qu'elle y prit.

Ainsi, lorsque nous étudierons la restauration de notre région minière, insisterons-nous sur l'ordre d'exploitation intensive, dans la seconde période au contraire, nous soulignerons le soin avec lequel nos Compagnies ont poursuivi l'extension des débouchés. Enfin, nous verrons qu'au cours de la crise, la rationalisation fait l'objet de sérieuses applications.

Mais, la vie des houillères n'est pas abandonnée entièrement aux soins des Compagnies. L'Etat veille étroitement sur une industrie qui, par son importance économique, par l'intérêt social qu'elle présente, est un élément vital dans la constitution d'un pays.

Plus que tout autre ouvrier, le mineur, dont le travail est particulièrement pénible et dangereux, a reçu la protection des pouvoirs. Le séjour au fond est strictement limité, des mesures d'hygiène et de sécurité sont prescrites et des services de contrôle organisés pour les sanctionner.

En dehors du domaine humanitaire, le Gouvernement intervient parfois dans l'organisation technique ou commerciale des mines, lorsqu'il le juge indispensable à la bonne économie nationale.

Une étude complète des houillères requiert donc, outre l'examen de la politique qu'ont suivie les Compagnies, celui des directives que leur a imposées l'Etat.

La Guerre **La situation en 1918 et le plan d'action**

Les mesures effectives que dictèrent à nos houillères les grands principes dont elles s'inspirèrent en 1918 ne se peuvent comprendre qu'après la description du bassin du Nord à cette époque.

Les leçons que les Compagnies retirèrent de quatre ans d'hostilités, l'interventionnisme qui survécut au sein de leur exploitation, à l'Armistice, demandent aussi, pour leur parfaite compréhension, un rapide examen de l'industrie charbonnière durant la guerre.

Dès les premiers jours d'août 1914, l'ennemi nous surprenant, envahit une partie du département du Nord et occupa avec tous les puits de celui-ci, l'arrondissement minéralogique de Douai. Le Pas-de-Calais subit aussitôt les conséquences de l'invasion. Ses mines furent subitement désorganisées, dépeuplées par la mobilisation, astreintes à subir des mesures urgentes telles que l'évacuation des locomotives sur Calais. Vite ressaisies, elles reprirent l'extraction le 3 septembre et la production nationale n'était alors tombée que de 20 %. Les 3, 4 et 5 octobre, une poussée violente sur la ligne Arras, Lens, La Bassée jusqu'à Vermelles, obligea les Compagnies de Béthune et de Nœux à suspendre leurs travaux.

Heureusement, dès novembre, le front se stabilisa ; en décembre, nous reprîmes Vermelles et la fosse 4 de Béthune.

Alors commença, pour les houillères non envahies, la période héroïque au cours de laquelle elles rivalisèrent d'audace pour essayer de satisfaire les besoins de la guerre.

On les pressait de demandes, on était à la merci de leurs services. Sans répit, elles s'acharnèrent au travail. Certaines Compagnies, comme celle de Bruay, atteignirent parfois une

production supérieure de 87 % à celle de 1913. Et pourtant le front était à quelques kilomètres, les bombardements étaient une menace perpétuelle. La bataille de l'Artois faisait rage et la colline de Lorette devenait tristement célèbre.

Il fallait extraire sous la mitraille, avec un personnel de fortune, sans cesse interrompu par les démolitions de machines et d'usines, les inondations des puits. Entre autres exemples des difficultés que rencontrèrent nos Compagnies, le suivant est assez typique. L'ennemi qui détenait les fosses 8 et 8 bis de Béthune, entreprit de faire sauter leurs cuvelages pour noyer le reste de la concession.

Son intention ne put heureusement pas échapper au poste de surveillance et, en toute hâte, fut entreprise la construction d'un serrement de précaution. Tandis que les ouvriers étaient employés à ce travail, l'ennemi envoya dans les galeries qu'il occupait des gaz asphyxiants qui se répandirent dans les travaux souterrains et coûtèrent la vie à une équipe de 10 soldats anglais et de 4 mineurs français que leur masque ne suffisait pas à protéger.

Cette illustration entre mille, aide à faire apprécier les obstacles qui assaillirent l'exploitation de nos houillères durant la guerre.

Qu'importe, rien ne rebuta les efforts de ces dernières qui firent preuve de grande audace.

Le coke devint insuffisant ; Nœux ralluma des fours à 6 kilomètres du front sans que rien les dissimulât à l'ennemi et qui, la nuit, se trahissaient par le feu qu'ils crachaient.

La centrale électrique de Béthune fonctionna toujours à 3 kilomètres du front.

Cet effort héroïque dura jusqu'à la fin de mars 1918, date après laquelle il fut matériellement impossible d'obtenir quelque résultat. La poussée de l'armée allemande avait isolé les dernières mines encore valides.

Les difficultés qu'ont éprouvées nos houillères peuvent se classer sous plusieurs chefs.

Il leur fallait recruter la main-d'œuvre nécessaire à intensifier l'exploitation, assurer le transfert du charbon et sa répartition, s'approvisionner enfin en matières premières.

La mobilisation, en dépeuplant nos houillères, les avait paralysées. Durant toute la guerre, il fallut disputer âprement les hommes aux troupes.

Le colonel Weiss, qui commandait les mines, obtint en septembre 1914 le renvoi des territoriaux.

Les demandes se renouvelaient toujours plus pressantes. La direction arracha peu à peu, classe par classe, les mineurs au rang. La réaffectation de ces derniers apparut particulièrement urgente lorsque la guerre sous-marine ralentit nos importations. En décembre 1917, le personnel était, dans nos puits, de 59.800 et la production de 107.200 tonnes. Avec l'apport du reste de la France et les importations, nous atteignions à ce moment les 4 millions de tonnes indispensables. Ce chiffre décrut rapidement jusqu'à 39.000 tonnes en mars 1918.

L'extraction n'était que la première difficulté. Le transport en était une autre.

La ligne Béthune-Arras-Paris était coupée à Lens. Il fallait détourner les expéditions sur la ligne à voie unique Béthune-Saint-Pol ou leur faire subir le détour Hazebrouck-Calais-Abbeville-Longueau. La voie d'eau était fermée à La Bassée. Ces obstacles semèrent la confusion, accumulèrent les stocks. Il fallut doubler la ligne Béthune-Saint-Pol, construire de nouveaux dépôts de locomotives, etc...

On essaya de ravitailler Paris par camions. Un convoi de 1.000 voitures subit un échec lamentable ; 600 de celles-ci restèrent en route.

Si rare et si désiré, le charbon dut être contingenté. Il fallut en régler la répartition. Celle-ci avait été prévue par l'article 57 de la loi du 3 juillet 1877-23 juillet 1911. Etaient sous la surveillance de l'Etat, à la disposition du Ministre de la Guerre, tous les combustibles. Dès le 2 août 1914, le service des réquisitions fonctionna. Il fut assuré tout d'abord par les Ingénieurs de l'Etat sous la direction de la Commission militaire des Mines. Puis, en août 1915, les réquisitions furent confiées à la Commission de répartition des combustibles minéraux.

En novembre de la même année, fut inauguré le régime des livraisons par priorité. Celle-ci est indiquée aux Compagnies par l'Ingénieur en chef. Mais comme les expéditions libres s'éparpillaient dans tout le territoire, la Commission de Répartition attribua des zones différentes à chaque bassin.

Le 20 novembre 1916, les mines se groupèrent en un office des houillères, organisme commercial qui eut pour mission d'effectuer les expéditions prescrites par la Commission de Répartition et d'affecter le très faible excédent de l'extraction. En même temps se créaient des groupements de consommateurs.

Le 1^{er} août 1917, devant les réclamations incessantes, la répartition fut confiée au Bureau National des Charbons, lequel avait été créé en avril 1916 et survécut quelque temps à la guerre. A cette date, le plan Loucheur de péréquation des prix entra en vigueur.

La plupart des dispositions relatives au contingentement du charbon ont été maintenues durant la restauration du bassin minier du Nord.

Enfin, à toutes les difficultés que rencontrèrent nos houillères, il faut ajouter celles de l'approvisionnement. Les

moyens de transport étaient réquisitionnés par les troupes et isolaient nos exploitations de certains producteurs lointains. Nos Compagnies tentèrent de faire venir par mer le bois des Landes. Quant à l'essence, l'avoine, elles étaient réservées à l'armée. Celle-ci s'attribua tous les fourrages et il fallut des interventions incessantes pour tirer la cavalerie des mines de sa situation critique. Les Compagnies s'organisèrent au mieux contre ce dernier obstacle. Elles fondèrent un groupement d'achat, elles essayèrent de se suffire à elles-mêmes dans la mesure du possible, allant jusqu'à construire des lampes et des berlines.

L'offensive de mars-avril 1918 vint suspendre tous ces efforts.

Pourtant, l'ennemi ne put garder longtemps ses positions, et en septembre il se repliait déjà.

Mais dans sa retraite, il détruisit systématiquement les puits, et lors de l'Armistice, les 2/3 des possibilités du bassin du Nord et du Pas-de-Calais étaient anéanties.

Suivant le recul du front allemand, nos mines s'empres-
sent de panser leurs plaies.

Dans l'immense tâche qui s'offre à leur activité, elles entendent utiliser l'expérience que leur ont donnée quatre ans d'efforts. Leur action va profiter des leçons du progrès.

La rationalisation n'apparaît plus, en 1918, comme étrangère à l'industrie houillère. Cette opinion n'a pas résisté à l'épreuve de la guerre. On peut introduire dans l'extraction du charbon une économie rigoureuse, dont l'urgence apparaissait plus évidente au lendemain de l'Armistice.

Il est possible et souhaitable d'agrandir la taille, de réduire les durées de la descente et du trajet au fond, d'user plus souvent des explosifs, d'accroître les moyens mécaniques.

Parmi les nouvelles directives, la mécanisation apparaît la plus originale. Les différents gains de temps, de personnel n'avaient guère été avidement recherchés en 1913, le besoin de produire intensément ne se faisant guère ressentir.

Quant à l'emploi d'un outillage important, il n'avait jamais été envisagé car il semblait incompatible avec les travaux du fond. L'adoption dans nos mines et la rapide divulgation du marteau piqueur est peut-être ce qui différencie le plus les deux exploitations d'avant et d'après-guerre.

Pourtant, nos ingénieurs n'oublient pas qu'une juste proportion est nécessaire entre les facteurs de la production. Sans se laisser aveugler par le prestige actuel de la machine, ils savent qu'au delà d'une certaine limite, la main-d'œuvre lui est préférable. Nos mines ont ainsi ignoré les méfaits qu'a causés en Allemagne la méconnaissance de cette règle prudente.

Si l'outillage, la mécanisation, ont un rôle dans l'industrie houillère, celui-ci est assez restreint. *Le grand agent de production dans la veine est le mineur.* Les Compagnies ne sous-estiment pas l'importance de la main-d'œuvre, et, dans leur plan ambitieux d'indépendance économique, leur première préoccupation, leur but suprême, est le recrutement d'un nombreux personnel.

Parmi toutes les causes qui ont limité notre extraction en 1913, le manque de bras est la plus influente, et non la routine ou le mauvais état des installations dont on accuse parfois à tort les houillères.

L'importance du facteur humain, dans la production charbonnière, est mis en évidence par M. Georges lorsqu'il commente les leçons de la guerre (1) : « Ce qui a fait, dit-il,

(1) Conférence précitée.

que dans les mêmes conditions d'exploitation, avec les mêmes moyens matériels, Bruay a pu obtenir 16.500 tonnes de moyenne par jour au lieu de 8.800, c'est que, au lieu de 11.000 ouvriers en 1913, elle en avait 22.000... En outre, ces ouvriers avaient 8 h. 20 de présence au chantier ».

Il est nécessaire d'insister sur le rôle primordial de la main-d'œuvre dans notre branche d'activité pour bien comprendre l'assiduité avec laquelle nos Compagnies ont recherché ses services et l'importance que lui ont donné les plans qui prévoyaient l'indépendance totale de la France vis-à-vis du charbon étranger. Pour combler à lui seul les lacunes de l'offre française sur notre marché, le bassin du Nord et du Pas-de-Calais aurait besoin de 200.000 mineurs. Mais, sans une telle ambition, le simple retour aux conditions d'avant-guerre nécessite 100.000 hommes, et ce sera un grand succès de nos Compagnies de recruter un tel effectif malgré les hécatombes faites dans le rang de la population valide.

Telles sont les premières dispositions de nos houillères devant l'obligation de restaurer complètement leurs installations.

Elles n'abordent pas, pour l'instant, l'étude du problème commercial. Il est bien temps de s'inquiéter des débouchés quand le pays souffre au contraire de sous-production !

La seule préoccupation qui soit urgente dans le chapitre des échanges est la remise en état des voies de communication. Mais ceci n'est qu'un aspect d'une dernière directive.

A l'intensification de la production obtenue grâce à la mécanisation de l'abatage, grâce surtout à une main-d'œuvre activement recrutée, un seul mot d'ordre s'ajoute : la réparation hâtive des suites de la guerre.

PREMIÈRE PARTIE

La Renaissance 1918-1925

CHAPITRE PREMIER

Généralités

Les quelques années qui s'écoulent depuis l'Armistice jusqu'à 1925 environ, sont pour les houillères du Nord et du Pas-de-Calais une période anormale, de physionomie hybride. Non seulement nos Compagnies doivent à la fois relever leurs ruines et exploiter les veines rendues accessibles, être architecte et mineur, mais encore leur commerce est-il soumis à un régime d'exception qui garde de la guerre les mesures d'un étroit interventionnisme.

La faiblesse de la production charbonnière justifie le maintien de leur dépendance vis-à-vis de l'Etat.

A l'heure où le pays a d'immenses besoins, où un superbe champ d'action s'ouvre à notre industrie, celle-ci se trouve rationnée par la destruction de notre principal bassin minier.

Pour atténuer le désordre que crée cette situation, les pouvoirs continuent comme auparavant à répartir le combustible, à en limiter le prix. Le Gouvernement apporte enfin aux mines l'appui de son autorité et de son crédit pour faciliter leur tâche de restauration.

Dans l'action de nos houillères, en dehors du désir évident de produire au maximum, l'application des principes qui président désormais à l'exploitation est peu visible. En effet, la réorganisation retient tous les efforts.

Il serait exagéré de prétendre que le souci d'une économie rigoureuse est momentanément ignoré. Les ingénieurs de 1918 ont le culte de la méthode, qu'ils doivent d'abord à leur siècle, ensuite aux leçons de la guerre. Le rééquipement des puits comporte le montage de machines modernes, c'est-à-dire agencées pour un rendement maximum. Les installations nouvelles permettent la récupération des sous-produits, l'électricité remplace presque partout la vapeur. Le progrès du machinisme au sein des houillères est un signe évident de rationalisation.

Mais celle-ci n'est pas alors la première préoccupation des Compagnies. Elle semble plutôt l'application d'une donnée qu'avait portée avec soi le progrès ; elle ne se rencontre que quand elle se concilie étroitement avec la politique primordiale de l'instant : produire au maximum. C'est pourquoi elle apparaît surtout dans la mécanisation.

Si le besoin d'économiser n'est guère très sensible au lendemain de l'Armistice, celui de trouver des débouchés n'existe pas. La concurrence étrangère ne peut aucunement gêner l'écoulement du faible tonnage de notre bassin.

L'action de nos mines en 1918 est donc inspirée surtout du désir de produire intensément. Les directives sont d'exploiter toutes les veines accessibles même de médiocre rendement et d'en retirer le maximum, en outre d'en multiplier le nombre en activant le déblaiement et, d'une façon générale, la restauration.

Il existe donc deux objectifs principaux : reconstruire et extraire. La dualité de ces principes engendre une politique composite. Elle suscite des organisations qui se proposent d'atteindre à la fois les deux buts précités.

C'est ainsi que se fonde un groupement d'achats qui facilite l'approvisionnement des Compagnies en fournitures né-

cessaires à la reconstruction et à l'exploitation. Sous les auspices du Comité Central des Houillères, sont groupées les commandes adressées à l'étranger et celles des matières contingentées. Les opérations de cet organisme portent sur les produits les plus divers, depuis les pièces de métallurgie jusqu'à l'avoine nécessaire aux écuries du fond.

De même que la méthode, les réalisations permettent la poursuite d'une double tâche. Les installations ont plusieurs destinations. L'outillage livré par les soins de la Commission technique a deux missions : il est affecté à l'exploitation immédiate des puits accessibles en même temps qu'il achève leur déblaiement.

Pourtant, chacune des deux préoccupations est également poursuivie par des institutions spéciales à elle seule.

La reconstruction nécessite la création de services techniques et financiers auxquels l'Etat apporte son concours.

Quant au désir d'intensifier la production, il demande avant tout le recrutement rapide de la main-d'œuvre sans entraîner évidemment le désintéressement des problèmes techniques.

Or, quelles sont les possibilités de notre bassin au lendemain de l'Armistice ?

Le tiers de ce qu'elles étaient en 1913.

Le Nord est entièrement anéanti. Toutefois, l'ennemi ayant occupé ce département en utilisa les mines dont il ne détruisit les installations que dans les derniers jours de sa retraite précipitée.

Mais les puits que l'armée allemande put atteindre dans le Pas-de-Calais furent minés avec soin, et c'est pourquoi l'arrondissement minéralogique de Douai a subi de moindres dégâts que celui d'Arras.

Les quelques fosses restées intactes dans ce dernier pro-

duisent, en 1918, 8 millions de tonnes, presque 20 millions de moins qu'avant-guerre.

Il ne faut rien attendre de la Sarre qui consomme plus encore qu'elle ne donne.

La nécessité s'impose de rassembler tous les facteurs de production existant en 1913. On peut espérer qu'en 1925 toutes les installations auront été rétablies avec une puissance accrue et un rendement supérieur, avec tous les perfectionnements techniques. On peut penser que le dénoyage sera complètement terminé et la plus grande partie des travaux du fond, remise en état.

Mais le problème du recrutement est singulièrement difficile à résoudre.

Quatre ans d'hostilités ont éclairci les rangs de la population minière tant par les morts qu'ils ont causées que par la diminution des naissances dont ils doivent répondre. De plus, un certain nombre d'hommes et surtout de jeunes gens sont partis dans les services de la reconstitution et beaucoup parmi les moins âgés ne reviendront plus à la mine, surtout aux travaux souterrains : Car on ne s'improvise pas mineur ; on naît tel. Le métier du fond est une vocation comme celui de marin. En aucun cas, les Compagnies ne refusent l'embauchage des « galibots ».

Enfin, la réduction des heures du travail par la loi Durruti fait qu'avec la même quantité de main-d'œuvre à l'abatage, la production n'est plus, *rebus sic stantibus*, que 75 % environ de celle d'avant-guerre.

L'ensemble du bassin du Nord et du Pas-de-Calais comprenait 99.500 ouvriers du fond en 1914. En 1919, il n'en compte plus que 50.600.

Si donc au lendemain de l'Armistice, produire est le but primordial de nos mines au point de paraître le seul, le

recrutement de la main-d'œuvre semble être le meilleur moyen de l'atteindre.

De ces énoncés, il est facile pour l'économiste de conclure à une situation particulièrement favorable de l'ouvrier.

Les périodes d'activité enrichissent le salarié ; elles profitent surtout au mineur dont l'importance est si grande dans la production charbonnière.

Le grand besoin de main-d'œuvre dans l'industrie houillère facilite l'adoption des mesures ouvrières comme la loi Durafour qui réduit notablement la durée du travail au fond, au moment même où l'extraction manque de bras.

La rareté du personnel fait monter les salaires, encourage l'action sociale des Compagnies telles que l'édification de cités modernes, la création de sociétés philanthropiques, anime enfin toute la région minière, libérant sa population de tout souci pécuniaire.

L'euphorie que l'on remarque à ce moment dans le pays noir est à signaler. Il serait faux de croire que les agglomérations houillères ne se soient réveillées qu'après la restauration achevée de nos puits.

Les villes du Nord et du Pas-de-Calais, qui vivent surtout de la mine, connaissent au lendemain même de la guerre une activité véritable qu'excite encore le passage continu des touristes anglais attirés chez nous par la baisse du franc.

C'est l'époque pittoresque où, campé dans des baraques, logé au mieux dans tout ce qui peut encore l'abriter, vit, sous des ruines, un des peuples les plus riches et les plus actifs de la France.

CHAPITRE II

La Rationalisation

Le souci primordial des Compagnies houillères au lendemain de la guerre, l'exploitation intensive, ne doit pas retenir seul l'attention.

Il est juste de remarquer, même au cours de cette période anormale, l'application de chacun des principes qui ont constamment guidé l'action de nos mines depuis l'Armistice.

Si l'absence de tout problème commercial rend peu pressante l'économie du rendement, il ne faut pas en déduire l'inexistence de toute rationalisation. Celle-ci est appliquée comme une règle de sagesse, tant qu'elle ne gêne pas la production. Mais elle est toujours sacrifiée à cette dernière quand elle lui est contraire. Jamais, comme en temps de crise, ne sera abandonnée l'extraction dans les veines peu rentables.

Cette réserve faite, nos Compagnies suivent une méthode intelligente tant dans leur travail d'architecte que dans celui de mineur. La reconstitution et l'intensification de la production doivent leur succès à la discipline qui les mène.

Par un premier désir de simplification, ces deux entreprises différentes sont nettement séparées et chacune d'elles est confiée à une direction spéciale. Cette division peut se matérialiser dans une délimitation géographique.

En effet, toutes les mines du Nord et celles de l'Est du Pas-de-Calais sont détruites. Seul, l'Ouest de ce dernier département, plus éloigné du front, n'a pas trop souffert de

la guerre et peut continuer l'exploitation sans grande difficulté.

L'arrondissement minéralogique de Douai et une partie de celui d'Arras se rassemblent donc sous une même administration chargée de la restauration.

Quant aux huit concessions épargnées par la bataille, elles ont la mission de représenter le bassin du Nord dans la production nationale (1).

Le groupe des mines invalides s'organise rapidement. Il réunit les diverses Compagnies qui le composent dans un organisme commun : « Groupement des Houillères », dont une commission est chargée d'étudier les problèmes de la reconstitution.

Cette commission technique s'affilie au « Comptoir Central d'Achats industriels pour les Régions dévastées ». Elle a ainsi l'avantage de la politique collective tout en restant spécialisée dans le choix des outillages miniers.

Mais la rationalisation apparaît plus précise que dans ces organisations, dans les travaux de la commission technique.

Celle-ci, en effet, définit des équipements standards, voulant faciliter et hâter le rééquipement. Elle commande une série de treuils électriques de 90 HP et de 430 HP pour armer provisoirement les premiers puits restaurés.

Ce qui souligne encore la méthode, l'ordre de nos Compagnies est la prévoyance. La destination des treuils précédents est déjà envisagée dans l'armement définitif. Les premiers serviront en cas d'arrêt des machines ordinaires, les seconds seront affectés aux puits d'aérage.

Ces soucis d'économie, bien qu'ils président à des travaux

(1) Ces concessions sont les suivantes : Béthune, Nœux, Bruay, Marles, La Clarence, Ferfay, Ligny, Vendin.

étrangers à l'exploitation proprement dite, manifestent pourtant l'esprit moderne de nos mines.

De leur côté, les concessions en activité appliquent les directives données par M. Georges, et qui paraissent assez nouvelles dans l'industrie houillère.

Le recrutement du personnel auquel elles s'emploient est dicté par la technique même de l'entreprise minière. Mais, bien que s'accordant avec la rationalisation la plus certaine, il apparaît moins frappant comme application de ce principe que comme suscité par le besoin de production intensive. Son étude sera donc abordée dans le chapitre consacré à cette question.

L'industrialisation qui se manifeste dans le développement du machinisme et l'utilisation croissante de l'électricité est, dans la période de renaissance, l'application la plus apparente des méthodes modernes.

Dans leur rééquipement, les Compagnies remplacent presque partout la vapeur par des groupes électrogènes. Ceux-ci deviennent vite importants. Dans le Nord, leur force est de 45.527 kw en 1922, de 80.500 en 1923. Dans le Pas-de-Calais, la puissance installée qui est, en cette dernière année, de 193.900 kw, passe à 253.550 kw en fin 1924.

Quand s'achève la reconstitution, la plupart des machines d'extraction, des ventilateurs, des compresseurs, sont électrifiés dans l'arrondissement minéralogique de Douai. Dans celui d'Arras, les treuils électriques qui, avant-guerre, étaient au nombre de 26, sont 97 et les treuils à vapeur ne sont plus que 47 contre 115 en 1913. Les proportions sont donc totalement renversées.

Les nouvelles installations nécessitent la construction de centrales. En 1924, bien que celle-ci soit avancée et permette au Nord de diminuer de 25 % ses emprunts à l'exté-

rieur, elle ne peut encore assurer à nos mines l'entière indépendance. Les besoins d'électricité dépassent encore de beaucoup les capacités de production. Le cas le plus remarquable est celui de la Compagnie de Vicoigne qui n'a elle-même aucune génératrice alors que 95 % de ses installations sont électriques, et qui est tributaire de son énergie à la Société Valenciennes-Anzin. Evidemment, cette situation est exceptionnelle, elle est d'ailleurs passagère.

Après hésitation entre l'édification d'une centrale unique et très puissante et celle d'usines moins importantes mais particulières à chaque exploitation, nos houillères préfèrent cette dernière formule. Un réseau d'interconnexion est d'ailleurs projeté et l'entraide prévue entre les différentes compagnies.

Celles-ci, par un habile calcul d'économie, ne limitent pas la puissance de leurs installations à leurs propres besoins. Elles dépassent ce minimum pour vendre au public l'excès de leur production.

Elles électrifient toute la région qui renaît autour d'elles. Cette politique leur donne le double avantage d'être fournisseur d'électricité et de créer un débouché important pour les qualités inférieures de houille.

C'est ainsi que nos mines deviennent les seules génératrices d'énergie électrique de la région du Nord. Elles passent des contrats de distribution avec des sociétés indépendantes. Deux de celles-ci se partagent le Pas-de-Calais : Société Electrique du Nord-Ouest et Compagnie Electrique du Nord.

La disparition de la vapeur n'est pas le seul signe de la rationalisation. Celle-ci se manifeste encore dans la quantité et la force croissante des machines.

Au fond, l'abatage, qui semblait réservé à la main-d'œuvre, s'effectue de plus en plus à l'aide du marteau-piqueur. Les

compagnies essayent même d'employer la haveuse. Mais celle-ci, qui permet d'atteindre des résultats étonnants dans les gisements réguliers, ne convient guère aux houillères françaises. L'irrégularité de nos veines, leur faible épaisseur rendent nos conditions d'exploitation bien plus délicates que celles des mines américaines et s'opposent à l'usage d'engins puissants. Tout au plus pourrait-on demander à l'industrie nationale des haveuses moins fortes que celles qui viennent de l'étranger.

Le marteau-piqueur, au contraire, paraît appelé à être l'outil du mineur. En fait, il s'est rapidement divulgué dans nos tailles et a permis une augmentation appréciable du rendement. Alors qu'il était inemployé avant-guerre, en 1924 il abat 36 % de la production du Pas-de-Calais, 38 % de celle du Nord.

La mécanisation s'introduit également dans la traction souterraine. Ses progrès dans ce domaine sont plus timides. L'emploi des locomotives électriques dans les galeries est inauguré mais se développe assez peu. Il peut être dangereux et n'est possible que dans des puits vraiment sûrs. Il semble que le cheval gardera longtemps encore la place prépondérante qu'il occupe au fond. Dans les mines du Pas-de-Calais, la puissance des tracteurs électriques n'est en 1923 que de 437 kw. Le nombre des chevaux, qui est à cette même date de 2.328, croît encore par la suite.

La rationalisation suscite la recherche d'appareils de traction mécanique inoffensifs. Bientôt se divulguera l'emploi de la locomotive à air comprimé et le montage de couloirs oscillants.

Enfin, dernier aspect du modernisme, les machines se développent moins en nombre qu'en puissance. Certaines compagnies procèdent à l'installation de moteurs puissants. Dans

le Nord, en 1923, deux treuils d'extraction de 1.000 HP chacun sont mis en service.

Les progrès de la technique industrielle sont sensibles dans l'aménagement des annexes de la mine.

Les cokeries, qui se réédifient à la hâte pour subvenir aux besoins du pays sont équipées des derniers perfectionnements. Elles utilisent les meilleurs procédés de chauffage. La capacité de leurs fours est double de celle qu'elle était durant la guerre et toutes les installations permettent la récupération. Ceci n'est guère une banalité. L'Angleterre, aujourd'hui encore, n'utilise que très rarement les sous-produits.

Un exemple entre mille illustre la méthode qui préside aux nouvelles dispositions. Une canalisation de gaz relie les cokeries de Béthune à la ville d'Arras. Plus tard elle sera prolongée dans la direction de Bapaume, Amiens. L'activité des houillères est appelée à se diversifier par les emplois toujours étendus des résidus du charbon.

Quant aux agglomérés, ils sont fabriqués, eux aussi, avec la plus grande économie de matière première.

La mécanisation est en général, dans les premières années de l'après-guerre, la manifestation la plus apparente d'une exploitation méthodique au sein de nos houillères.

A côté d'elle existent bien des applications diverses d'une économie bien comprise, tels que le renforcement de la surveillance, l'ouverture de grandes tailles, la concentration des travaux. Mais ces dispositions ne sont guère, comme elles le deviendront plus tard, l'objet d'une préoccupation soutenue. Elles caractérisent plutôt les périodes ultérieures. Si, au lendemain de l'armistice, la rationalisation de nos mines est surtout visible dans l'industrialisation, c'est que celle-ci se concilie étroitement avec le but alors poursuivi : développer la production.

Quant au souci du rendement, il est secondaire. Les compagnies acceptent sans grande résistance les sacrifices que leur imposent les lois ouvrières réduisant la durée du travail, elles s'accommodent facilement du flottement, du désordre qu'occasionnent dans l'exploitation l'adaptation des nouvelles recrues, les arrivées continuelles d'étrangers.

L'extraction, répartie sur l'ensemble du personnel fond et jour, est évaluée dans le Pas-de-Calais à 569 kgs par jour et par ouvrier. Le rendement diminue encore en 1924 et s'abaisse à 565 kgs. Dans le Nord il est encore inférieur à ce chiffre et dans les deux années précitées il est successivement de 486 et de 512 kgs. Nos mines ne s'effraient pas de la faiblesse de ces coefficients. Elles les commentent, les expliquent par les nécessités de la réadaptation. Elles constatent sans effroi leur influence sur le prix de revient qui s'élève régulièrement et qui, dans le Pas-de-Calais, passe de 36 francs en 1923 à 41 fr. 10 en 1924.

Plus tard, avec les difficultés commerciales, apparaîtront plus urgentes les économies.

CHAPITRE III

La Production

Le désir d'indépendance n'a jamais été plus fort au sein de nos houillères du Nord et du Pas-de-Calais qu'au lendemain de l'armistice. Tout contribue alors à leur faire aspirer à une restauration rapide et à une exploitation intensive. Tout d'abord l'opinion commune gagnée à la cause du nationalisme économique, ensuite le souci d'assouvir le grand appétit de l'industrie française et de la libérer des caprices de l'étranger.

Les superbes résultats de la reconstitution, le grand effort qu'ont dépensé nos mines à intensifier leur production, attestent non seulement leur volonté de retrouver la situation d'avant-guerre, mais encore l'ambition de satisfaire le plus possible la consommation nationale.

SECTION I. — LA RESTAURATION

La rapidité avec laquelle les mines de notre bassin ont été relevées a provoqué une juste admiration et prévenu les calculs les plus optimistes.

La tâche est énorme en 1918. Une puissance de production représentant les deux tiers des possibilités de nos exploitations du Nord est anéantie. L'ennemi a fait sauter systématiquement les installations qu'il a occupées, il a bombardé les autres. Seules, quelques concessions situées à l'ouest du Pas-de-Calais sont encore valides à la fin de la guerre.

La réédification commence même avant l'armistice, avec la retraite de l'armée allemande.

La reprise des régions libérées par la population locale se

révèle très dangereuse. Dans les récents champs de bataille, les obus et explosifs de toutes sortes rendent les travaux de déblaiement particulièrement délicats.

Les difficultés qui assaillent les compagnies houillères dans leur tâche de restauration sont bien grandes. L'ennemi a détruit 212 puits dans les 126 sièges de la région envahie (1). Il a détérioré 23 sièges dans l'ouest du front. La force motrice anéantie est estimée à 280.000 HP. Enfin, les maisons ouvrières sont abattues et l'insuffisance des habitations complique le recrutement de la main-d'œuvre.

Plus précisément, le travail qui s'impose est le suivant : rendre à l'exploitation un réseau souterrain de 3.000 kilomètres, déblayer les puits, pomper les cent millions de mètres cubes d'eau qui les inondent. A la surface il faut reconstruire toutes les installations : chevalements, lavoirs, usines annexes, enfin les logements ouvriers. La première occupation est de niveler le sol tourmenté par les combats.

Pour mieux s'acquitter de leur tâche, nos houillères s'organisent. Elles se groupent pour s'entr'aider et chargent une commission technique de résoudre les problèmes de la reconstitution. Les dépenses que celle-ci nécessite demandent également la création d'une institution financière. Elles sont en effet considérables. Le Gouvernement, dans l'évaluation des dégâts imputables à l'Allemagne, fixe à 964.800.000 francs les dommages subis par nos mines.

Si les travaux de déblaiement, de dénoyage, de remise en état du sol sont à la charge du pays, la reconstitution proprement dite, le rééquipement sont à eux seuls un grand poids pour nos compagnies. Ils ne sont possibles que grâce à des dispositions légales favorables aux sinistrés.

(1) Voir Lafitte-Laplace : Economie charbonnière de la France, pages 32 et s. et les Conférences de M. Parent.

La loi Dubois avait ouvert, le 6 août 1917, un crédit de 250 millions à l'Office de Reconstitution industrielle. L'industrie minière y participe pour 36 millions. C'est avec cette somme que la commission technique constitue ses premiers approvisionnements. Les exploitations du Pas-de-Calais abandonnent à celles du Nord l'outillage qui leur est destiné, jugeant que ces dernières, moins atteintes qu'elles-mêmes, pourront plus vite qu'elles reprendre l'extraction et ravitailler la consommation nationale.

Le principe de la réparation des dommages de guerre est reconnu dans la loi du 17 août 1919, laquelle prévoit des avances aux sinistrés. Toutefois les houillères ne demandent que des acomptes sur leurs indemnités au fur et à mesure de leurs dépenses.

Enfin la loi du 31 juillet 1920 autorise l'Etat à délivrer des certificats provisoires de dommages de guerre et à passer avec qui le désire des conventions de paiement par annuités. Ces certificats sont cessibles ou peuvent être donnés en garantie, selon les dispositions du Code civil. Les compagnies usent des droits que leur confère le nouveau texte, dans les deux contrats conclus avec le Gouvernement le 9 mars 1921 pour une somme de 1.200 millions, et le 20 mai 1922 pour un montant total de 500 millions. Pour gérer, recouvrer, centraliser ces annuités, émettre et répartir les emprunts qu'elles gagent, est créé, le 29 décembre 1920, le Groupement des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, société anonyme au capital de 50 millions.

Les mines joignent leur garantie à celle que l'Etat consent aux prêteurs. Elles gardent ainsi à leurs opérations le caractère privé et rassurent le public sur l'éventualité de l'inflation.

La Société civile des Obligataires entre en possession des

gages conformément à l'article 2076 du Code civil, c'est-à-dire après la remise matérielle des certificats du Trésor et des engagements souscrits par les compagnies.

Telles sont les organisations financières qui président aux entreprises de reconstitution. Celles-ci commencent aussitôt que possible. Les compagnies s'occupent elles-mêmes du déblaiement des mines, de la réparation des voies ferrées. Quant à l'épuisement des galeries inondées, il est confié à la Société civile de Dénoyage des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. L'électrification du bassin est réservée également à une société spéciale qui crée un réseau de distribution de 150 kilomètres pour permettre de commencer les travaux.

La remise en état du sol est la première tâche qui s'impose. Il faut d'abord combler les « entonnoirs » aussi importants que celui de la fosse 9 des mines de Courrières. Celle-ci a été si fortement minée que toutes les installations de la surface, bâtiments, chevalements, machines, sont enfoncées profondément en terre et que de véritables torrents noient les anciennes galeries. Remblayer le cratère n'est qu'une partie des soins que réclament une telle dévastation. La prudence demande qu'on coule du ciment dans tous ces débris souterrains, afin d'en faire un agglomérat qui protégera contre de nouvelles venues d'eau les ouvrages entrepris. La consommation de ciment nécessaire à cette opération dépasse 4.000 tonnes.

A Lens, Liévin, Meurchin, ce procédé doit être également employé. Il faut, dès que l'épaisseur de la craie aquifère est déterminée par le sondage, établir une paroi étanche de cent à cent vingt mètres de profondeur.

Le nivellement des terrains s'accompagne du dégagement des puits. Certains de ceux-ci sont ouverts dès 1919 dans la

zone envahie. Au 31 décembre de cette année, Ostricourt a produit 32.235 tonnes.

Dans le groupe des houillères qui poursuivent sans interruption l'exploitation, toutes les compagnies, même Béthune la moins épargnée d'entre elles, remettent des fosses en activité.

Suivant les progrès du déblaiement, des armements provisoires sont installés ; des chevalements en bois vite édifiés permettent de profiter sans retard des réparations souterraines.

La restauration des voies de communication se classe elle aussi dans les préoccupations urgentes. Elle est plus nécessaire à l'approvisionnement des mines qu'à leur commerce. Les compagnies tâchent de remédier le mieux possible à l'isolement dont elles souffrent. Elles hâtent la reconstruction de leur réseau ferré et de leurs quais, des 103 ouvrages d'art que l'ennemi leur a détruits. Quand elles le peuvent, elles s'adressent à des fournisseurs voisins et c'est ainsi qu'elles inaugurent les chevalements en béton qui leur sont construits par les usines de ciment du Boulonnais. Lorsqu'il faut recourir à des producteurs éloignés, elles le font par l'intermédiaire d'un groupement d'achats.

La reconstruction des diverses installations de la surface apparaît en général moins pressante que l'aménagement des galeries souterraines. C'est pourquoi l'extraction reprend dans de nombreux sièges qui n'ont pas encore retrouvé le moyen d'épurer le charbon. Le combustible est donc vendu sale dans les premiers lendemains de la guerre.

La méthode que l'on remarque dans la direction des travaux, l'ordre dans lequel ceux-ci ont été menés ont donné de magnifiques résultats.

En fin 1922, l'épuisement des ouvrages souterrains est très

avancé. Les mines sinistrées du Pas-de-Calais sont en grande parties asséchées ; certaines d'entre elles, celles de Carvin en particulier, le sont complètement. Ce seul soin a nécessité 132.740.534 francs. Dans le Nord, la Société de Dénoyage a accompli dans l'année 1922 le tiers de sa tâche. Les travaux sont évalués à 23.420.283 francs. Dans ce dernier département, le déblaiement est alors achevé. Il a coûté 12.484.860 francs, beaucoup moins que dans le Pas-de-Calais où il est estimé à 45.565.140 francs. De son prix il faut déduire 3 millions 109.860 francs de matériaux soigneusement récupérés. L'économie réalisée par les prélèvements sur les vieilles constructions est approximativement un centième de leur valeur.

La longueur des galeries remises en exploitation au cours de 1923 est de 107 kilomètres dans le Nord, soit 90 % de ce qu'elle était en 1913.

Enfin, à la surface, les appareils d'épuration, les lavoirs et les cribles se reconstruisent d'autant plus vite qu'avec l'augmentation de l'offre apparaît l'exigence du client.

Le progrès des installations de préparation du combustible sont visibles dans l'écart grandissant entre les chiffres de la production brute et ceux de la production nette.

Enfin, l'industrie annexe a dans notre bassin retrouvé dès 1923 son importance d'avant-guerre.

A cette date, la division de nos houillères en deux zones ne se justifie plus. Les arrondissements minéralogiques d'Arras et de Douai reprennent leurs frontières qui se confondent avec celles du Pas-de-Calais et du Nord.

SECTION II. — L'EXPLOITATION

L'empressement, le zèle qu'ont montrés les compagnies houillères à relever leurs ruines est une manifestation de leur désir de produire intensément.

Cette volonté apparaît plus sensible encore dans les beaux résultats de l'exploitation proprement dite; elle est visible également dans l'influence caractéristique qu'elle exerce sur la technique et sur la main-d'œuvre.

§ 1. — Aspect général. Facteur technique

Des puits peu nombreux il fallait exiger le maximum. La poursuite bien arrêtée de ce but est récompensée. Elle se traduit par un succès véritable dépassant les prévisions les plus optimistes.

Mais si certains chiffres de production sont éloquents, d'autres doivent être interprétés pour ne point décevoir.

La nouvelle condition des mines est de nature à gêner singulièrement leur activité. Que de difficultés rencontrent-elles qui n'existaient pas en 1913.

L'approvisionnement est à lui seul un problème. Quant aux installations elles sont, au début, insuffisantes pour les puits déblayés.

Des obstacles surviennent même, inconnus durant la guerre. Un bon nombre de mineurs réquisitionnés retournent à leur foyer aussitôt libérés.

D'autre part, la durée du travail qui avait été portée à 9 heures pour les besoins des belligérants, est d'abord ramenée à 8 heures comme en 1913. Puis la loi Durafour, votée le 24 juin 1919, fixe la présence effective au chantier à 6 heures 20 en moyenne et affecte sérieusement l'exploitation.

M. Georges (1) établit ainsi les conséquences de la disposition précédente :

En 1913, les 8 heures étaient calculées de l'arrivée au

(1) Conférence précitée.

fond du dernier ouvrier descendu jusqu'à la remonte du premier ouvrier. Le séjour souterrain des mineurs était donc de 8 heures et demie en moyenne en y comprenant le temps consacré au repos. En 1914, des consignes étaient déjà données de calculer avec précision le travail réel. La loi Dura-four comprend dans les 8 heures la descente, la remonte et le repos.

« Si l'on admet, dit M. Georges, une moyenne de 20 minutes pour le trajet de l'accrochage au chantier, autant pour le retour, les durées comparées sont : avant-guerre, de 7 heures 20 plus la descente ; en 1919, de 6 heures 50 moins la descente. La valeur moyenne d'une opération de descente étant de 30 minutes, la durée du travail est tombée à 6 heures 20. Il y a même de gros sièges où tous les mineurs ne peuvent descendre en moins de 43 minutes ».

En général, le rendement du travailleur baisse de 22 %. Ce qui est plus grave, c'est que, voulant diminuer la durée des opérations de transport des hommes, on a coupé le personnel accessoire de roulage et d'encagement. Le rendement à veine s'en est trouvé encore plus diminué. Cette perte est estimée à 29 %, soit en moyenne 180 kgs par homme et par jour.

Outre le départ de la main-d'œuvre et la réduction du temps de travail, les mines rencontrent encore des difficultés nouvelles : le flottement qu'occasionne toujours l'adaptation d'un personnel fraîchement recruté, les grèves que suscitent le progrès des idées sociales, l'agitation ouvrière de l'après-guerre.

Enfin, avec le temps, les installations de la surface se perfectionnent, la préparation du combustible augmente et avec elle l'écart entre les chiffres des productions brute et nette.

A l'intérieur même du bassin existent des causes de gêne

spéciales à certaines compagnies. Au fur et à mesure de la reconstitution de la zone sinistrée, celle-ci se repeuple d'ouvriers aux dépens des concessions jadis seules actives.

Tous ces obstacles expliquent pourquoi, malgré leur immense désir de production intensive, malgré les progrès réels de l'exploitation, les mines de la partie ouest, c'est-à-dire de la région non envahie, n'atteignent pas en 1919 et en 1920 les résultats qu'elles ont enregistrés en 1913 ni ceux de 1918.

Il ne faut donc donner aucune signification aux chiffres avant de les interpréter. Ceux de la zone sinistrée sont régulièrement ascendants. Ici, l'ouverture continuelle de nouveaux puits fait monter rapidement la courbe de l'extraction. Cette progression, plus forte que les tendances qui la contrarient, apparaît seule sensible dans les statistiques. Elle est extrêmement satisfaisante.

Les prévisions les plus optimistes établissaient comme suit la production des mines de la partie envahie du Pas-de-Calais : 90.000 tonnes en 1920, 985.000 en 1921, 2.000.000 en 1922, 3.070.000 en 1923, 6.400.000 en 1924, 8.670.000 en 1925. Ensuite serait rétablie la situation d'avant-guerre avec une extraction de 11.848.000 tonnes.

Or, les sièges envisagés abattent, en 1921, 1.826.000 tonnes, le double des résultats attendus. En 1922, ils atteignent le total de 3.404.400 tonnes. Le Nord, dont les installations ont été toutes détruites, fournit déjà 3.535.468 tonnes nettes en 1921 et 4.430.467 en 1922.

En l'année 1923, au cours de laquelle les arrondissements minéralogiques d'Arras et de Douai exploitent chacun les mêmes concessions qu'avant-guerre, la production s'élève dans ces deux secteurs à 85 % de ce qu'elle était en 1913.

A cette dernière date le département du Nord, auquel

étaient rattachés les sièges mitoyens de l'Escarpelle et de Courcelles-les-Lens, produisait 6.814.000 tonnes. Le Pas-de-Calais, auquel étaient annexées les mines frontières d'Ostercourt, Carvin et Meurchin, atteignait le chiffre d'extraction de 20.575.000 tonnes. Ces résultats sont retrouvés en fin 1924.

L'effort de nos houillères est donc remarquable, puisque le retour à la situation d'avant-guerre est réalisé au moins deux ans avant la date où il était prévu.

Si les 8 concessions restées actives voient leur chiffre de production fléchir faiblement mais régulièrement de 1918 à décembre 1921, passer de 7.926.900 tonnes à 7.555.000, elles ne peuvent pourtant se reprocher aucune indolence. Ce léger recul trahit les difficultés qu'ont connues nos mines au lendemain de l'Armistice et rend plus sensible l'effort que représente pour elles la double tâche de relever des ruines et de hâter l'exploitation.

Les annexes, elles, n'éprouvent guère les gênes de la houillère proprement dite. En 1924, les fabriques d'agglomérés atteignent l'importance qu'elles avaient en 1913, les cokeries en approchent.

Les progrès techniques sont le moyen indispensable à nos compagnies pour intensifier la production. L'industrialisation, la mécanisation de notre bassin a déjà été constatée comme une des applications la plus notoire de la rationalisation.

Non seulement elle est importante, mais aussi très rapide.

En 1924, la part du marteau-piqueur est déjà de 38 % dans l'abatage total. 2.940 de ces outils sont en service dans le Nord et 10.115 dans le Pas-de-Calais. A la même date, la puissance des moteurs électriques est, dans ce département, égale à 253.550 kw. installés. Le recours à la machine, à l'outil est déjà, avant le retour complet à la situation de 1913, la caractéristique de l'exploitation d'après-guerre.

Enfin, bien qu'en recourant à l'outillage, nos mines innovent souvent, elles le font sans hésitation. Leur désir de produire est urgent.

Non seulement la commission technique commande un matériel provisoire, dont la destination définitive est d'ailleurs prévue, mais encore arrête-t-elle des types standards qui conviendront au premier puits déblayé.

Pour actionner les treuils électriques qu'elles installent, les houillères confient à une société spéciale la distribution d'énergie. Un réseau de 150 kms est établi vivement avec 5 embranchements principaux desservant toutes les fosses.

Tandis que la construction de centrales est entreprise dans chaque concession et de puissants groupes électrogènes mis en action, l'usine électrique de Bully-Grenay est doublée pour les besoins de l'exploitation.

Sans attendre le rétablissement des voies de communication, les compagnies prennent l'initiative d'édifier des chevalements en ciment du Boulonnais.

Enfin, l'installation définitive vient vite remplacer les armements provisoires. En 1924, les treuils de 90 HP et 430 HP sont presque tous affectés déjà à leur rôle secondaire ; les constructions en bois ont toutes disparu.

Le développement de la technique est donc aussi remarquable par sa rapidité que par son ampleur. La production exige cette hâte.

Mais même dans une méthode très moderne, la main-d'œuvre joue toujours le premier rôle dans la houillère, dont elle conditionne l'activité avant tout autre facteur. L'exploitation intensive demande dans chaque veine un effectif maximum, elle exige un personnel important bien supérieur aux 50.000 ouvriers que compte encore le bassin en 1918. Le recrutement s'impose donc comme la tâche la plus urgente

et la plus délicate de la restauration. Condition *sine qua non* de la renaissance de nos mines, il ne souffre aucun retard. De plus, il soulève de nombreux problèmes connexes également malaisés à résoudre, tels le logement dans une région dévastée, l'appel de renforts étrangers, etc...

L'importance du facteur humain dans notre industrie, la complexité des problèmes qu'embrasse son étude, vaut à celle-ci un paragraphe spécial.

§ 2. — La main-d'œuvre

La main-d'œuvre n'est pas seulement intéressante par son importance dans la production minière. Son étude présente aussi un vif intérêt par la variété des sujets qu'elle doit aborder. L'ouvrier n'est pas toujours au travail. La vie qu'il mène hors du chantier ne peut pas être ignorée de l'économiste, surtout lorsqu'elle imprime à toute une région une physionomie particulière.

La population minière, par son particularisme, par son unité, semble un monde fermé, un bloc homogène depuis la frontière belge jusqu'au sud de l'Artois.

Au lendemain de la guerre, le bassin du Nord n'a pas seulement perdu la plupart de ses installations, mais une grande partie de ses hommes. Nos compagnies ne peuvent, sans appel à de nouvelles recrues, ni réaliser leur prétention de satisfaire la consommation nationale, ni même retrouver leur situation d'avant-guerre.

En effet, en 1913, les deux arrondissements minéralogiques d'Arras et de Douai avaient ensemble 130.000 ouvriers. En 1918, ils n'en ont plus que 52.000 et cet effectif tombe vite à 50.000 avec la libération.

Certes, ce nombre suffit amplement à l'exploitation des huit concessions restées valides, mais les progrès de la restauration sont si rapides, et si grand le désir d'exploiter intensément tout puits rendu à l'activité, que nos mines ne peuvent se contenter d'un personnel restreint.

Le vide qu'il faut combler ne peut l'être facilement. Aucune offre de main-d'œuvre nationale. La guerre a éclairci les rangs de notre population minière, de plus les entreprises de reconstruction occupent une foule de travailleurs.

Ne pouvant attendre plus longtemps le retour à la mine de l'ouvrier français, nos compagnies s'adressent à l'étranger. Celui-ci leur fournit, dans les premières années de la restauration, un personnel véritablement important qui supplée à l'insuffisance des recrues indigènes.

M. Georges indique dans les plans d'action de nos houillères du Nord l'effectif maximum que celles-ci peuvent demander au pays. Voici ses prévisions pour le Pas-de-Calais.

La natalité qui, dans ce département, est plus forte que dans toute autre région de la France, permet d'espérer un accroissement annuel de 2.000 à 3.000 ouvriers du fond.

Les travaux de reconstruction rendront après leur achèvement 20.000 hommes à nos puits en deux ou trois ans. Ces augmentations périodiques du nombre des mineurs français, bien que prévues avec beaucoup d'optimisme, n'ont guère l'importance de l'émigration massive.

Ainsi en 1923 l'embauchage de 8.000 ouvriers nationaux dans l'arrondissement minéralogique d'Arras est constaté avec joie. Mais ce chiffre est pourtant bien faible comparé à l'accroissement du personnel étranger dans le même laps de temps. Pour les mêmes mines, en effet, celui-ci s'est élevé de 25.000 unités en 1923.

Où trouve-t-on les nouvelles recrues ? Avant-guerre,

en dehors de la main-d'œuvre locale, on notait dans notre bassin une proportion appréciable d'Algériens. Quant aux étrangers, ils étaient représentés dans le personnel minier presque uniquement par des Belges, ce qui s'explique aisément par la facilité de nos rapports avec ce peuple et la proximité de ses frontières.

En 1918, nos compagnies ne peuvent trop attendre de ces deux sources, ni espérer qu'elles féconderont notre région dépeuplée. Les mineurs de notre colonie africaine sont assez peu nombreux et difficilement adaptables au climat du Nord. Quant à l'ouvrier belge, il habite un véritable chantier, un pays de grande activité et d'industrie si variée que, loin d'alimenter un courant d'émigration, il attire au contraire le travailleur. Ainsi, il retire à nos houillères 1520 de ses nationaux en 1922, en leur promettant de hauts salaires.

L'apport régulier de main-d'œuvre ne peut être assuré que par un peuple d'abord très dense, trop nombreux pour vivre dans ses frontières, ensuite formé à la pratique de la mine.

Les Polonais répondent à ces conditions et c'est dans leurs rangs que nos Compagnies lèvent la très grosse majorité de leurs recrues.

Ils émigrent d'autant plus facilement que la plupart d'entre eux ont déjà dû s'exiler pour travailler et se sont établis dans le bassin rhénan-westphalien sans jamais s'être adaptés à la mentalité allemande.

C'est en grand nombre qu'ils arrivent en France. Leur recrutement est d'ailleurs bien mené et fait honneur au Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais qui l'organise. Celui-ci installe des agences d'immigration en Allemagne, en particulier une à Duisbourg pour la Ruhr, et en Pologne. Ces bureaux travaillent activement, leur appel touche un nombreux personnel qui d'ailleurs n'est pas admis sans sélection.

On recherche surtout, écrit M. Lafitte-Laplace (1) « les éléments à la fois professionnellement les plus aptes, socialement les plus stables, moralement les plus sains, politiquement les plus assimilables... Ce souci a conduit en général à réserver un tour de faveur aux ouvriers chefs de famille ».

Il entraîne également la préférence de nos agences pour le mineur de la Ruhr qui offre de bonnes garanties de métier.

Le recrutement d'une main-d'œuvre expérimentée atténue les pertes, le flottement qu'occasionne toujours la formation de nouveaux arrivants.

Les Polonais prennent vite une réelle importance dans notre bassin. Ils y représentent les trois quarts des ouvriers étrangers. Ils impriment à la région qu'ils viennent habiter un caractère très pittoresque.

Dans les alentours de Lens, par exemple, et en particulier sur la grand' route qui relie cette ville à Douai, il est possible, avant la crise et les rapatriements, en certains endroits, de s'imaginer en Pologne. Non seulement les magasins, les cafés portent des noms et des inscriptions étrangères, mais l'atmosphère est exotique.

Les émigrés ont amené avec eux leur pays. Ils gardent, bon nombre d'années, leurs mœurs, leur mentalité, leur goût pour les couleurs vives qui contrastent avec les teintes sombres du pays minier. Ils élèvent dans les « corons » leur traditionnel troupeau d'oies.

Ils exercent même une certaine influence sur le milieu indigène dans leurs rapports quotidiens avec celui-ci. Assez dépensiers, ils sont une clientèle intéressante pour le commerce local qui, vite, s'adapte à leurs exigences.

La question est très discutée de savoir la malléabilité de

(1) Ouvrage précité, page 291.

ce peuple, de déterminer jusqu'à quel point il est assimilable et s'assimile. De tous les avis différents, il ressort une constatation assez générale : les Polonais constituent un groupe très homogène, peu influençable en lui-même et très protégé par les accords passés avec les houillères.

Mais, malgré toutes ces garanties d'indépendance, la colonie étrangère subit à la longue, inévitablement, la marque du caractère si personnel du mineur français. Cette constatation n'est évidemment pas possible dans les premières années de l'émigration.

A leur arrivée en France, les Polonais entendent garder leur vie propre. La Convention de Varsovie, signée le 3 septembre 1919, exprime nettement cette prétention. Ses dispositions que renforce encore le protocole de 1920, entoure les ouvriers expatriés d'une étroite protection, veille à ce que la population indigène n'absorbe pas les recrues, prend les mesures les plus propres à s'opposer à cette assimilation.

Pour que le groupe des émigrants se suffise à lui-même, le Gouvernement Polonais envoie, avec l'ouvrier, le prêtre, l'instituteur, le consul, les inspecteurs.

Il exige enfin que les nouvelles recrues soient traitées comme le travailleur français en matière d'assistance et d'accidents.

Ainsi évoluent côte à côte deux milieux très originaux : ceux du mineur français et polonais.

Car, si ce dernier fait preuve d'un particularisme jaloux, la population minière du Nord et du Pas-de-Calais est, elle aussi, un microcosme. Elle a son folklore, ses coutumes, ses sociétés, ses artistes, bref une individualité très marquée. Entre deux mondes aussi entiers, les rapports ne sont pas toujours amènes.

Mais, respectant les directives du Gouvernement français

et la Convention de Varsovie, appréciant aussi la valeur de la main-d'œuvre, nos Compagnies sont impartiales et consentent aux Polonais les mêmes droits qu'aux ouvriers indigènes.

Elles leur laissent la plus grande liberté, respectent leurs coutumes, leur culte, les logent dans les riantes cités qu'elles ont construites, leur accordent les nombreux avantages dont bénéficie le mineur français.

Si le recrutement d'étrangers s'impose, l'immixtion de ceux-ci au sein de nos agglomérations n'est pas exempte d'inconvénients autres que ceux qui résultent de la dualité des mœurs et des caractères en présence.

L'individu expatrié est, dans la société, un facteur d'instabilité, surtout lorsque venu seul, sans famille, il manque de direction, de cadre. Il est alors mûr pour le désordre. Or, dans les villes populeuses de la région minière, l'agitation sociale trouve facilement un foyer et se répand rapidement.

Trop libres, certains ouvriers polonais méprisent parfois la loi, nuisent ainsi à la réputation de la colonie étrangère et ne contribuent guère au rapprochement des deux milieux mineurs. La crise économique fera de ces tiraillements des griefs déterminants qui provoqueront des rapatriements.

Quoiqu'il en soit, le recours à une main-d'œuvre foraine est nécessaire en 1918. D'ailleurs partout au lendemain de la guerre, les pays industriels recherchent les hommes valides.

Nos Compagnies le savent et craignent que leur recrutement n'en souffre.

Les Etats-Unis attirent à eux un effectif important. Plus près de nous, l'Allemagne s'inquiète de l'émigration des mineurs polonais désertant la Ruhr pour la France. Le parti démocrate dépose au Reichstag un projet de loi tendant à enrayer ce mouvement.

Enfin, tous les peuples qui renaissent demandent des bras, et c'est ainsi qu'en 1922 les mines du Nord enregistrent le départ de 1.520 ouvriers belges attirés chez eux par les hauts salaires.

Parmi des circonstances aussi difficiles, les résultats que donnent nos appels à l'étranger sont vraiment admirables. Les voici exprimés en chiffres.

La zone non envahie du Pas-de-Calais compte, en fin 1921, sur ses 53.519 hommes, 8.419 venus de l'extérieur, dont 5.987 Polonais. Au total, le département a 10.255 mineurs étrangers et 21.541 l'année suivante. Cet accroissement est dû presque uniquement aux Polonais.

En 1924, sur les 118.656 ouvriers que comprend l'arrondissement minéralogique d'Arras, il s'en trouve 49.658 étrangers dont 38.528 Polonais.

Evidemment, la main-d'œuvre venue du dehors est en grande majorité affectée aux travaux du fond. Sa proportion dans les services de surface est donc moins forte qu'elle ne l'est dans les ouvrages souterrains. Ici, elle atteint 46 % de l'effectif ouvrier total, au jour elle n'est que de 12,3 %, estimations des statistiques de 1924. Dans le Nord, sur 42.340 mineurs, on compte, en 1923, 7.663 Polonais.

Le recrutement qu'entreprennent les houillères est bien un succès puisque le personnel du Pas-de-Calais passe de 53.519 hommes en 1921 à 125.470 en 1925, et celui du Nord croît dans le même laps de temps, de 36.500 à 57.635.

Une division des ouvriers d'après la nature de leur occupation permet de mieux comprendre la part réciproque de chaque emploi dans la mine, et montre l'importance dans l'exploitation houillère des travaux souterrains. Ceux-ci occupent, en effet, en 1925, 97.286 hommes dans les puits du Pas-de-Calais, alors que les services de la surface n'en comptent seulement que 28.183 dans ce département.

Les rapports annuels indiquent d'autres répartitions du personnel. Une des plus intéressantes est celle qui est basée sur l'âge du mineur. Elle accuse, malheureusement, après le retour à la mine de la main-d'œuvre indigène, la faible natalité française, sensible même dans notre région du Nord.

L'arrivée continuelle des nouvelles recrues nécessite la construction de maisons ouvrières. 16.000 de celles-ci ont été abattues. Cette tâche énorme et coûteuse est entreprise sans retard et rapidement menée. En 1922, le Pas-de-Calais a déjà 40.460 logements, le Nord 10.243.

En 1925, 56.803 habitations bâties dans l'arrondissement minéralogique d'Arras logent 89.686 mineurs, soit 68 % de la main-d'œuvre. Dans le Nord, 19.057 maisons abritent 31.479 ouvriers, soit 62 % du personnel.

Au cours de la reconstruction, la population minière habite les lieux épargnés par la guerre assez éloignés du chantier. Les Compagnies houillères traitent avec le réseau du Nord pour organiser des trains amenant spécialement les hommes à leur travail. Ces transports leur sont évidemment une charge pécuniaire appréciable.

Elles avancent aux chemins de fer de fortes sommes comme garantie et doivent acheter cher le tarif spécial applicable aux mineurs.

Pendant la renaissance de notre bassin, la faiblesse de l'offre sur le marché du travail fait le jeu du salarié. La situation privilégiée du travailleur se manifeste par bien des conséquences et explique de nombreux phénomènes apparemment sans cause.

Peut-être facilite-t-elle le vote de la loi Durafour qui diminue le séjour au fond alors même que la main-d'œuvre est insuffisante. Cette innovation est très discutée. Certes, le travail souterrain est particulièrement pénible et ne doit

pas trop se prolonger. Le mineur a besoin d'une protection spéciale. Mais la loi vient mal à propos. Alors que nos mines s'ingénient à retrouver leur production d'avant-guerre, la nouvelle disposition abaisse de 29 % le rendement des ouvriers déjà trop rares. Sa répercussion sur l'économie française est immédiate car en ralentissant la reprise de notre extraction, elle rend l'industrie nationale tributaire des houillères anglaises.

Outre l'influence qu'elle exerce sur l'action parlementaire, la rareté de la main-d'œuvre stimule les préoccupations sociales des Compagnies ; elle entraîne l'exigence du mineur et partant la hausse des salaires, elle fait de la grève une arme toujours menaçante.

Le désir de recruter un nombreux personnel contribue, avec le progrès des idées humanitaires, à l'édification des riantes cités ouvrières. Comme celles-ci diffèrent de l'ancien « coron » aux maisons identiques, resserrées, véritables amas de briques, sans fantaisie, d'une monotonie désespérante !

Elles sont désormais largement aérées, leurs avenues sont plantées d'arbres. L'architecture s'attache à donner aux habitations un aspect agréable. Chaque demeure a son jardin.

La « cité » est un monde complet ; elle se suffit. Elle a son église, son hôpital, son ouvroir, sa pharmacie, son groupe scolaire, ses jardins ouvriers, son stade, ses bains, sa piscine, sa salle de représentations, etc...

« Les Compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais, écrit M. Lafitte Laplace (1) ont consacré plus de 2 milliards de francs à l'exécution d'un vaste programme d'urbanisme en voie d'achèvement, et la valeur globale des logements mis

(1) Ouvrage précité, page 398.

à la disposition des mineurs par l'ensemble du bassin représente plus de 3 milliards de francs, à raison de 30.000 francs par maison ».

Le même auteur indique qu'en 1928, la surface des jardins ouvriers représente 168 mètres carrés par personne.

Les Compagnies veulent s'attacher le mineur en agrémentant sa vie. Elle suscitent, favorisent le développement des diverses sociétés philanthropiques, sportives, artistiques. De nombreuses concessions comptent des « harmonies » très appréciées. Elles entretiennent des hôpitaux, des gouttes de lait, etc., organisent l'enseignement primaire et technique.

Enfin, ce qui ne leur est pas spécial, elles gèrent des caisses de secours et, plus tard, celles des assurances sociales.

Parmi les avantages personnels consentis au mineur, il faut citer les allocations familiales, les 5 tonnes de charbon délivrées annuellement, la location à un prix très minime, 150 francs par an en moyenne, des maisons dont la construction est une si lourde charge.

Mais l'ouvrier poursuit comme premier but l'augmentation du salaire. La main-d'œuvre est rare, donc chère.

Déjà en 1919, la sentence arbitrale datée du 18 juin élève de 3 fr. 25 la rémunération de base et la porte ainsi à 13 fr. 65. Ce taux monte bientôt à 19 fr. 25 en moyenne avec la garantie d'un minimum fixé à 17 fr. 52 à la suite d'une grève qui se termine le 18 mars 1920. Dans la zone non envahie, le traitement de base atteint même 24 fr. 50.

L'exigence du personnel cesse ensuite pour peu de temps, ce qu'explique l'apparition, au début de 1921, d'une légère crise qui se prolonge jusqu'au milieu de 1922.

L'indice général des prix baisse alors et la situation du travailleur s'améliore *ipso facto*.

Mais les Compagnies veulent adapter leur prix de revient aux conditions nouvelles. Leur commerce se ressent de la

sous-consommation, sans pourtant connaître encore de réelles difficultés. En effet, la production est faible et de plus, éclate au cours de l'année difficile, la fameuse grève anglaise qui, d'avril en juin, élimine de notre marché un concurrent puissant. Pourtant, la situation se prolongeant, les exploitations tentent de diminuer les salaires. La conciliation ne peut s'établir. Les Compagnies retiennent d'autorité une certaine part sur la paye du mineur : 2 francs en moyenne à dater du 16 janvier 1922, puis encore 1 fr. 25 après le 16 avril.

Cette mesure précipite le retour chez eux des ouvriers belges. Elle nécessite des réajustements. En général, la rémunération est inférieure de 6 % à celle de 1920.

Ce dernier taux est rétabli après la fin de la crise, officiellement le 17 janvier 1923.

Dès lors commence l'adaptation continuelle du traitement des mineurs à l'inflation toujours croissante.

Le 9 novembre, une entente stipulée valable jusqu'au 29 février suivant, mais qui, en fait, est longtemps renouvelée, porte les salaires au taux ci-dessous :

Dans le Pas-de-Calais, l'ouvrier à veine gagne 25 fr. 40 ; celui du fond, 21 fr. 70 ; celui du jour, 16 fr. 95.

Dans le Nord, la moyenne des salaires de tous les services réunis est de 21 fr. 10.

Cet accord est prorogé jusqu'au 31 décembre 1924, puis suivant l'augmentation incessante des prix, les chiffres qu'il établit sont majorés de 40 % jusqu'en mai 1925.

Tous ces mouvements sont intéressants à noter pour établir leur parallélisme avec la courbe des prix de vente du charbon. En effet, vu l'importance du facteur humain dans l'exploitation houillère, tout ce qui affecte le traitement du travailleur est immédiatement sensible dans la mercuriale du combustible.

Après l'accord de 1920, les cours de ce dernier passent de 54 fr. 50 à 71 fr. En 1923, à la suite de la convention de février, le prix de vente monte dans le Pas-de-Calais de 73 fr. 03 à 80 fr. 90.

Au contraire, la baisse des salaires enregistrée en janvier 1922 entraîne l'amélioration des conditions commerciales.

Les Compagnies livrent leur charbon avec une réduction moyenne de 10 % sur les tarifs prévus par la taxation.

Il est facile de comprendre comment l'exigence de la main-d'œuvre peut gêner l'industrie houillère en augmentant directement son prix de revient. L'Angleterre, qui jouit pourtant d'une situation privilégiée dans le monde charbonnier, souffre durement de la politique des hauts salaires qu'elle inaugure.

Pour obtenir le succès de ses revendications, l'ouvrier recourt à la grève. Celle-ci est un phénomène normal dans les périodes favorables aux salariés. En 1920, elle précède l'accord sur le nouveau barème ; en 1922, elle répond aux réductions qu'opèrent les Compagnies sur la paye ; en 1923, elle appuie les réclamations tendant à restaurer les tarifs de 1920.

Parfois la cessation concertée du travail n'est justifiée par aucun motif professionnel, mais n'est qu'une manifestation politique. Ainsi en est-il en décembre 1920.

L'exigence, l'agitation de la main-d'œuvre sont la traduction et la conséquence de sa rareté, de sa grande utilité.

Mais si, au lendemain de la guerre, la population minière paraît active et insouciante, si la vie la plus intense anime les ruines encore fraîches du pays noir, cette euphorie n'a pas pour seule cause la situation privilégiée de l'ouvrier sur la marché du travail.

Elle est due premièrement à la facilité de l'exploitation.

Elle aussi ignore la concurrence ; les limites qu'assignent à son expansion les producteurs voisins sont encore lointaines.

C'est pourquoi les réclamations incessantes du personnel, l'agitation qu'entretiennent les milieux syndicalistes, gênent la reprise de notre bassin houiller, mais ne la mettent jamais en péril. En toutes autres circonstances, l'augmentation des salaires, la réduction du travail, les grèves, survenant à la fois, seraient peut-être fatales à une industrie qui attend tout de la main-d'œuvre. Mais alors leur conjonction ne se ferait pas.

Chaque époque porte avec ses maux, ses remèdes, la prospérité ne souffre que des charges qu'elle crée.

L'exigence de la main-d'œuvre après la guerre est une manifestation évidente de la force vitale de notre exploitation renaissante.

CHAPITRE IV

Le Commerce

Durant la restauration de nos mines, leur commerce est facile. Tel est son caractère général. En effet, le problème des débouchés ne se pose pas tout au moins dans les lendemains immédiats de l'Armistice.

Mais si la situation commerciale des Compagnies houillères peut se résumer d'un seul qualificatif, il serait faux de la croire homogène, invariable au cours des quelques années envisagées. Plusieurs aspects spéciaux qu'elle a successivement présentés permettent de la diviser en trois parties.

Elle apparaît tout d'abord dans son habit de guerre, enserrée dans l'étau d'interventions étatistes encore de rigueur après novembre 1918.

Avec la disparition de ces dernières, les mines éprouvent l'aisance que leur procure sur le marché l'insuffisance de l'offre à satisfaire les besoins de l'industrie nationale.

Leur position se trouve plus assise encore par l'action des circonstances. La concurrence anglaise est moins insinuante que jamais, gênée par les écarts du change, modérée par la politique des hauts salaires.

Ce ralentissement du rayonnement britannique est très inopportun au moment où la France aurait besoin d'un exportateur généreux et où nos mines, loin de craindre la concurrence, déplorent leur impuissance à contenter la consommation nationale.

Enfin, avec le progrès de la reconstruction et la hausse rapide des chiffres d'extraction, l'apparition de la rivalité

étrangère n'autorise plus une insouciance absolue. Quelques offensives des producteurs voisins rappellent à nos services commerciaux qu'ils entreront bientôt dans la lice.

Mais même au cours de ces dernières années, le commerce est, dans son ensemble, facile.

Ce qui caractérise les lendemains immédiats de l'Armistice est donc l'interventionnisme étroit dont est entourée la vente du charbon.

Le régime du 1^{er} août 1917 est maintenu jusqu'au 1^{er} juillet 1919. Le plan Loucheur organise la mainmise de l'Etat sur tout le combustible produit ou importé, la réquisition totale, la répartition par le Bureau National des Charbons et les sous-groupements locaux et, au faite de l'édifice, la péréquation générale des prix.

Quant à la taxation inaugurée le 8 août 1916, elle est toujours en vigueur.

Le 1^{er} juillet 1919, la péréquation fait place à la compensation. Les deux systèmes se ressemblent pratiquement ; dans le dernier, le cours moyen de la houille est établi par une surtaxe évaluée *a priori*, alors que dans la première méthode les prix sont déterminés par l'expérience du marché, donc *a posteriori*.

Les reproches adressés à la taxation sont nombreux. M. Lafitte Laplace (1) fait remarquer que la charge en pèse sur le producteur français. La ristourne consentie aux importateurs de charbons anglais et le prix payé par ceux-ci aux mines britanniques toujours compensé dans la péréquation, n'incitent nullement les revendeurs indigènes à enrayer la hausse.

Outre ces inconvénients, les surtaxes présentent celui d'être très variables.

(1) Ouvrage précité, page 49.

D'abord exprimées par un chiffre, elles s'établissent, dès le 10 mai 1920, par un pourcentage calculé sur le prix de vente. Elles se différencient avec la destination du combustible, sa provenance. Même à l'intérieur du bassin existent plusieurs tarifs. Sans aucune doute, ces divers systèmes amènent et précipitent la hausse des prix.

Enfin, l'intervention cesse le 31 mars 1921. Pourtant, les Compagnies ne jouissent pas immédiatement d'une entière liberté commerciale. Les prix de vente sont limités à un tarif minimum.

La taxation est abolie à dater du 1^{er} janvier 1922.

L'aisance de notre industrie houillère sur le marché apparaît alors très nette, mais également pénible.

La faiblesse de la production française nous rend tributaires de l'Angleterre. Celle-ci nuance sa politique pour utiliser au mieux les avantages de sa situation privilégiée.

Parfois, elle vend très cher le combustible, parfois elle ralentit ses exportations pour maintenir assez haut le cours des charbonnages. Ainsi, en 1921, elle rationne littéralement notre industrie en bornant ses livraisons à 5.892.000 tonnes.

Cette dernière année présente d'ailleurs plusieurs caractères originaux. Elle marque une solution de continuité dans l'activité économique de l'après-guerre. Elle connaît la sous-consommation alors même que notre extraction a retrouvé une importance suffisante pour rendre inutile la taxation. Enfin, c'est en avril 1921 qu'éclate la grande grève des mineurs anglais, qui s'étend jusqu'en juin et inaugure les difficultés incessantes qu'éprouveront les mines britanniques dans leurs rapports avec le personnel.

Après l'époque de l'intervention et la crise, commence la période où sont les plus apparentes les caractéristiques du commerce de nos mines renaissantes.

Au cours de l'année 1922, qui n'est pourtant pas très heureuse, les stocks baissent de 100.000 tonnes dans le Nord. Nos Compagnies, pour atteindre ce résultat, se sont simplement adaptées aux conditions économiques. La baisse des prix de vente qu'elles consentent grâce à la réduction des salaires n'est pas une mesure artificielle puisque l'indice du coût de la vie diminue.

Cette facilité est plus marquée encore en 1923.

Cette année, la production nette du Pas-de-Calais s'élève à 15.281.115 tonnes, en progrès évident sur celle de 1922 qui est de 10.949.872 tonnes. Pourtant, le stock diminue régulièrement au cours des douze mois et passe de 277.542 tonnes à 180.853.

La faiblesse de l'offre n'est pas la seule cause de facilité dans le commerce de notre combustible. En effet, puisque la vente du charbon croît plus vite que l'extraction, son succès n'est plus dû uniquement à la petitesse de son ambition.

Mais, l'inflation continuelle du franc gêne les exportateurs anglais. De plus, l'occupation de la Ruhr attire la grève des mineurs allemands et nous prive du charbon des réparations.

Ce n'est qu'en 1924, avec le retour aux chiffres de production d'avant-guerre, que les stocks augmentent légèrement.

Alors va naître le problème du débouché.

Celui-ci ne sera d'ailleurs jamais très sérieux avant 1930, car, jusqu'à cette date, l'activité économique est fortement soutenue.

Le commerce de nos mines, au cours de leur restauration, est donc facilité par les circonstances dont la plus influente est la faiblesse de l'offre par rapport aux besoins nationaux.

En effet, la situation de 1913 n'est rétablie qu'à la fin de 1924.

La consommation française est, au contraire, supérieure à celle d'avant-guerre, qui dépassait alors de peu 60 millions de tonnes et aurait atteint 73 millions avec la clientèle de l'Alsace et de la Lorraine.

La réannexion de ces deux provinces industrielles donne vite à la demande de combustible une importance qu'elle n'avait jamais connue sur notre marché, la porte à 80 millions de tonnes en 1925.

Or, les conditions de la concurrence étrangère sont sensiblement les mêmes qu'en 1914. Comme alors, nous importons surtout du charbon anglais. Mais les houillères britanniques dont l'exportation s'est perfectionnée avec les ans devraient facilement, au lendemain de l'Armistice, combler les lacunes de notre production. Jusqu'en 1915, un certain parallélisme existait entre les prix français et le tarif du combustible d'outre-Manche rendu à Dunkerque. Depuis lors, un écart s'est produit entre les deux mercuriales à l'avantage des exportateurs (1).

Pour toutes ces raisons, l'action des mines anglaises sur notre marché devrait être supérieure à celle de 1913 et subvenir aux besoins de notre industrie.

Mais, parfois la Grande-Bretagne ralentit volontairement son commerce de combustibles. Par la suite, elle trouve dans la baisse du franc un obstacle sérieux à l'exportation. Enfin dès 1923, les cours comparés des houilles anglaises et françaises, un instant différents au profit des premières, se rapprochent. La tonne importée vaut alors à Dunkerque 21 sh 10, et le prix moyen du charbon du Pas-de-Calais est de 80 fr. 90.

Les causes favorables et défavorables à l'extension de la

(1) Au début de 1922 le charbon anglais rendu à Dunkerque vaut 5 à 10 francs de moins que le charbon français. Après le mois d'août la situation se renverse.

concurrence britannique se contrarient, se neutralisent, et maintiennent invariable la force de la concurrence du combustible d'outre-Manche.

L'Angleterre reste pourtant notre premier fournisseur étranger et notre rival le plus dangereux dans la prochaine lutte commerciale.

Après elle vient l'Allemagne qui doit nous livrer un tonnage important de charbon à titre de réparation.

Le protocole de Versailles, daté du 29 août 1919, fixe ainsi l'indemnité : Versement mensuel de 1.660.000 tonnes de houille du 1^{er} septembre au 30 avril 1920.

L'accord de Spa ramène ce taux à 1.400.000 le 16 juillet 1920, puis le 1^{er} février 1921, divise la dette allemande en plusieurs « urgences » dont la première seule est obligatoire.

Ces dispositions, bienfaisantes pour le pays au lendemain de la guerre, seraient vite gênantes pour nos mines si elles étaient appliquées. Mais en fait elles ne sont jamais réalisées.

Enfin, la production des houillères sarroises qui se joint désormais aux chiffres d'extraction de nos divers bassins français, n'apporte à ceux-ci aucune concurrence véritable, car elle est absorbée toute entière par l'industrie locale.

En résumé, les producteurs étrangers sur notre marché national n'ont guère plus d'importance qu'en 1913.

Comme, d'autre part, la consommation française est plus grande qu'avant-guerre, et l'offre moins forte, le commerce est facile, la situation du vendeur est privilégiée.

Les conséquences de ces prémisses sont aisément prévisibles.

Elles intéressent tout d'abord la technique même de l'exploitation.

Puisque le combustible est très demandé, l'effort principal est porté sur son extraction dont les chiffres s'élèvent rapidement. La restauration du fond est plus avancée que celle des installations de surface, et le charbon est livré sans préparation. La clientèle est accommodante.

Pourtant cette appréciation doit être nuancée. Si, dans les tout premiers temps de la reconstitution, la houille est presque toujours vendue à l'état de « tout venant », en 1925 les lavoirs sont presque tous rétablis.

L'épuration soigneuse du combustible n'est d'ailleurs pas dictée par le seul souci de satisfaire l'exigence croissante du consommateur ; elle est conforme à l'intérêt même de l'exploitant. Elle évite le transport de terres et déchets divers. Les mines anglaises, par leur négligence, perdent chaque année le port de 5 millions de tonnes d'impuretés.

Dans les lendemains immédiats de l'armistice, il nous faut bien vendre du charbon sale. En 1919, sur les 8 compagnies en activité, 5 seulement, dont 2 peu importantes, ont des lavoirs ; ceux-ci sont d'ailleurs en très mauvais état. Bruay ne peut plus utiliser les siens. Béthune livre toute sa production sous la forme brute.

Mais déjà en 1920, dans la zone envahie, la réparation des installations de surface est assez avancée pour permettre aux houillères d'établir un barème de primes et d'amendes encourageant le traitement du combustible. Les soins apportés à la préparation du charbon apparaissent toujours plus grands dans l'écartement des deux courbes de productions brute et nette.

En 1921, dans la zone restée active, les deux tonnages sont peu différents et s'élèvent respectivement à 8.751.000 tonnes et 8.199.900. Par la suite, ils diffèrent beaucoup plus l'un de l'autre. En 1924, le premier est de 19.965.260 tonnes et le

second de 18.822.317 dans le Pas-de-Calais. Dans le Nord, leur importance est, dans la même année, de 8.034.965 et 6.828.130 tonnes.

La situation aisée du commerce de nos mines n'incite pas celles-ci à développer l'industrie annexe. Les cokeries et les fabriques d'agglomérés se relèvent peu à peu, mais leur reconstruction n'a pas pour but d'assurer un débouché à l'extraction, tout au moins immédiatement.

Quant au désir des compagnies de s'armer contre les difficultés commerciales futures, il préside sans aucun doute à l'édification des centrales, à l'électrification de toute la région dévastée.

Mais la construction de fours modernes à récupération, la création de laboratoires, de cabinets chimiques, n'est qu'un aspect de la restauration moderne de nos houillères. L'extension de ceux-ci répondra peut-être par la suite à un souci commercial qui pour l'instant est ignoré. Cette remarque est nécessaire pour infirmer certaines thèses voyant dans le bel équipement des annexes plus que l'utilisation des progrès techniques : l'évolution de la mine en industrie de surface.

En 1924, les chiffres de fabrication d'agglomérés sont les mêmes qu'en 1913 dans notre bassin, soit 1.800.000 tonnes.

Le coke n'a pas encore retrouvé son importance d'avant-guerre. Sa production n'atteint que 1.935.000 tonnes, alors qu'elle s'élevait à 2.440.000 tonnes en 1913.

Il est donc bien évident que la question des débouchés en profondeur, celle de la transformation du charbon en matière première, sont moins que jamais d'actualité lors de la restauration de nos mines.

Outre l'influence qu'elle exerce sur la technique, la faiblesse de l'offre sur le marché des combustibles imprime au

commerce de nos compagnies certains caractères originaux.

Ces derniers se soucient aussi peu d'étendre la zone géographique de leurs ventes que de créer des industries tributaires du charbon.

L'étude attentive des cartes n'est constatée qu'avec le retour de la production à son importance d'avant-guerre.

Certes, on se hâte de rétablir les grandes lignes de chemin de fer, de drainer les canaux. Un minimum de réparations s'impose. Bien que l'extraction soit faible, encore doit-elle pouvoir s'écouler dans la région immédiate des puits.

D'ailleurs, la restauration des grandes lignes Lille-Paris, Béthune-Lens-Paris, intéresse bien plus la reprise de l'exploitation que le commerce de nos mines. La difficulté des communications gêne l'approvisionnement du bassin en matériaux de construction, mais elle n'immobilise guère de stocks sur le carreau des fosses.

L'aménagement des voies d'eau est une longue tâche. L'étroitesse et la faible profondeur des canaux ne sont guère encore un sujet de doléances ; elles le deviendront avec le besoin de débouchés.

Pourtant le transport de la houille par chalands est déjà bien inférieur aux expéditions par chemin de fer. Sur les 12.598.000 tonnes qu'expédie le Pas-de-Calais en 1923, 8 millions 665.877 empruntent la voie ferrée, 3.768.947 seulement sont chargées sur les péniches. Le reste, 163.646 tonnes, est transporté par voitures.

L'amélioration des voies d'eau va bientôt devenir une préoccupation urgente.

Lorsqu'un industriel n'a guère à se préoccuper des débouchés, il ne s'inquiète pas de poursuivre le rendement maximum et se trouve maître des prix. La rareté de l'offre sur

le marché du combustible a des effets très nets sur les cours de ce dernier.

Elle explique tout d'abord l'établissement de taxes et surtaxes qui, jusqu'en 1921, brident le commerce des houillères.

Cette intervention prévient la hausse exagérée et l'instabilité des prétentions de nos compagnies. Malheureusement pour notre économie, la taxation profite surtout à l'Angleterre.

Lorsque les mines sont libres enfin de fixer le coût du charbon, les tarifs révèlent aussitôt la position favorable du vendeur sur le marché. Il n'y a pourtant pas d'abus. Le commerce d'une matière première aussi importante que la houille est toujours très surveillé.

Les concessions du Nord et celles du Pas-de-Calais s'entendent pour établir en commun les prix des différentes sortes de charbons. Cette association constituée à Douai, dite « Comptoir d'Expansion commerciale des Mines du Nord et du Pas-de-Calais », publie périodiquement les prix constatés; elle s'efforce de stabiliser les cours du combustible et détermine la nature des primes à consentir à la clientèle.

En réalité, la mercuriale qui paraît périodiquement n'est qu'un barème indiquant la valeur approximative des charbons, gros et demi-gros. Les chiffres qu'elle comporte sont peu intéressants en eux-mêmes; ils ne sont valables que pour une zone déterminée, grosse consommatrice il est vrai. De plus, comme nos mines entendent garder leur liberté commerciale, elles ont toujours la faculté d'accorder des avantages à leur grosse clientèle.

Ne trouvant aucune difficulté à écouler leur production, nos entreprises n'éprouvent guère la nécessité d'unir leurs efforts. Au lendemain de l'armistice, alors que dans toute industrie, prospère la formule des ententes, il n'existe guère

d'institution de ce genre au sein de nos exploitations charbonnières.

Le Comité central des Houillères, constitué en 1892, et qui a survécu à la guerre, n'est qu'un organisme corporatif, un syndicat régi par la loi du 21 mars 1884. Son rôle est important, son autorité indiscutable, et sa grande utilité s'est affirmée en maintes circonstances, notamment dans le recrutement hâtif de la main-d'œuvre étrangère. Le rapport qu'il publie annuellement résume la situation et les aspirations des mines. Mais pas plus que les divers rouages régionaux, entre autres la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais dont le but principal est l'unification des salaires, cette administration ne se préoccupe des transactions des compagnies. En ce domaine, le principe traditionnel de la houillère française est l'indépendance.

La seule exception qu'on puisse signaler à cette règle est l'entente établie sur les tarifs de vente, conséquence obligatoire de l'accord qui uniformise les salaires. Mais ses dispositions ne s'imposent guère comme une contrainte étroite et ne sont aucunement sanctionnées. Il est nécessaire de ne pas attribuer à la mercuriale de Douai un rôle plus important que celui qu'elle joue. Elle ne fait que constater les prix pratiqués par les diverses entreprises du bassin.

Ces conventions sur l'observation d'un barème commun sont évidemment conclues par un organisme propre aux houillères signataires, le Comptoir d'Expansion des Mines du Nord et du Pas-de-Calais, dont le siège est à Douai et qui n'est autre que l'Office de Statistique existant déjà avant-guerre.

« Il ne faudrait pas supposer, écrit M. Lafitte-Laplace (1),

(1) Economie charbonnière de la France, page 214.

que rajeuni par un titre plus vivant, l'organisme ait vu beaucoup accroître ses attributions. Il continue de rassembler des statistiques et son rôle, en matière commerciale, se borne à constater les prix que les compagnies s'engagent à pratiquer. L'engagement des compagnies, qui n'est assorti d'aucune sanction, demeure purement moral.

« En constatant les prix, le Comptoir ne fait d'ailleurs qu'homologuer une entente intervenue entre les représentants des compagnies, d'après l'état de la concurrence dans les différentes zones. Aussi bien les conditions changeantes de la concurrence continuent-elles de s'imposer ; c'est toujours à elles, en définitive, que doivent s'ajuster les prix de vente des compagnies. »

D'ailleurs, les tarifs de la mercuriale de Douai sont si complexes et prévoient tant de cas divers qu'ils permettent à toute pratique de se justifier.

Mais les barèmes publiés pas le Comptoir, réduits à la simple valeur de signes, indiquent les mouvements des prix, permettent de comparer ceux-ci au coût de la vie. Grâce à eux il est possible de constater que les cours de la houille progressent plus vite que l'inflation.

D'ailleurs, la bonne tenue des charbonnages conditionne la large rémunération du travail et du capital qui contribuent à l'exploitation de la mine.

Les prix du combustible, exprimés en or, sont toujours un peu supérieurs à l'indice du coût de la vie, si on considère les deux termes de la comparaison comme égaux en 1913. Ils sont de 146 pour cent en 1921, 139 en 1922, 111 en 1923, diminuant avec la reconstitution du bassin.

En chiffres absolus, le coût moyen débarrassé de toute taxation est le suivant, dans le Pas-de-Calais :

55 fr. 30 en 1919, 81 fr. 90 en 1920, 83 fr. 30 en 1921,
75 fr. 00 en 1922, 80 fr. 90 en 1923, 87 fr. 60 en 1924.

Dans l'arrondissement minéralogique d'Arras, les prix sont en général supérieurs à ceux du Nord, car les charbons gras de ce premier département sont plus demandés que les fines maigres du second. Cette constatation ne doit d'ailleurs pas être trop généralisée. M. Lafitte-Laplace (1) écrit très justement : « Qui se contente d'un prix inférieur a du moins la possibilité de le consentir ». C'est pourquoi, explique-t-il, notre bassin septentrional vend moins cher que les autres bassins français, s'assurant ainsi une clientèle plus grande que celle de ces derniers.

Insouciance du débouché, bonne tenue des cours du charbonnage sont les conséquences de la situation privilégiée de l'offre sur le marché du combustible, de la facilité qui, lors de la restauration de nos mines, est toujours sensible dans leur commerce, à travers les circonstances qui affectent celui-ci.

Si la faiblesse de la production gêne l'industrie nationale, elle est avantageuse à nos houillères et encourage leur relèvement.

Après la reprise normale de l'exploitation, le bénéfice total des compagnies sera supérieur à celui qu'elles réalisent dans les premières années de l'après-guerre, mais le profit par tonne sera moins élevé.

Alors seulement, les mines s'inquiéteront des tarifs de transport, demanderont l'amélioration des voies, la protection douanière, chercheront de nouveaux clients, développeront l'industrie annexe. Alors seulement existera vraiment un problème commercial.

(1) Ouvrage précité, page 528.

CHAPITRE V

L'intervention de l'Etat

L'action des Pouvoirs dans la marche des houillères s'explique par l'importance vitale de celles-ci dans la constitution d'un pays.

Au lendemain de la guerre, l'intervention est plus étroite que jamais : dans le régime juridique, fiscal, dans l'aide sociale, dans le commerce, elle se rencontre toujours au sein de la mine.

Si la condition légale de l'entreprise minière, par sa généralité, dépasse le cadre de cette étude locale, elle doit pourtant être mentionnée brièvement, ne serait-ce que pour mieux indiquer les progrès de l'étatisation dans l'industrie charbonnière.

La loi du 9 septembre 1919 porte une atteinte à l'indépendance des exploitants et peut être considérée comme une première étape vers la nationalisation des houillères que certains préconisent.

L'article premier du nouveau texte est ainsi rédigé : « A partir de la promulgation de la présente loi, il ne sera plus accordé de concessions de mines que pour une durée limitée et avec participation aux bénéfices de l'Etat et du personnel, dans les conditions fixées par le cahier des charges qui devra être annexé au décret instituant la concession... ».

La prospérité de certaines compagnies provoque cette mesure. Le législateur voit mieux le succès des entreprises que l'effort auquel il est dû.

« Savait-on par exemple, écrit M. Lafitte-Laplace (1), que les pionniers d'Anzin avaient peiné pendant 22 ans et s'étaient ruinés avant d'extraire la première tonne ? Qu'il fallut près de 100 ans à l'entreprise pour devenir rémunératrice ? »

Ce nouveau régime, non seulement n'est pas spécial au bassin du Nord, mais de plus l'intéresse peu, car les concessions de ce dernier sont de date ancienne.

Les progrès de l'étatisation au sein de la mine se manifestent encore dans la fiscalité grandissante. Mais, redevances, impôts, taxes à la production sont communs à toutes les exploitations françaises. Leur lourde charge augmentera les difficultés commerciales que connaîtront nos houillères après leur restauration. Pour l'instant, les prétentions du fisc soulèvent peu de plaintes.

L'intervention des pouvoirs dans l'industrie minière est surtout importante dans le domaine social, ouvrier.

Le mineur a toujours eu une place privilégiée dans la législation du travail. Une des premières préoccupations du législateur, après la guerre, est de réduire la durée du séjour au fond. Mais en dehors des dispositions connues de tous, telles que l'institution de caisses de retraite, de secours, etc., la protection de l'Etat sur le mineur est plus efficace encore dans mille détails de la vie de celui-ci.

Si la population minière constitue un milieu très original, très personnel, c'est qu'elle se trouve unie dans de nombreuses associations que les pouvoirs encouragent.

Dans l'exercice de sa profession dangereuse, l'ouvrier est entouré d'une étroite protection par différents services de surveillance, par exemple celui des câbles, par les délégués

(1) Ouvrage précité, page 253.

qu'il élit lui-même, par l'administration du contrôle des mines, etc.

Enfin, la sollicitude particulière du législateur envers le mineur stimule également l'œuvre sociale des compagnies. Les préoccupations humanitaires qui président aux grandes réalisations ouvrières de nos mines, ont subi l'influence de l'exemple officiel.

Si l'intervention sociale n'est pas spéciale aux houillères de notre bassin du Nord, elle est pourtant plus sensible au sein de ces dernières que partout ailleurs. La reconstruction soignée de nos cités minières permet de matérialiser les progrès des préoccupations ouvrières.

Mais où l'action des Pouvoirs est véritablement particulière aux exploitations du Nord et du Pas-de-Calais et aux années de leur renaissance, c'est dans la conduite même de leur reconstitution.

Le Gouvernement s'intéresse à la restauration de nos mines. C'est sous son autorité qu'agit la Commission technique du Groupement des Houillères, organe le plus actif du relèvement de notre bassin. C'est grâce aux 36 millions de francs avancés aux entreprises minières sur le crédit consenti par la loi Dubois à l'Office de Reconstitution industrielle que les travaux peuvent commencer.

L'Etat prend à sa charge le déblaiement, la remise en ordre du sol.

La loi du 17 avril 1919 proclame l'indemnisation par le Gouvernement des dommages de guerre. Elle permet même des avances sur leur paiement, dont nos compagnies n'usent pas.

Enfin, disposition très importante pour nos mines, la loi du 31 juillet 1920 autorise l'Etat à délivrer des certificats provisoires de dommages de guerre et à passer avec les sinis-

trés des conventions de règlement par annuités. Les houillères profitent largement de cette faculté.

Les emprunts qu'émettent les compagnies reçoivent la garantie officielle.

Dans le domaine de l'exploitation proprement dite, l'intervention se manifeste sous la forme de réglementation commerciale. La péréquation, la compensation, les divers systèmes de taxe régularisent les cours de la houille.

Ce qui caractérise donc l'action de l'Etat dans notre exploitation houillère au lendemain de la guerre, est son extension à un domaine plus vaste que d'ordinaire. Cette importance exceptionnelle, cette universalité, s'expliquent par l'anomalie des circonstances.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Produire intensément apparaît bien la première préoccupation économique de nos mines du Nord au lendemain de la guerre. Mais si l'extraction est alors poursuivie comme le principal but, elle n'évince pas tout autre souci.

La rationalisation est toujours recherchée quand elle ne ralentit pas l'exploitation. Si, d'autre part, les questions commerciales retiennent peu l'attention des compagnies, c'est qu'elles ont faible importance et non qu'elles sont négligées.

Toute entreprise travaille pour vendre et ne peut se désintéresser du marché.

Les désirs de méthode, de débouchés ne sont pas ignorés, ils sont secondaires.

La directive maîtresse qui préside à l'activité des houillères leur assigne une double tâche : restaurer au plus vite, exploiter au maximum.

Dans l'ensemble, les réalisations sont conformes aux plans et en justifient la valeur.

La reconstitution du bassin est sans aucun doute un succès. Elle provoque l'admiration unanime. Non seulement quelques années suffisent au relèvement des sièges dévastés, mais la hâte ne nuit pas à l'ordre, à la méthode. Les installations profitent des derniers progrès.

Tandis que la rapidité de cette renaissance prévient les calculs les plus autorisés, la récupération des sous-produits, l'utilisation des déchets, le recours à un outillage perfectionné classent nos mines parmi les plus modernes.

Pourtant, chez nous, l'industrialisation ne dépasse guère la mesure économique. Nous évitons les abus et restons dans un juste milieu entre la routine de nos voisins de l'Ouest,

la mécanisation exagérée de ceux de l'Est. Ce dernier excès est le plus à craindre dans notre bassin, qui renaît en effet au plus fort du prestige de la machine et dont on veut tant obtenir ! Par la suite, la crise va beaucoup discréditer l'outil, la mécanisation.

Si l'irrégularité, la pauvreté de nos gisements contraint nos houillères à recourir largement aux services de la main-d'œuvre, limite leurs ambitions, les gêne dans la lutte commerciale, elle leur évite du moins les grands revers de fortune.

L'exagération que commettent les mines du Nord, s'il en existe une, est plutôt que l'industrialisation aveugle, le recrutement d'un personnel un peu trop important.

Cette témérité est d'ailleurs très explicable. L'appel d'une main-d'œuvre nombreuse est le seul moyen pour les exploitations houillères de retrouver leur situation d'avant-guerre, ambition bien légitime.

L'installation de machines demande un certain temps, trop long pour les compagnies qui, dans leur impatience de produire, recourent le plus possible au facteur travail.

Lorsque l'outillage reprend sa véritable importance dans la mine, l'ouvrier perd sa première utilité. Il faut diminuer l'embauchage même avant la crise.

En effet, même en période de saine activité, la production de notre bassin ne peut dépasser une limite vite atteinte. Il est très difficile, voir impossible à nos houillères d'assurer l'indépendance de la France à l'égard du charbon.

Politiques, diplomatiques, économiques, des causes de toute nature brident l'action de nos exploitations. La concurrence de l'étranger leur est inévitable.

Nos mines, à peine restaurées, n'augmentent plus beaucoup leur extraction.

Avec 1925, finissent donc les courbes nettement ascendantes dans tous les aspects de l'économie du bassin du Nord : production, commerce, recrutement.

Pour mieux résumer l'allure générale de la période 1918-1925, il faut la considérer comme une oblique presque verticale, bien plus que celle qui représentera les années suivantes, pourtant très prospères.

Tableaux Statistiques résumant la première partie

Les statistiques traduisent avec précision l'ascension enregistrée au lendemain de la guerre dans tous les domaines de l'industrie minière du bassin du Nord.

L'examen du tableau suivant (tonnage extrait) permet de constater :

L'importance respective des mines du Nord et de celles du Pas-de-Calais ;

Les progrès de l'extraction et de la restauration ;

Les progrès de l'épuration (en tonnes) ;

Les difficultés de la reprise, tangibles dans la zone restée active.

Nord :	1918	1919	1920	1921	1922
Brute				3.926.626	5.071.433
Nette	1.670.731	550.000	1.950.000	3.535.468	4.430.467
A 6.802.761 en 1913.					
B 11.847.766 en 1913.					
Pas-de-Calais :					
Partie sinistrée nette ..		B 33.235	478.636	1.825.954	3.404.374
Non sinistrée brute ...	8.060.069	7.514.234	7.677.567	8.781.003	
nette	C 7.926.903	7.330.000	7.277.000	8.199.898	7.555.539

Pour le Pas-de-Calais entier, en 1922, production brute, 11.618.548 ; nette, 10.949.872.

	1923	1924	1925
Nord : brute	6.433.418	8.034.965	9.332.742
nette	5.616.054	6.828.131	7.603.148
P.-de-C. : brute	16.044.343	19.965.261	22.658.870
nette	15.281.115	18.822.317	21.112.887

La production croît avec l'industrialisation. Ses progrès sont subordonnés au développement des machines en nombre et en puissance.

L'électricité évince peu à peu la vapeur.

Pas-de-Calais :	1918	1919	1920
Non sinistré : vapeur..	375 totalis. 62.436 HP.	370=61.730 HP.	377=66.413 HP.
électrique	186 totalis. 31.521 HP.	139=31.678 HP.	183=46.471 HP.
réserve	244 totalis. 52.297 HP.	214=58.408 HP.	203=42.583 HP.
Nord :	1921	1922	1923
Groupes électrogènes ...	29.980 KW.	45.527 KW.	80.500 KW.
Machines à vapeur agissant directement		31.307 KW.	39.900 KW.
Pas-de-Calais :			
Vapeur	430=60.200 HP.	426=64.000 HP.	398=66.360 HP.
Groupes électrogènes ...	47=102.000 HP.	87=211.000 HP.	97=249.910 HP.

Dans le Nord, en 1922, sur 101.431.702 kwh consommés, il a fallu en acheter 24.571.471.

Une des formes les plus caractéristiques de l'industrialisation, est l'augmentation du nombre des marteaux piqueurs.

	1918	1919	1920	1921
Nord : marteaux piqueurs				▲210
A 195 en 1913.				
P.-de-C. : sinistré				450
actif : nombre	549	590	769	1.094
pourcentage		4,65 %	7,14 %	10,5 %
	1922	1923	1924	1925
Nord : nombre	522	1.935	2.940	4.000
pourcent. sur l'abatge total.	10 %	21 %	38 %	
P.-de-C. : nombre	2.870	5.967	10.115	13.303
travail	1.843.000	3.868.000	7.135.390	10.061.241
pourcentage.	16 %	24 %	36 %	44 %

La méthode d'exploitation contribue, elle aussi, à accroître la production tout en la rendant plus économique. Voici comment se répartit l'abatage en proportions et en chiffres absolus.

	1921	1922	1923	1924	1925
Nord : tailles chassantes....	85,36 %	83,78 %	85,02 %	6.900.000	8.108.733
montantes.	13,36 %	14,50 %	13,85 %	1.100.000	1.160.060
P.-de-C. : chassantes		78 %	79,8 %		
montantes		18 %			

Mais c'est avant tout le facteur humain qui conditionne le développement de l'exploitation houillère.

Voici les effectifs moyens employés :

	1918	1919	1920
Nord		16.505	30.694
P.-de-C. : sinistré		13.783	23.221
actif.	452.288	450.632	452.327

A dont 40.488 au fond, 11.800 au jour.

F dont 36.965 au fond, 13.667 au jour.

C dont 38.259 au fond, 14.068 au jour.

	1921	1922	1923	1924	1925
Nord : fond.....	24.954	22.911		36.314	35.389
jour	13.900	12.560		13.719	13.737
annexe	879	1.500		1.688	1.808
Total	39.702	38.654	42.340	51.722	457.635
P.-de-C. : fond	49.859	58.550	74.576	90.132	
jour	24.572	24.316	25.951	28.920	
Total	74.431	82.866	100.527	119.052	

A Personnel de maîtrise et de surveillance compris.

Le personnel se répartit ainsi :

	1921
Nord : étrangers	4.208
polonais	1.263
P.-de-C. : sinistré : étrangers	1.836
actif : étrangers	8.419
polonais	5.897

	1922	1923	1924	1925
Nord : étrangers	8.100	15.164	19.470	20.700
polonais	A4.300	B7.663	13.989	15.379
A Avec le personnel protégé : 5.172.				
b Avec le personnel protégé : 10.190.				
P.-de-C. : étrangers	21.541	A40.318	C49.658	
polonais	16.000	B32.560	D38.528	
A dont 37.216 au fond.				
B dont 30.495 au fond.				
C dont 45.779 au fond.				
D dont 35.753 au fond.				

La proportion du personnel protégé est à peu près constante.

	1922	1923	1924
P.-de-C. : fond	9.201	11.171	12.759
jour	6.064	6.689	8.344

Pour loger un personnel toujours plus nombreux, les Compagnies se hâtent de bâtir des maisons ouvrières. Voici le nombre de ces maisons au 31 décembre de chaque année :

	1918	1919	1920	1921
P.-de-C. : actif	14.358	16.691	18.801	22.640
	1922	1923	1924	1925
Nord : nombre	10.243	14.999	17.672	19.057
ouvriers logés		25.896	30.736	31.479
P.-de-C. : nombre	40.640	46.647	54.322	
ouvriers logés	59.376	78.745	95.517	

Le besoin de main-d'œuvre, l'activité économique, l'évolution sociale, la dévaluation du franc, contribuent à la hausse des salaires. Voici le salaire journalier moyen :

Pas-de-Calais :	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924
Salaire moyen du fond.....			21 36	22 36	19 04	21 70	24 72
Salaire moyen du jour.....			16 51	16 88	14 96	16 95	18 81
Salaire moyen de l'ensemble	11 67	15 62	19 93	20 76	17 63	20 51	23 24

La convention du 18 mars 1920 fixe le salaire de base 10 au taux de 19 fr. 25, et porte à 5 fr. 25 l'indemnité de vie chère.

Les variations du taux des salaires affectent immédiatement le prix du charbon. Voici les prix moyens du combustible livré au public (en francs) :

	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924
P.-de-C.	46 50	72 »	83 »	86 »	73 03	80 09	87 58
Nord et P.-de-C.		54 50	71 »	80 »	70 »	77 »	79 »
(tout venant industriel)							

La production n'a pas à redouter la mévente ; elle s'écoule avec facilité. Voici la répartition des livraisons (en tonnes) :

ford :	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924
	zone active						
du au public ..				7.840.399	9.119.281	12.598.888	15.065.745
nsformé en coke				404.263	453.415	826.952	1.436.817
en agglomérés..				247.876	345.272	414.325	432.766
Pas-de-Calais :							
du au public ..	6.728.192	6.241.677	5.756.369	1.963.143	2.810.696	3.497.652	
nsformé en coke	197.168	241.924	242.643	93.673	238.029	843.921	1.046.674
en agglomérés..	66.923	156.083	126.782	703.031	922.075	1.053.879	1.254.522
dont 783.019 tonnes.							1.430.362
dont 987.084 tonnes venant des Mines du Nord.							

Les stocks ne sont jamais très élevés. Les voici exprimés en tonnes au 31 décembre de chaque année :

	1918	1919	1920	1921
Nord				294.500
Pas-de-Calais : sinistré			7.921	
actif	292.647	67.752	215.073	433.523
	1922	1923	1923	1925
Pas-de-Calais	277.542	180.853	432.169	796.788
Nord	177.651	67.551	193.125	242.279

Les livraisons s'effectuent surtout par chemin de fer. Voici la répartition des différents modes d'expédition du charbon (en tonnes) :

ford :	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925
nsports chemin de fer..						5.041.533	5.814.165
eau						1.003.967	1.137.555
voitures						197.759	147.671

Pas-de-Calais :

Transports chemin de fer..	5.766.325	4.902.570	5.251.795	7.159.633	9.696.760
eau	573.529	944.485	1.452.244	2.510.161	3.847.083
voitures	425.105	233.342	106.032	194.944	171.276

Le tonnage passé au lavoir augmente régulièrement (en tonnes et en pourcentage sur la production totale) :

	1919	1920	1921
Nord			48 %
P.-de-C. : actif	888.826	1.719.886	2.500.703
	1922	1923	1924
Nord	56 %	57,4 %	
P.-de-C. : déchets	668.876	763.228	1.142.934
Nord : déchets	640.965	817.364	
A 391.518 tonnes de déchets.			

Le souci du rendement est assez secondaire. Le voici exprimé : 1° sur le rendement brut et pour les seuls ouvriers du fond ; 2° sur le tonnage net et pour l'ensemble des ouvriers du fond et du jour :

	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925
Nord : net et ensemble			zone active			486	512	523
P.-de-C. : brut et fond seul..	800	846	829	834	752	792	813	
net et ensemble ..	575	575	554	552	509	569	565	

La production des industries annexes retrouve vite son importance d'avant-guerre. La voici exprimée en tonnes :

	1918	1919	1920	1921
Nord : coke				73.693
agglomérés				771.507
P.-de-C. : actif : coke	167.585	192.400	252.171	322.854
agglomérés	69.363	162.822	138.867	160.556
	1922	1923	1924	1925
P.-de-C. : coke métallurgique	160.839	380.300	710.207	827.792
coke de fonderie	191.635	266.141	300.262	406.178
agglomérés.	355.714	462.932	469.657	595.812
Nord : coke	186.862	686.171	845.403	973.547
agglomérés.	1.010.494	1.149.473	1.378.268	1.571.810

DEUXIÈME PARTIE

L'exploitation normale

CHAPITRE PREMIER

Généralités

Si en peu de temps les mines se sont relevées, elles trouvent la récompense de leur superbe effort dans la possibilité de jouir des dernières années d'une période très prospère.

Complètement rééquipées en 1925, nos houillères peuvent éprouver leurs nouvelles forces dans un milieu économique particulièrement favorable.

De 1925 à 1930, elles connaissent une remarquable activité.

Certes, les différentes courbes du commerce, de l'extraction, n'ont plus l'allure aussi ascendante qu'elles avaient au cours de la restauration du bassin, mais si leur progression est moindre qu'alors, leur débit est beaucoup plus considérable.

Durant la première période, en effet, l'augmentation rapide des chiffres de l'exploitation était due surtout à la faible importance de leur origine. Les succès enregistrés étaient plutôt relatifs qu'absolus.

Désormais, la réouverture de puits, la mise en marche de nouveaux treuils ne vient plus hausser brusquement les

résultats, ne donne plus aucun soubresaut à l'activité de nos compagnies. Et pourtant la production va croissant sans jamais s'immobiliser sur le carreau des fosses. La demande est à la fois forte et soutenue ; c'est véritablement la prospérité.

Ce succès permet la poursuite de certaine politique qui, par son dynamisme, rappelle celle de la reconstitution. Le recrutement de la main-d'œuvre continue moins rapide qu'auparavant, mais régulier, tout au moins quelque temps après le retour à l'effectif d'avant-guerre. Les cités ouvrières s'agrandissent.

La seconde partie du plan envisagé au lendemain de l'armistice est-elle en voie de réalisation ?

Après une première étape qui a ramené notre bassin à sa situation d'avant-guerre, abordons-nous une nouvelle phase aussi progressive qui, surprenant les moins sceptiques, se terminera en assurant l'indépendance nationale en houille ?

Est-ce qu'une habile politique commerciale, l'amélioration des moyens de transport, l'obtention de tarifs de faveur suffiront à assurer des débouchés à une production supérieure à celle de 1913, mais plus économiquement obtenue ?

Il semble, en 1925-1926, que le commerce de nos houillères n'a à vaincre aucun obstacle bien sérieux. Mais ce n'est qu'une illusion.

Si seule une saine activité économique avait justifié l'optimisme de nos houillères, l'espoir leur resterait aujourd'hui sinon de libérer le pays de la concurrence étrangère, tout au moins de retrouver les beaux résultats enregistrés avant la crise. Mais les exploitants abandonnent même cette dernière perspective lorsqu'ils renoncent à attendre une aide efficace des Pouvoirs.

En effet, le succès que connaît la mine entre 1925 et 1930 est presque toujours dû à des causes exceptionnelles. Ou la rivalité d'outre-Manche est accidentellement modérée, ou la prospérité est anormale.

Seule, au cours de cette période, l'année 1927 exprime la physionomie d'une économie facile mais saine. On enregistre alors une augmentation des stocks. Mais le bassin du Nord de la France fournit à cette date, à lui seul, plus de 33 millions de tonnes nettes, et si 1 million de ces dernières reste invendu, la consommation est pourtant bien importante et l'aisance des affaires indéniable.

En réalité, il est impossible à nos houillères de satisfaire les besoins nationaux, de réaliser le secundo de leur plan. Il leur est même difficile en temps normal de dépasser de loin le chiffre de 1913 si elles ne reçoivent pas la protection officielle qui est assurée à tous leurs concurrents.

Les producteurs rivaux ont sur le marché français les mêmes positions qu'avant-guerre. Seuls les besoins grandissants de la consommation font croître dans chaque zone les commandes aux fournisseurs habituels.

Quant aux frontières qui délimitent l'action des charbons nationaux et ceux de l'étranger, elles varient très peu. Lorsqu'elles se modifient, pourtant, c'est à l'avantage de nos mines.

Si la politique des hauts salaires pratiquée outre-Manche, la réduction du temps du travail adoptée chez nous, abaissent également le rendement ouvrier, si les conditions de la main-d'œuvre s'uniformisent dans les pays de même civilisation, nous avons gagné sur les houillères britanniques de renouveler notre outillage et nos méthodes.

L'avantage que nous donne notre rééquipement moderne nous permet, après la restauration de nos mines, une petite victoire commerciale sur la concurrence étrangère.

L'aspect le plus caractéristique de l'exploitation de nos mines est donc, de 1925 à 1930, le progrès de leur commerce.

Les problèmes techniques n'ont plus la même importance que dans les années précédentes. Si cette nouvelle période était ce que certains souhaitaient, l'acheminement vers l'indépendance française à l'égard du charbon, les problèmes de l'exploitation proprement dite, seraient, en son cours, au moins aussi importants que ceux du débouché.

Il faudrait, en particulier, recruter encore cent mille hommes, intensifier l'outillage. Or, l'appel de main-d'œuvre se poursuit pendant un instant, mais beaucoup moins large qu'auparavant. D'ailleurs, il se révèle vite un peu excessif. Mais, parce que nos houillères ne se laissent pas aveugler par la prospérité passagère, l'équipement, le recrutement, cessent, avant d'être superflus.

Nos mines ne désirent continuer leur extension que grâce seulement à une habile politique commerciale.

Si nos compagnies n'ont guère de préoccupations techniques, ont-elles le souci du rendement, recherchent-elles une économie rigoureuse ?

Certainement plus qu'auparavant. Jusqu'en 1925, la rationalisation s'était résumée dans l'industrialisation, le montage et l'utilisation de machines nombreuses et modernes. C'était un minimum.

Désormais, la production n'est plus écoulée d'avance. Il faut lui assurer une clientèle. L'expansion des ventes du charbon nécessite l'amélioration des prix de revient.

Les houillères se préoccupent donc sérieusement d'obtenir le meilleur rendement, mais non à l'aide de moyens artificiels comme le serait l'abandon des tailles les moins rentables, mesure parfois adoptée en temps de crise.

Transition entre la renaissance du bassin où alors l'ex-

traction importe presque uniquement, et les années de difficultés où la production est sacrifiée à la baisse des prix, la nouvelle période poursuit à la fois les progrès de l'exploitation et l'économie du rendement.

Comme l'amélioration du prix de revient, grâce à une méthode rigoureuse, est dictée par le souci d'étendre la vente du charbon, on peut considérer la rationalisation comme une préoccupation secondaire.

L'extension commerciale est donc bien la politique primordiale que pratiquent nos compagnies du Nord et du Pas-de-Calais de 1925 à 1930.

Pour atteindre leur but, les houillères s'efforcent d'accroître leurs débouchés en surface plutôt qu'en profondeur, car le marché des produits chimiques et des sous-produits du charbon est assez restreint. C'est pourquoi elles ne poursuivent pas systématiquement l'extension des annexes.

Cependant, le besoin d'écouler une production croissante suscite l'ingéniosité des exploitants, leur fait trouver de nouveaux emplois des résidus, des formules plus variées de combustibles.

L'accès de nouvelles zones géographiques à l'action commerciale de nos houillères est leur principale préoccupation. Elles suivent avec intérêt les progrès de leur influence. Ceux-ci sont malheureusement instables, variant avec l'agressivité de la concurrence étrangère.

Si la vente des charbons français augmente, c'est surtout parce que la consommation grandit à l'intérieur d'un marché aux frontières peu extensibles.

Nos mines n'ont d'autre moyen d'étendre leur commerce que d'abaisser leurs prix de revient.

L'amélioration des conditions et des tarifs des transports n'est guère en leur pouvoir, et c'est pourquoi un des aspects

ordinaires de la politique de nos houillères, de la restauration à la crise, est l'intervention auprès des Ministères.

Comme le succès de ces réclamations n'est jamais bien grand, et qu'ainsi l'effort primordial de nos exploitations échoue, la prospérité explique presque seule le facile écoulement de la forte production charbonnière.

En résumé, les mines du Nord et du Pas-de-Calais, aussitôt restaurées, veulent poursuivre leur évolution en élargissant leurs débouchés commerciaux. Pour atteindre ce but, il leur faut réclamer l'aide de l'Etat. Celui-ci n'écoute guère des doléances que semble peu fonder l'activité économique à laquelle finalement sont redevables les progrès de notre industrie houillère.

CHAPITRE II

La Rationalisation

La rationalisation préside à l'activité de nos mines comme à celle de toute industrie bien dirigée.

Lorsque la reconstruction ne retient plus toutes les attentions, le souci d'une exploitation méthodique apparaît plus évident et détourne vers lui le soin des ingénieurs.

L'économie n'est pourtant pas devenue une fin, elle n'est pas recherchée pour elle-même et avant tout autre but comme au cours de la crise. Durant la période de prospérité, elle n'est qu'un adjuvant. Mais au lieu d'être subordonnée à l'extraction comme auparavant, elle la précède pour lui indiquer la voie la meilleure.

La rationalisation n'est plus l'objet d'applications diverses, éparses ; elle devient un principe général, un plan directeur.

Sa manifestation la plus large est le groupement des entreprises. Depuis la guerre, nos houillères savent apprécier les bienfaits de l'union des efforts, de la collaboration. M. Lafitte-Laplace (1) constate justement : « La tendance à la concentration dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais s'est manifestée depuis la guerre par la disparition de plusieurs compagnies, leurs exploitations ayant été réunies à des plus grandes. Ainsi, Lens a absorbé Meurchin, Aniche s'est agrandie de Flines, Marles de Ferfay et de Cauchy, Drocourt ne fait plus qu'un avec Vicoigne et Nœux, sous la dénomination nouvelle « Vicoigne, Nœux, Drocourt ». Ce dernier groupe s'adjoint également la concession de Vimy-Fresnoy.

(1) Ouvrage précité, page 205.

Enfin, les réunions d'entreprises se développent au sein du bassin et deviendront importantes lors de la crise. Pourtant le nombre d'exploitants reste trop élevé pour la superficie de nos mines. Le Nord et le Pas-de-Calais comptent ensemble une cinquantaine de concessions houillères et cependant la concentration est plus grande dans ces deux départements que dans tout autre centre charbonnier de France.

La production d'un puits est, dans la région du Nord, de 172.000 tonnes par an en moyenne.

La concentration s'affirme dans un cadre plus étroit par la diminution du nombre des tailles, par le travail en grand chantier.

Un aspect plus technique de la rationalisation est la proportion croissante des tailles chassantes par rapport aux tailles montantes. Les premières facilitent l'exploitation et sont donc plus économiques.

Une brève explication suffit à faire comprendre ce qui caractérise chacun d'elles et en quoi elles diffèrent l'une de l'autre.

Les veines de charbon sont rarement horizontales ; le plus souvent, elles coupent obliquement les couches superposées de terrains divers.

La taille montante attaque le gisement par la base, par l'extrémité la plus profonde. Elle progresse en remontant la veine jusqu'à son sommet.

Tandis qu'elle est creusée dans la largeur du bloc de houille, la taille chassante, au contraire, traverse celui-ci dans toute sa longueur. Elle a donc son inclinaison grâce à laquelle le charbon abattu est facilement évacué du chantier avec le minimum d'installations.

Ses avantages la font préférer à la première et expliquent son succès grandissant.

Outre le service qu'elle rend de faciliter l'évacuation du combustible, elle satisfait également la préoccupation d'exploiter la mine par grandes tailles, car elle est en général plus longue que l'autre. Au cours de la période 1925-1930, le charbon extrait dans les tailles chassantes représente en moyenne 86 % de la production totale.

Le souci de concentrer les travaux préside à l'ouverture de grandes galeries. Celles-ci, inaugurées en 1927, prennent vite une réelle importance. Déjà, en 1928, elles fournissent 27,6 % de l'abatage total et 35,8 % en 1929.

Le travail en larges groupes permet l'économie d'outillage, de personnel auxiliaire, de surveillance, etc...

En 1928, dans les mines du Pas-de-Calais, on compte en moyenne un surveillant pour 43 ouvriers du fond.

Le développement de l'outillage apparaît un des aspects les plus évidents de la modernisation. L'abatage mécanique introduit après guerre au sein de notre exploitation houillère y occupe désormais une place considérable.

En 1926, plus de la moitié des résultats enregistrés dans les mines du Pas-de-Calais sont dus aux marteaux piqueurs.

En 1928, 6.715 de ces outils fournissent 78 % de la production du Nord, 19.317 de ces outils extraient 68 % de celle du Pas-de-Calais.

Quant aux Laveuses, leur insuccès semble consacré, leur faible nombre est à retenir à seul titre d'indication. Elles sont une trentaine en 1926 dans l'arrondissement minéralogique d'Arras, et rarement utilisées.

L'industrialisation se manifeste encore dans la divulgation des marteaux perforateurs, le recours grandissant aux explosifs, la mécanisation de la traction souterraine.

Si les locomotives électriques ne peuvent beaucoup se répandre dans les galeries de la mine, les couloirs oscillants

au contraire se développent rapidement et, peu après leur apparition, sont partout adoptés dans notre bassin houiller. Le Pas-de-Calais en compte 1.973 en 1928, 1.518 en 1929.

Maintenant que les conditions de la main-d'œuvre sont stabilisées, que les lois ouvrières ne viennent plus diminuer la durée du séjour au fond, que les grèves et les arrivées continuelles de fraîches recrues n'affectent plus la marche de l'exploitation, il est possible d'étudier les courbes du rendement par mineur. Leur progrès traduit le succès de la méthode suivie par nos Compagnies.

Dans l'arrondissement minéralogique d'Arras, le rendement fond et jour, c'est-à-dire le tonnage abattu réparti sur tous les ouvriers des travaux souterrains et de surface, est de 635 kgs nets par jour en 1927, 675 kgs en 1928. Dans le Nord, il est de 679 kgs en 1929.

Evidemment, le coefficient d'exploitation est beaucoup plus élevé s'il est calculé sur les seuls mineurs employés à l'abatage et sur les chiffres de la production brute. Dans le Pas-de-Calais, il monte alors à 2.180 kgs en 1927, 2.300 en 1928. Il croît d'autant plus vite pour l'ensemble du fond, que le personnel de surveillance se trouve réduit par la concentration des travaux.

Ces renseignements permettent d'exprimer avec précision la différence caractéristique qui existe entre la rationalisation de la période 1925-1930 et celle des années précédentes.

Même au terme de la reconstitution, en 1925, le rendement n'est que de 565 kgs dans l'arrondissement minéralogique d'Arras, de 523 kgs dans celui de Douai.

Une augmentation subite de 100 kgs par ouvrier est un résultat très appréciable et prouve bien que le souci d'obtenir un prix de revient minimum préoccupe les Compagnies houillères.

Pourtant, les économies surprenantes constatées plus haut n'ont pas pour seule cause l'amélioration des méthodes, mais aussi celle des circonstances.

Dans la période de restauration, l'adaptation du personnel à son travail est peu compatible avec le succès de l'entreprise.

La rationalisation, non seulement divulgue l'outillage dans les galeries, mais entraîne le développement du machinisme à la surface. Elle étend l'emploi de l'électricité.

Les puits comportent de puissantes et nombreuses machines.

Les centrales de nos houillères qui alimentent seules nos départements du Nord vendent pourtant à l'extérieur bien moins d'énergie que n'en utilise la mine pour elle-même. Ainsi, en 1927, sur 842.248.765 kwh produits dans le Pas-de-Calais, 240.945.920 sont livrés au public et 624.044.865 consommés pour l'exploitation minière.

Dans l'arrondissement minéralogique de Douai, les Compagnies vendent 29.942.461 kwh, alors qu'elles en emploient pour elles-mêmes, 233.244.898.

L'exploitation méthodique recommande la récupération des sous-produits.

Aux cokeries s'adjoignent les diverses industries chimiques : fabrication d'ammoniaque, de benzol, etc., les gazogènes.

Mais si le nombre des fours à coke et des presses d'agglomérés augmente régulièrement, seul le rythme de la prospérité générale entraîne le développement de ces annexes.

Les circonstances ne nécessitent pas encore la recherche assidue des débouchés en profondeur.

Concentration des entreprises et des travaux, mécanisa-

tion, recherches et utilisations nouvelles des sous-produits, les aspects de la rationalisation sont variés.

Mais la prospérité économique ne rend nullement urgente l'organisation méthodique. Celle-ci n'est pas, comme elle le deviendra lors de la crise, une arme défensive contre les difficultés du marché. Au contraire, en stimulant le commerce du charbon, elle est un moyen pour nos houillères de poursuivre leur expansion.

CHAPITRE III

La Production

Si l'apparition des difficultés commerciales, les premiers contacts avec la concurrence étrangère, modèrent l'ambition de nos houillères de réaliser l'indépendance nationale en combustibles, la prospérité générale entretient chez elles une vitalité remarquable.

Peut-être, ne pouvant abstraire le caractère un peu exceptionnel de la situation économique, les mines attribuent-elles la bonne marche de leurs affaires à la modernisation de leur méthode et de leur outillage et se méprennent-elles ainsi sur la solidité de leur réussite.

Pour apprécier justement l'activité du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, il est bon de la comparer à celle d'avant-guerre.

L'année 1913 appartenait, elle aussi, à une période favorable à l'industrie et puisque, dès 1925, tous les puits dévastés sont restaurés, le rapprochement est désormais possible entre les deux époques.

L'arrondissement minéralogique d'Arras, le principal producteur de houille en France, accusait, en 1913, une extraction de 20.575.000 tonnes nettes, chiffre déjà dépassé en 1925 avec 21.112.887 tonnes. De 1926 à 1930, la courbe de l'exploitation monte régulièrement dans ce département, sauf un léger recul en 1928. Elle atteint finalement 25.315.850 tonnes.

Les houillères du Nord suivent une ascension parallèle et même relativement plus importante. Leur total de 6.814.000 tonnes enregistré avant-guerre est déjà retrouvé en 1924. De

1926 à 1930, leurs résultats varient entre 8 millions et demi et plus de 9 millions et demi de tonnes.

Les progrès sont donc sensibles sur l'année 1913 qui, pourtant, était favorable à notre industrie houillère.

Seule, la prospérité remarquable jointe au ralentissement de la concurrence étrangère, permettent ce succès. Mais à ce moment, il est difficile à nos Compagnies d'attribuer leur réussite encourageante à la réunion de circonstances heureuses. Depuis 1918, elles ne peuvent connaître par aucun indice la nouvelle condition du marché charbonnier.

Jusqu'en 1925, le problème commercial était, pour elles, inexistant. Non seulement la faiblesse de l'offre, mais aussi l'importance de la demande déjà réelle au lendemain de la guerre et constante jusqu'en 1930 leur suppriment tout renseignement sur la situation normale, ordinaire, de la clientèle d'après-guerre. Les résultats qu'enregistrent nos mines justifient leur ambition et la poursuite de leur extension.

A l'époque où l'Angleterre est à peine remise de sa grande crise houillère, qu'elle subit depuis 1920, l'activité économique élargit le marché de notre charbon.

En produisant plus de 35 millions de tonnes, notre bassin prouve ses possibilités et montre que seules les difficultés commerciales, l'étroitesse des débouchés, bornent son action.

Pour satisfaire la forte consommation, il suffit à nos mines d'exploiter méthodiquement avec un outillage important et un personnel nombreux.

La rationalisation a pour premier but d'aider au progrès de l'extraction.

Le machinisme qui croissait régulièrement au cours de la restauration atteint désormais sa juste proportion, celle qu'il ne peut dépasser raisonnablement dans une industrie où le premier rôle reste à la main-d'œuvre. Jusqu'alors, le person-

nel suppléait à l'insuffisance de l'outillage ; il se trouvera maintenant superflu avec les premiers prodrômes de la crise.

Si, au fond, l'usage du marteau piqueur se développe rapidement, à la surface l'industrialisation est également très poussée.

Dans le Pas-de-Calais, la puissance installée des groupes électrogènes est estimée à 385.650 kw en 1928. Les centrales de ce département produisent, en cette année, 925 millions de kwh, celles du Nord 272.

L'électricité a maintenant supplanté très nettement la vapeur. Ainsi, dans l'arrondissement minéralogique d'Arras, on compte 125 machines électriques d'extraction d'une puissance totale de 73.000 HP, alors que les 35 treuils à vapeur qui existent encore ont ensemble 22.958 HP.

L'industrie annexe suit également le rythme de la consommation. En 1928, les fours produisent 1.210.252 tonnes de coke dans le Nord et 2.428.944 tonnes dans le Pas-de-Calais. Les presses d'agglomérés fabriquent 1.908.352 tonnes de boulets et briquettes dans le premier département et 648.627 tonnes dans le second.

L'utilisation des produits de la houille est toujours plus importante. En 1928, les mines du bassin fournissent à elles-mêmes et au public, 1.000.000.000 de mètres cubes de gaz d'éclairage.

Toutes les installations fonctionnent à plein rendement et nécessitent le maximum de main-d'œuvre.

La prospérité a des répercussions nombreuses à l'intérieur de l'exploitation. Elle permet, encourage les initiatives, les innovations, telles l'installation de galeries d'expérience ; elle développe l'intégration de nombreux services à celui de l'extraction.

Elle a des influences sur la situation du mineur. Enfin, la

bonne marche des Compagnies houillères répand ses effets bienfaisants sur toute la région minière qu'elle anime et enrichit.

L'activité du bassin du Nord peut encore s'exprimer dans une courbe ascendante. Certes, la production monte moins rapidement que dans la période de restauration, mais elle est toujours remarquable, car elle atteint des sommets dont elle ne s'était jamais approché.

LA MAIN-D'ŒUVRE

L'importance de la main-d'œuvre grandit avec l'activité de la houillère au sein de laquelle le facteur travail joue un rôle primordial. Un nombreux personnel conditionne l'extension qu'ambitionnent nos mines.

Il n'est pourtant pas indispensable pour poursuivre le développement de l'exploitation de recourir largement aux services de nouvelles recrues.

L'équipement mécanique des puits est achevé, l'outillage est très répandu.

La machine remplace un certain nombre d'ouvriers qui constituent le personnel nécessaire au progrès de l'extraction.

Pourtant, la prospérité et peut-être aussi l'espoir un instant caressé de satisfaire les besoins français, incitent nos Compagnies à continuer quelque temps le recrutement commencé au lendemain de la guerre. C'est seulement en 1928 que la main-d'œuvre se révèle un peu disproportionnée et que baisse l'embauchage.

Jusqu'alors, des appels sont adressés aux mineurs. Evidemment, les disponibilités sont beaucoup plus grandes qu'auparavant dans la population ouvrière indigène.

Les fils des recrues faites en 1918 atteignent l'âge de l'embauche, les travaux de reconstruction cessent et libèrent bien des bras. Pourtant, ces nouveaux éléments sont insuffisants et l'appel à l'émigration est encore nécessaire.

Ainsi, dans les mines du Pas-de-Calais, il manque encore en 1925, 15.000 ouvriers français pour que ceux-ci reconstituent leur effectif d'avant-guerre.

Déjà, en 1926, ce vide se comble légèrement par l'engagement de 4.000 nationaux. Mais ce progrès n'est pas encore aussi important que celui du nombre des ouvriers étrangers, car pendant le même temps, le total des Polonais occupés dans l'arrondissement minéralogique d'Arras, monte à lui seul de 5.700 unités.

Le recrutement est évidemment beaucoup plus modéré qu'au cours des années précédentes. Le personnel moyen des mines est de 130.792 dans le Pas-de-Calais, et de 53.664 dans le Nord en 1926. Il atteint son maximum dans les deux départements en 1927 en s'élevant à 134.782 dans le premier, à 57.588 dans le second.

Les hauts salaires et les avantages accordés par les houillères aux mineurs facilitent le succès de leur embauchage.

Vers 1929, lorsque la prospérité s'exaspère, les diverses industries se disputent la main-d'œuvre et l'attirent par de fortes rémunérations. Ainsi s'explique qu'à la veille de la crise, l'arrondissement minéralogique d'Arras perde 7.500 ouvriers français qui gagnent la région parisienne.

La proportion des étrangers au sein de la mine diminue naturellement avec le retour des travailleurs indigènes, mais elle reste forte tant que la mévente ne provoque pas les rapatriements. Elle ne descend jamais au-dessous de 35 % du personnel total. Ce coefficient est plus élevé dans le groupe des mineurs affectés spécialement à l'abatage.

La récupération des ouvriers distraits un instant par les travaux de reconstruction, les derniers recours à l'émigration, portent les effectifs du bassin à des chiffres importants, bien moindres pourtant que ceux qui permettraient la réalisation de notre indépendance charbonnière.

Le nombre des travailleurs dépasse, en moyenne, 130.000 dans le Pas-de-Calais, il est toujours supérieur à 50.000 dans le Nord. Il croît jusqu'en 1928. Après quoi, rendant à la machine ce qu'il lui doit de sa force, il s'abaisse légèrement jusqu'à la crise où commencera sa chute rapide.

Voici d'ailleurs ses variations. Dans le Pas-de-Calais, il est de 125.969 en 1925, de 130.792 en 1926, de 134.782 en 1927, de 129.772 en 1928 et de 127.610 en 1929. Dans le Nord, il s'élève successivement à 57.635 en 1925, 53.664 en 1926, 57.588 en 1927, 50.156 en 1928, 49.570 en 1929.

Plus que le dénombrement des mineurs, leur répartition par catégories est intéressante. Elle permet d'évaluer la part du travail féminin dans l'industrie houillère, celle des enfants, celle des employés de la surface.

Les rapports annuels indiquent les chiffres du personnel protégé. Cette rubrique comprend les femmes et les filles qui ne doivent jamais être affectées à un travail souterrain et les garçons n'ayant pas encore 18 ans, dont l'emploi au fond est limité à certaines fonctions auxiliaires et à une durée réduite.

Cette main-d'œuvre qui jouit d'un régime de faveur, représente au cours de notre époque, 15 % environ des ouvriers du fond, 25 % des employés du jour. Elle est légèrement plus importante que dans les autres bassins français, varie peu, bien qu'en son sein l'élément féminin se soit accru depuis la guerre contrairement à celui des jeunes « galibots » moins nombreux qu'en 1913. « Dans cette régression si justement

inquiétante, écrit M. Lafitte Laplace (1), nous enregistrons à la fois les effets de la dénatalité et ceux d'une désaffectation plus marquée de la jeunesse pour les travaux de la mine comme à l'égard de toutes les professions qui exigent un apprentissage ».

Ainsi, les concessions du Pas-de-Calais ne comptent que 995 apprentis qui répondent aux conditions exigées par la loi du 20 mars 1928 pour mériter ce titre.

Les différentes affectations du personnel sont également intéressantes à retenir, car elles font comprendre l'importance respective des services de la mine.

Constatation générale dans l'industrie houillère, les ouvriers de la surface représentent 30 % de l'effectif total en moyenne. Le souci du rendement maximum tend d'ailleurs à abaisser cette proportion en diminuant les rouages auxiliaires. La part des hommes employés à l'abatage proprement dit s'accroît insensiblement.

C'est un des avantages des statistiques par emploi, de souligner ces mouvements.

Le personnel de l'industrie annexe n'est pas comme celui de la mine « stricto sensu » éprouvé par les méfaits du surnombre.

En effet, la vente des sous-produits souffre beaucoup moins que celle du charbon du ralentissement des affaires ; la crise exaspère même l'activité des fabriques d'agglomérés.

Les cokeries, presses et autres dépendances occupent, dans le Pas-de-Calais, 3.350 personnes en 1927, 4.500 en 1928.

Enfin, lorsque cesse le recrutement, le dénombrement des étrangers dans la population minière est possible et intéres-

(1) Ouvrage précité, page 299.

sant. En 1928, ils sont 43.724 sur les 130.000 mineurs du Pas-de-Calais, et 17.400 sur les 50.000 hommes du Nord.

Voici, par nationalités, le nombre moyen de ceux qu'emploie l'arrondissement minéralogique d'Arras :

Polonais : 33.085 au fond ; 2.807 à la surface.

Belges	:	1.925	»	759	»
Tchèques:		1.261	»	115	»
Italiens	:	799	»	73	»
Yougoslaves		866	»	37	»
Africains:		561	»	21	»

Telles sont les diverses répartitions de la nombreuse main-d'œuvre qui contribue à l'essor de notre bassin houiller aux plus beaux jours de la prospérité.

L'activité économique fait aux travailleurs une condition favorable, moins assise pourtant qu'elle ne le fut jusqu'alors.

Si le mineur bénéficie de la bonne marche des affaires, il éprouve désormais la concurrence que se livrent les membres d'une société ouvrière déjà trop dense avant la crise. Puisque les offres d'emploi ne sont plus si rares qu'auparavant, les avantages consentis au personnel sont donc moins généreux. Mais si la population minière est relativement moins favorisée qu'au temps de son insuffisance, elle jouit encore d'un sort très heureux.

La construction des cités ouvrières s'achève. Le goût qui présidait à leur plan donne au pays noir une physionomie plus agréable. L'animation qui y règne le rend plus plaisant encore.

Quand aux diverses sociétés, aux multiples organisations dont l'importance est grande dans la vie du mineur, soit qu'elles améliorent sa condition, soit qu'elles agrémentent son existence, écloses avec la restauration du bassin, elles connaissent avec la prospérité leur plein épanouissement.

En 1929, les concessions du Pas-de-Calais possèdent 7 hôpitaux, 7 gouttes de lait, 7 ouvroirs, 44 dispensaires, 243 sociétés sportives, musicales, etc. Leurs écoles comptent 21.080 élèves. Leurs allocations sociales s'élèvent à un chiffre important.

Le loyer des habitations ouvrières représente pour elles une charge de 75.480.000 francs. La distribution de 611.781 tonnes de charbon au personnel est estimée à 36.706.860 francs, leurs œuvres diverses leur coûtent, au cours de l'année, 11.800.000 francs.

La construction des maisons n'est pas terminée avec la restauration des puits. Le problème du logement ne peut se résoudre aussi vite que celui du recrutement.

C'est pourquoi en 1926, 2.000 habitations sont encore bâties pour les mines du Pas-de-Calais, 2.500 en 1927. En 1929, dans l'arrondissement minéralogique d'Arras, 64.409 logements abritent 98.127 ouvriers, soit 75 % de l'effectif total ; dans celui de Douai, les 20.000 maisons sont occupées par 32.000 locataires.

Le service qu'assurent les houillères de loger leur personnel est, à juste titre, rangé parmi les nombreux avantages qu'elles lui consentent. La construction d'une maison est estimée à 20.000 francs, le loyer moyen demandé au mineur est de 150 francs par an.

La prospérité ne stimule pas seulement l'action sociale de nos houillères, elle établit le taux des salaires à un chiffre assez élevé.

Les tarifs adoptés par la convention de novembre 1923 et qui sont majorés de 40 % en 1925, sont doublés au début de 1926. Ils reçoivent encore des augmentations successives de 15 % le 8 mai et le 7 août, ensuite de 30 %, enfin de 40 % le 10 novembre.

L'année 1927, au cours de laquelle l'allure des affaires se ralentit un peu, est marquée par une diminution moyenne de 2 fr. 60 du salaire de base.

Ces variations incessantes, dues surtout aux fluctuations du pouvoir d'achat, sont extrêmement gênantes. Aussitôt après la stabilisation, une refonte générale des barèmes est décidée à Douai.

Cette convention de novembre 1928 peut être ainsi résumée : Provisoirement et avant tout projet mûri, la rémunération de base des mineurs estimée à 19 fr. 25, est majorée de 25 %, et donc portée à 24 fr. 06. On lui adjoint l'indemnité de vie chère s'élevant à 12 fr. 85. Le versement total atteint donc 36 fr. 91. Le salaire minimum ne pourra être inférieur aux 91 % de ce chiffre.

Quant au travail à la journée, il sera payé désormais 3,4 fois plus qu'au cours de 1920, sous réserve d'une augmentation éventuelle de 20 %.

Provisoirement, les ouvriers à base 9, 8 et 7, c'est-à-dire ceux dont la rémunération s'exprime par ce coefficient par rapport au tarif de base 10 établi plus haut, recevront respectivement un supplément de 1 fr. 20, 0 fr. 80 et 0 fr. 60..

Enfin, la convention ajoute aux divers éléments du salaire une prime de 10 %, et décide qu'à l'avenir les modifications du traitement de l'ouvrier affecteront seules ce pourcentage.

L'accord est précisé à Douai le 19 janvier 1929.

Au cours de cette année, l'activité exceptionnelle des houillères fait augmenter la prime. Dans le Pas-de-Calais, l'ouvrier à base 10 gagne 38 fr. 50 à dater du 23 avril, et 41 fr. 10 après le 4 septembre.

La situation de la main-d'œuvre qui, tout en étant heurieuse, devient moins favorable qu'au cours des années précédentes, explique le ralentissement des revendications ouvrières.

Le milieu syndicaliste est plus calme qu'auparavant. Les grèves, inévitables en temps de prospérité, éclatent, mais moins fréquentes et moins importantes qu'elles ne le furent.

En 1926, les Compagnies enregistrent quelques arrêts du travail, mais locaux et passagers. Elles n'en constatent guère en 1927, ni en 1928. En 1929, l'exaspération de l'activité économique a pour conséquence une exigence plus grande de la main-d'œuvre. Une courte grève politique est décidée le 1^{er} août. Dans l'ensemble, la vie sociale apparaît beaucoup moins accidentée que dans la période précédente. Sous cet aspect comme sous tous les autres, les quelques années qui précèdent la crise s'écoulent calmes et heureuses.

La stabilité enfin acquise et si nécessaire de l'élément ouvrier permet une augmentation appréciable du rendement. C'est pourquoi les frais de main-d'œuvre par tonne extraite s'élèvent moins rapidement que l'indice général des prix. En 1929, ils augmentent pourtant avec les salaires.

Les voici exprimés pour le tonnage net dans le Nord et le Pas-de-Calais :

1928, 47 fr. 88 ; 1929, 48 fr. 85.

Les frais de main-d'œuvre ont sur le tarif des combustibles une influence immédiate et très visible.

En 1926, quand la majoration du barème de 1923 passe de 40 % à 100 %, le cours du charbon saute de 82 fr. 44 en moyenne à 107 fr. 54.

En 1927, il subit des réductions successives, et en janvier 1928 il baisse de 5 à 10 francs. Mais, si à ce moment la dévaluation intervient beaucoup dans les variations des prix et empêche toute appréciation claire, l'interdépendance des deux courbes est plus sensible en 1929 après la stabilisation.

Les deux élévations du salaire qu'entraîne au cours de cette année l'activité économique, sont immédiatement suivies d'une hausse des cours du charbon.

En résumé, comme la période précédente, celle-ci est favorable au travailleur.

Mais, parce que la population ouvrière est moins rare, son rôle est moins important qu'auparavant.

Il lui faut dépendre plus du métier. Elle le sent. L'absentéisme si redouté des Compagnies houillères se fait plus rare sans pourtant diminuer autant que par la suite au cours de la crise. C'est pour le combattre que certains projets envisagent l'adoption de vacances payées. Plus tard, le chômage affectera trop le personnel de la mine pour lui permettre des absences irrégulières.

Avec la prospérité de 1929, la bonne tenue des salaires ne peut annoncer aux ouvriers l'imminence des mauvais jours, mais déjà ils souffrent très discrètement de leur surnombre. Déjà en 1928, 3.000 Polonais quittent le Pas-de-Calais. C'est en effet la main-d'œuvre étrangère qui éprouve la première les méfaits de la concurrence ouvrière.

Le retour aux houillères des travailleurs indigènes enlève aux Polonais leur ancienne utilité. Il grossit la population minière qui, se sentant gênée, trop dense, supporte mal la présence des étrangers.

Ceux-ci sont rendus responsables des difficultés nouvelles qui affectent la condition du mineur. L'éternelle histoire de l'émigration suit son cours. Les recrues foraines sont les bienvenues tant que manque la main-d'œuvre nationale. Après la repopulation, elles semblent facilement des usurpatrices.

Cet état d'esprit ne peut qu'envenimer les rapports des deux milieux ouvriers. Aux vexations de l'un, l'autre répond, se plaint. Il est inutile de rechercher en dehors de cette cause économique les raisons de ces disputes qui, trop fréquemment, troublent l'ordre du bassin.

Mais que les réclamations de la colonie polonaise soient fondées, elles n'en dérangent pas moins les Compagnies dans la conduite de leur exploitation.

Interventions des inspecteurs, rapports, doléances, quelle que soit leur justification, indisposent les houillères à l'égard des étrangers.

Ceux-ci pourtant, jouissent toujours du même sort que l'ouvrier indigène.

Les mines restent fidèles aux recommandations officielles et aux termes du traité de Varsovie. Elles évitent toute manifestation d'impatience. Les rapatriements massifs ne commenceront que dans la période de crise.

D'ailleurs, les Compagnies savent apprécier les services des Polonais et leur nécessité. La proportion de ceux-ci reste forte durant les années de prospérité, surtout dans les travaux souterrains.

Leur femme trouve une place, elle aussi, dans la houillère. Elles sont 1.278 en 1929 dans l'arrondissement minéralogique d'Arras.

Quant à ceux et à celles qui, dans la colonie étrangère, n'ont pas la vocation de mineur, ils se placent, louent leurs services, fondent de petits commerces, embrassent même les professions libérales. Ces diverses occupations sont pour eux le lien le plus solide à la France et la meilleure préparation à la naturalisation.

La condition à la fois heureuse et troublée des Polonais et du mineur en général reflète bien l'état de l'industrie houillère.

De même que l'exploitation, tout en étant facile, rencontre plus d'obstacles qu'auparavant, la situation du personnel est favorable, mais moins assise qu'au temps de la restauration.

Le bien-être matériel dont jouit l'ouvrier est la conséquence de la prospérité générale.

Les tensions, les difficultés qui se manifestent au sein de la population minière, sont une preuve de vitalité, mais sont dues également à la concurrence ouvrière.

La surpopulation à son tour trahit l'impossibilité pour notre bassin de livrer au marché une extraction plus forte.

CHAPITRE IV

Le Commerce

Si les préoccupations techniques n'ont de cesse dans une industrie bien dirigée, du moins ne sont-elles plus les seules pour nos Compagnies houillères. Elles ont perdu la grande et exclusive importance qu'elles avaient quelques années auparavant. En période normale, le premier problème que nos mines ont à résoudre est commercial : c'est la recherche des débouchés.

Les années qui s'écoulent entre la reconstitution du bassin et la crise sont consacrées à l'exploitation régulière dans une situation économique qui n'a plus aucun caractère exceptionnel. En leur cours, le commerce reprend sa place.

Des lendemains de la guerre, il garde quelques traits affaiblis.

Il est assez facile en général, moins pourtant qu'auparavant. L'écart n'est plus si grand qui séparait la consommation de la production. L'aisance des transactions n'est plus due à la faiblesse de l'offre, mais à l'ampleur de la demande.

La courbe des affaires est toujours ascendante, mais s'élève moins vite que dans les années précédentes.

Une politique commerciale soutenue caractérise la nouvelle période. Des mesures techniques tendent à abaisser le prix de revient, l'aide de l'Etat est patiemment réclamée.

Celle-ci n'est guère très efficace et si les débouchés du charbon s'étendent, il faut en rendre grâce à la prospérité.

En bref, le commerce de nos houillères est facile, moins pourtant qu'il ne le fut depuis la guerre. Les conséquences

qui découlent d'une telle situation sont donc semblables à celles qu'engendra l'état du marché au cours de la restauration, mais plus atténuées.

Quelques variations secondaires affectent l'état général des transactions de nos mines.

En 1926, il faut écouler une production bien forte, nettement supérieure à celle de 1913.

Or, la poursuite du rendement maximum est à peine inaugurée et nos Compagnies mesureraient peut-être mieux leurs forces et leurs possibilités, si la grève anglaise ne les débarrassait d'un concurrent gênant et ne leur cachait, ainsi qu'au Gouvernement, la nécessité d'entreprendre au plus tôt la lutte commerciale.

Non seulement l'extraction du Pas-de-Calais, qui monte à 24.044.772 tonnes nettes, est absorbée par la clientèle, mais les stocks diminuent de plus de 500.000 tonnes dans ce même département. Devant cette constatation, les pouvoirs jugent prudent de se réserver le droit de disposer de 8 % de la production charbonnière.

L'année 1927 n'a d'autre avantage que d'appartenir à une période prospère. La consommation y est forte, mais n'épuise pas entièrement les 33 millions de tonnes que fournit alors le bassin.

Peut-être ce léger échec explique-t-il le ralentissement de l'extraction en 1928.

Mais l'exaspération de l'activité économique à la veille de la crise suscite de nouveau l'ardeur des houillères.

Celles-ci, devant la consommation inouïe de 1929, regrettent leur timidité et, en 1930, en réagissant contre elle, aggravent leur surproduction.

En résumé, la situation du marché est toujours favorisée par quelque cause précaire. Loin de préparer les mines à la

crise, elle les trompe au contraire sur leurs forces et sur celles de leurs concurrents.

Ceux-ci sont-ils dangereux ? Lors de la reconstitution, leur action en France ne pouvait être inquiétante. Il n'en est pas de même lorsque le bassin retrouve et dépasse son importance d'avant-guerre.

L'Angleterre, en dépit de nos traités passés avec l'Allemagne, reste notre plus grand pourvoyeur étranger, la première rivale de nos houillères.

Si les obligations nouvelles que lui impose l'évolution sociale sont comparables aux nôtres, l'inflation de la monnaie française ralentit sa puissance d'exportation.

Mais l'amélioration des cours du charbon britannique sur les prix de notre combustible, constatée en 1921, s'accroît désormais, après un léger arrêt.

Ainsi, en 1923, les deux tarifs se rapprochaient étant respectivement de 81 francs et de 25 sh. 1.

Au cours des années suivantes, ils se différencient toujours plus : 1925, 85 fr. 18 et 19 sh. 1 ; 1926, 109 fr. 22 et 18 sh. 7 ; 1927, 115 fr. et 17 sh. 10 ; 1928, 101 fr. 70 et 15 sh. 7.

Prouvant leur force singulière, les exploitations d'outre-Manche peuvent lutter contre la prime que donne à nos houillères nationales la baisse continuelle du franc.

Après la stabilisation, les prix anglais f.o.b. à Dunkerque sont de 15 sh. 7 et donc inférieurs au cours moyen de nos charbonnages.

En réalité, quel que soit le succès de notre commerce, il ne porte pas préjudice à la Grande-Bretagne qui se réserve invariablement une bonne part du marché français. En 1926, à la faveur de la grève d'outre-Manche, notre bassin gagne la clientèle de quelques départements côtiers, mais pour bien peu de temps.

Si nos houillères voient ensuite croître leur chiffre d'affaires, c'est grâce à la seule exaspération des besoins, jamais à une victoire sérieuse dans la zone d'action britannique.

En 1927, l'Angleterre fournit la moitié de l'exportation française dans laquelle, depuis 1925, ne sont plus compris les charbons sarrois.

Notre second concurrent est sans conteste l'Allemagne.

Pourtant, la forte concentration des houillères rhénanes, leur industrialisation, le bon état des voies navigables, tous ces adjuvants du commerce ne peuvent, pour l'instant, nuire à l'économie française, puisqu'ils facilitent au contraire la livraison des charbons des réparations. Mais les avantages accordés à l'entrée chez nous du charbon allemand, les préférences qui vont officiellement à lui, la possibilité qu'il obtient désormais d'être l'objet d'achats directs en France, peuvent affecter notre industrie houillère.

Pour celle-ci, le traité des réparations est une gêne évidente. Mais l'équipement moderne des riches gisements d'outre-Rhin est surtout une menace pour l'activité future de nos mines, pour le jour où les relations reprendront leur cours normal entre les deux pays voisins.

Quant à la Belgique, les transactions qui existent entre elle et nos exploitations ne sont que l'échange de combustibles différents. Le recours à l'étranger est en effet nécessaire aux consommateurs français. Il n'y a pas qu'une seule sorte de charbon, et c'est pourquoi notre bassin du Nord ne pourrait, même en intensifiant au maximum son extraction, satisfaire complètement la clientèle indigène.

Le Pas-de-Calais est surtout riche en charbons à gaz dont le pourcentage en matières volatiles est assez élevé, également en houilles grasses, un peu moins en quart gras.

Dans l'arrondissement minéralogique de Douai, cette der-

nière espèce est au contraire assez répandue. Mais comme la production totale de ce département est inférieure à celle du premier, le combustible dont il est riche est quand même moins abondant que dans l'arrondissement minéralogique d'Arras.

L'anhracite dépasse de peu dans le Nord le chiffre du quart gras.

Ensuite viennent les charbons gras.

On observe dans notre bassin, que le gisement renferme d'autant plus de matières volatiles qu'il est plus occidental. Les géologues ont découvert pourtant que la veine de charbon maigre du Nord se prolonge jusqu'à l'extrémité Ouest du Pas-de-Calais.

Nos deux départements qui sont en France les principaux producteurs de houille, comptent aussi les plus nombreuses variétés de combustible. Or, ni l'un ni l'autre ne produisent de charbons secs.

La Sarre, nouveau fournisseur, apporte surtout du charbon à gaz déjà abondant dans le Pas-de-Calais. Comme toute région industrielle, elle consomme beaucoup de combustibles gras, tout au moins sous forme de coke.

Or, notre production est déjà insuffisante dans cette espèce très utile. Le recours à l'étranger, loin d'être rendu moins urgent par la collaboration de la Sarre, est au contraire plus impérieux qu'avant-guerre.

Ainsi s'explique le commerce de nos houillères avec la Belgique.

Dans l'ensemble, ce pays de grande activité nous achète plus de houille qu'il ne nous en vend. Notre bassin lui fournit la plus grande partie de ses faibles exportations, ses rapports avec l'Afrique du Nord étant encore très limités malgré les efforts de la propagande.

Le charbon français est donc entouré de concurrents puissants, mais ne redoute guère encore sérieusement, comme le combustible américain, la rivalité des nouvelles sources d'énergie, pétrole, mazout, etc...

L'usage de l'électricité ne peut, en se développant, porter un réel préjudice à nos houillères du Nord, puisque les centrales thermiques de cette région sont des annexes de la mine.

Aussi, malgré l'apparition de substituts de la houille, la consommation charbonnière de la France ne cesse de croître.

Elle a tout d'abord augmenté avec la réannexion de l'Alsace et de la Lorraine.

La Sarre n'extraît pas assez pour sa propre industrie et souligne l'insuffisance de notre production en charbons gras.

Avec ses nouvelles frontières, la France, dont les besoins s'élevaient au lendemain de l'Armistice, à 60 millions de tonnes, consomme 75 millions de celles-ci en 1925. De 1926 à 1929, la demande nationale se maintient à 80 millions de tonnes. A la veille de la crise, l'exaspération des affaires la porte subitement à 90 millions.

Le marché qui s'ouvre à l'activité de nos mines est donc important.

C'est lui qui, aidé des perfectionnements techniques, d'une méthode intelligente, conditionne les progrès remarquables de l'extraction au sein de notre bassin du Nord.

Après avoir abaissé les prix de revient du combustible par l'économie du rendement, nos houillères envisagent l'amélioration des conditions de leur commerce. Avant tout, elles cherchent à obtenir des tarifs de transport favorables, elles demandent la modernisation des voies d'eau.

Si, en effet, les concessions du Nord et du Pas-de-Calais ne fournissent pas plus de 34.500.000 tonnes en 1929, seule l'obligation du subir la concurrence de 13.200.000 tonnes de charbons anglais limite leur action.

Leur équipement leur permet d'atteindre une production bien supérieure à celle qu'elles livrent à leur clientèle.

Le grand problème qu'ont à résoudre nos houillères au cours de la prospérité est donc commercial.

La préoccupation de trouver des débouchés à l'extraction a des répercussions sur la technique de l'exploitation.

Le consommateur est désormais exigeant, et pour le satisfaire les mines lui vendent le charbon soigneusement préparé.

L'élimination sévère des déchets et impuretés est sensible dans l'écart toujours grandissant entre les chiffres des productions brute et nette. En 1928, dans le Pas-de-Calais, ceux-ci sont respectivement de 26.239.731 tonnes et de 24.045.903 tonnes. Ils diffèrent presque de 2 millions de tonnes.

En 1929, ils se différencient plus encore non seulement en valeur absolue, mais aussi proportionnellement. Le premier s'élève à 29.336.000, supérieur de plus de 4 millions de tonnes au second qui est de 25.281.000.

D'ailleurs, la France se classe la première de tous les pays houillers, dans la préparation du combustible. Elle lave 85 % de son extraction. Ce pourcentage est un peu plus élevé que celui des mines allemandes égal à 80 %, bien plus important que celui de l'Angleterre qui n'atteint que 25 %.

Pourtant les progrès techniques permettent d'utiliser une part toujours croissante du combustible qui n'a pas été lavé et qui n'a subi que l'opération du triage.

La modernisation des machines se caractérise entre autres indices par la possibilité pour celles-ci de fonctionner avec le minimum de calories.

Un des grands avantages que présente la centrale pour nos houillères est justement de brûler des roudilles d'une grande teneur en cendres et en eau.

Avec la reconstruction, la production d'électricité s'est vulgarisée dans le bassin du Nord. Elle est désormais très importante. Encore en 1927, Dourges et Nœux installent des groupes électrogènes d'une puissance respective de 10.000 et de 16.000 kw. En 1928, les centrales du bassin produisent 1 milliard 200 millions de kwh.

Or, la quantité de houille dépensée par kwh est estimée à 1 kg 2.

L'électricité est donc un débouché très important pour nos mines, et le développement de son usage est, pour elles, une bonne politique.

Les préoccupations commerciales entraînent-elles également l'extension des annexes telles que les cokeries, les fabriques d'agglomérés, les usines chimiques ?

Elles interviennent peut-être un peu dans le progrès des deux premières de ces industries, bien que l'essor de celles-ci s'explique avant toute autre cause par l'état favorable du milieu économique.

Leurs produits sont très demandés et il semble que la consommation suscite l'agrandissement des usines de surface plus que le besoin pour la mine de trouver en ces dernières un débouché.

Les houillères de notre bassin brûlent, en 1928, 4.685.900 tonnes de combustible dans leurs fours pour fournir 3.600.000 tonnes de coke. Elles emploient 2.328.540 tonnes de charbon à fabriquer 2.557.000 tonnes d'agglomérés.

Ces annexes facilitent évidemment l'écoulement de la forte production minière, mais elles ne sont pas susceptibles d'un développement aussi grand que celui de l'industrie électrique. De plus elles rencontrent la concurrence de cokeries d'usines, de presses indépendantes.

Quant aux laboratoires chimiques, ils ne travaillent que

pour un marché restreint. Leur principal intérêt est d'utiliser des sous-produits jadis abandonnés en pure perte.

La politique commerciale de nos houillères ne leur recommande donc pas de rechercher des débouchés dans l'intégration.

Elle les pousse, avant toute autre préoccupation, à agrandir leur zone géographique de vente. L'augmentation de leur clientèle conditionne l'extension qu'elles poursuivent.

Le soin avec lequel les Compagnies suivent sur la carte les progrès de leur influence est caractéristique de la période 1925-1930.

Les rapports annuels délimitent toute la région avoisinant notre bassin et dont les départements consomment plus de 100.000 tonnes par an. Ceux qui achètent à nos mines plus de 10.000 tonnes forment une seconde circonscription qui entoure la première.

Les frontières de ces deux marchés varient très peu, surtout celles du plus faible, car, sauf en de rares circonstances, nos exploitations ne peuvent évincer la concurrence anglaise.

L'accroissement des besoins de certaine clientèle éloignée, la fait parfois entrer dans la zone de grande consommation dont les limites augmentent ainsi plus souvent que celles des livraisons moins importantes.

Si ce dernier groupe s'étend en 1926 grâce à la faiblesse de la concurrence britannique, si parmi ses nouveaux clients la bassin compte alors la Gironde, la Dordogne, les Hautes et Basses-Pyrénées, c'est pour bien peu de temps.

En réalité, le commerce de nos mines ne dépasse jamais un certain périmètre, très semblable à celui où il se confinait en 1913. Le Sud de la France achète très peu de charbons

de provenance indigène. La côte Ouest traite directement avec l'Angleterre.

Ainsi, toute une aire dont les frontières sont assez proches du Nord, à l'Ouest, s'en éloignent un peu plus à l'Est, n'adresse aucune commande à notre bassin septentrional.

La zone de grande consommation garde, elle aussi, sensiblement les mêmes limites qu'avant-guerre. Pourtant elle n'englobe plus l'Aube et les Vosges qui s'alimentent désormais en partie des houilles sarroises.

Au Sud, son extrémité la plus avancée est la région parisienne.

Evidemment, les frontières qui délimitent les ventes des mines du Nord ne s'étendent pas toujours aussi loin que celles qui bornent l'action commerciale des houillères du Pas-de-Calais. De même à l'intérieur de chaque circonscription, les livraisons de l'arrondissement minéralogique de Douai sont inférieures aux chiffres d'affaires de celui d'Arras.

L'écoulement d'une production toujours croissante n'est possible qu'avec l'augmentation des besoins de chaque clientèle. La consommation de charbon grandit surtout dans les régions industrielles et c'est pourquoi, en 1928-1929, les transactions de nos mines deviennent très importantes dans le Nord de la France et se développent sensiblement dans la Belgique et le Lyonnais.

Dans le Sud-Est, les Bouches-du-Rhône, les Alpes Maritimes, l'Hérault et la Haute-Saône s'intègrent désormais dans la zone des livraisons supérieures à 10.000 tonnes.

Enfin, avec la prospérité, les relations commerciales de notre bassin avec Paris s'intensifient.

De tous les marchés, la région parisienne est évidemment le plus recherché. Malheureusement pour notre industrie nationale, il est très accessible aux charbons anglais qui

livrent aux nôtres une concurrence redoutable sur cette place importante.

La Seine est, pour l'exportateur britannique, une voie d'accès merveilleuse, ouverte aux plus grands cargos. La première préoccupation commerciale de nos houillères est d'étendre leurs débouchés vers la capitale, d'y combattre les combustibles d'outre-Manche.

En 1929 le département de la Seine, qui recourt alors aux charbons français plus largement que d'ordinaire, en achète 4.627.000 tonnes, tandis que sa consommation totale est, en cette année, de 8.655.000 tonnes. Une telle marge laisse un champ d'action au progrès de nos livraisons. Elle apparaîtra intolérable avec la crise.

Or, quelles sont les mesures qui s'imposent à nos compagnies pour accroître leur clientèle dans le bassin parisien ?

Elles abaissent leur prix de revient grâce à une méthode bien plus sévère que celle des producteurs anglais, sans pourtant atteindre un rendement aussi favorable que celui qu'obtiennent ces derniers.

Au cours du charbon à Lens ou à Douai il faut, pour calculer les prix de vente à Paris, ajouter les tarifs et les conditions du transport, la valeur appréciable du combustible qui, s'effritant en cours de route, cesse d'être marchand, les frais trop souvent sous-estimés des revendeurs dont les installations sont coûteuses et dont le travail n'est possible qu'à certaines heures, les bénéfices des différents intermédiaires.

Tous les éléments du prix de vente sont communs aux houilles françaises et britanniques, sauf ceux du transport. Ce dernier avantage nettement sur nos mines leur concurrent le plus dangereux. Les frets charbonniers anglais sont très bas. A son arrivée en France l'exportateur, non seulement trouve une voie large et directe vers Paris, mais ne se

heurtée à aucune taxation sérieuse. La campagne de protection douanière ne sera d'ailleurs menée avec ardeur qu'au cours de la crise.

Durant la prospérité, l'effort commercial de nos mines tend surtout à l'amélioration urgente des relations entre deux régions importantes : celle du Nord et celle de Paris. Avant de réclamer des droits contre la concurrence étrangère, nos compagnies veulent combattre celles-ci en obtenant l'amélioration des voies de communication et des conditions du transport en général.

Le charbon est expédié principalement par chemin de fer, moyen rapide et relativement peu coûteux.

En 1928, plus de 72 % des expéditions du Pas-de-Calais, une proportion plus élevée encore de celles du Nord, empruntent la voie ferrée.

Les tarifs ferroviaires sont en effet plus avantageux que les frets, bien qu'encore susceptibles d'être abaissés.

En 1918, nos grands réseaux, par désir de simplification, avaient adopté le principe du barème unique. Celui-ci ne survécut pas à l'expérience ; il se révéla trop rigide. Les différenciations réapparurent donc assez rapidement.

A côté des prix de faveur consentis aux charbons français et sarrois, les réseaux restaurèrent les régimes particuliers.

La Compagnie du Nord consent aux charbonnages indigènes des tarifs spéciaux dans certaines directions ; vers l'Ouest par exemple.

Elle leur applique le système des prix fermes qui se caractérise par l'accord de conditions exceptionnelles de transport sur un point déterminé où la concurrence est forte et la consommation importante.

Elle attribue des primes et ristournes aux chargements en wagons de plus de dix tonnes, aux trains complets.

Nos houillères passent aujourd'hui des contrats avec des sociétés spécialisées dans la location du matériel roulant (A.R.B.E.L., S.T.A.P.S.).

Quant au taux des tarifs, c'est une majoration successive de celui qui fut établi en 1918, après un remaniement général.

Ces augmentations continuelles élèvent le barème à 370 % de celui de base au 1^{er} mars 1928. Une légère réduction de l'impôt alors accordée, et qui en fait baisser le taux de 5,75 % à 5 %, établit le coût réel du transport à 4,935 de ce qu'il était au lendemain de la guerre.

Ces mesures sont dues aux réclamations assidues des compagnies de mines.

De Lens à Paris, les tarifs par tonne, tous frais et impôts compris, sont, en 1928, de 42 fr. 40 pour les wagons de 10 tonnes, 34 fr. 55 pour les envois par rames de 180 tonnes.

Ces conditions sont beaucoup plus onéreuses que celles qui sont consenties à l'étranger par les chemins de fer ou toute autre entreprise de transport. M. Lafitte Laplace, dans son étude sur l'Economie Charbonnière de la France, constate, après la dévaluation de la livre, que le charbon anglais pour traverser l'Atlantique et atteindre Buenos-Ayres, paye le même prix que notre combustible de Douai à Paris.

Le consentement de tarifs privilégiés, de ristournes et de primes ne peut donc satisfaire entièrement les prétentions de nos houillères. Celles-ci, durant les quelques années qui précèdent la crise, s'autorisent toujours de l'exemple de l'étranger pour obtenir l'amélioration des conditions de transport.

Elles ne demandent pas seulement des barèmes de faveur, elles réclament également un meilleur aménagement des voies de communication.

Si le bassin du Nord est directement relié à Paris par les

grandes lignes de chemins de fer, il est très mal desservi par les voies d'eau.

Or, le chaland se prête admirablement au trafic du charbon qui peut souffrir quelque lenteur et qui porte toujours sur des masses importantes.

L'Allemagne a relié la Ruhr à la Baltique et à Berlin par un système de canaux très larges.

Les nôtres sont primitifs, désuets. Ils ne livrent passage qu'à des péniches de 280 tonnes ; ils sont sans cesse entrecoupés d'écluses, bref ils ont gardé une physionomie périmée et gênent l'expansion commerciale de nos houillères.

Pourtant, les doléances des Compagnies de mine ont valu à la région du Nord la modernisation de ses voies d'eau.

Mais l'accès du marché parisien est très difficile aux marins qui ne peuvent y acheminer les charbons du Nord en moins de trois semaines. Une telle lenteur n'est pas seulement fâcheuse en elle-même, elle est incompatible avec un fret avantageux. C'est pourquoi les expéditions par chemins de fer sont plus nombreuses que celles par canaux.

Recherchant le moyen de vendre à Paris leur combustible au même prix que les houilles anglaises, nos mines ne le trouvent que dans l'amélioration des voies d'eau et rappellent l'intérêt du canal du Nord.

Celui-ci, dont l'aménagement avait été projeté pour la première fois en 1903, devait relier directement Arleux sur la Sensée à Noyon sur le canal latéral à l'Oise. Il aurait eu les divers avantages d'écourter le trajet de 41 kilomètres, de supprimer 23 écluses, de faire gagner trois jours de voyage. Les houillères, intéressées à cette proposition, avaient déjà versé, en 1903, un fonds de concours de 23 millions de francs-or pour en hâter l'exécution.

Désormais, le canal apparaît toujours aussi utile, mais on

l'envisage plus moderne qu'on ne le concevait avant guerre, plus large et plus profond, permettant un enfoncement de 2 m. 50 et non plus de 1 m. 80. Ce perfectionnement est estimé à lui seul à 800 millions, en comprenant d'ailleurs dans cette somme la modernisation des voies d'eau du Nord et du Pas-de-Calais aboutissant au canal projeté.

Cette entreprise n'intéresse pas que les houillères, mais aussi les mariniers dont le commerce avec nos mines représente les 3/4 du chiffre d'affaires.

Mais des hésitations devant les problèmes techniques et les contributions financières retardent continuellement l'inauguration des travaux.

Nos charbons du Nord sont donc dirigés vers Paris par le canal de Saint-Quentin, dont la puissance de gabarit n'est pas négligeable, mais insuffisante pour permettre au bassin une lutte égale contre le combustible anglais.

Les doléances des houillères obtiennent pourtant un résultat. L'Administration des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais modernise le réseau de la région minière, prévoit son aménagement pour les péniches de 350 tonnes, puis par la suite, pour des chalands de 600 tonnes. La traction par locomotrices électriques remplace le halage qui s'effectuait peu de temps auparavant par des chevaux ou par les hommes eux-mêmes. Les quais sont dotés d'un outillage remarquable.

Ces améliorations qui seront très sensibles quelques années plus tard, facilitent déjà le transport du charbon dans le voisinage immédiat des Compagnies, les rapports avec Lille et la Flandre industrielle.

Quant aux conditions défectueuses des canaux reliant le Nord à Paris, elles rendent assez élevé le fret du charbon vers la capitale. De 1926 à 1930, celui-ci varie, pour le trajet Lens-Paris, de 30 à 38 francs.

Si, voulant assurer leur extension, nos mines recherchent toujours de plus grands débouchés et demandent l'amélioration des voies de communication, d'un autre côté la grande soif du consommateur leur donne sur le marché un rôle intéressant.

Leur position est avantageuse, moins assise pourtant qu'aux lendemains de la guerre, car si la demande est forte, l'offre a crû considérablement en quelques années.

Première conséquence du bien-être économique, les prix du charbon se maintiennent assez haut, ainsi que le salaire du mineur.

Les cours de la houille qui, en moyenne, étaient estimés à 85 fr. 18 en 1925 par la mercuriale de Douai, montent à 109 fr. 22 en 1922, à 115 fr. en 1927.

Mais pour bien comprendre la valeur de ces chiffres, il faut éliminer l'influence capricieuse qu'exerce l'inflation dans l'établissement des tarifs.

Alors apparaît mieux la différenciation entre la situation commerciale de ces quelques années prospères et celle des lendemains immédiats de l'Armistice.

Les progrès techniques et la méthode permettent à nos mines de vendre, en 1925, leur charbon moins cher qu'en 1913.

En effet, on évalue le « tout venant industriel » à 20 fr. 50 à la veille de la guerre. Il vaut 15 fr. en 1926 avec la même unité de compte. Il tombe même à 12 fr. 10.

Puis, sous l'influence de la grève anglaise, il s'élève à 25 fr. 82. Dès lors, les cours se soutiennent toujours au-dessus de leur taux d'avant-guerre. Ils sont particulièrement haut en 1929.

En général, bien que le pouvoir d'achat du mineur soit toujours légèrement supérieur à celui de 1914, l'indice des

charbonnages n'atteint pas le niveau de celui des prix de gros. Peut-être peut-on expliquer cette constatation par les bienfaits de la méthode et les progrès techniques consacrés au sein de nos exploitations houillères.

Les indices respectifs varient ainsi : celui des prix de gros : 550 en 1925, 703 en 1926, 617 en 1927, 620 en 1928, 610 en 1929 ; celui du charbon : 500 en 1925, 640 en 1926, 680 en 1927, 605 en 1928, 665 en 1929.

Il est curieux de voir, en 1925 et en 1926 par exemple, la valeur du charbon supérieure en or à son taux d'avant-guerre et inférieure pourtant au cours des articles choisis pour représenter le commerce de gros.

Ce phénomène prouve que la hausse des prix en général est plus rapide que la dévaluation.

Bien que désormais nos Compagnies aperçoivent nettement les limites du marché houiller, elles ne ressentent guère encore la nécessité d'unir leurs efforts contre la concurrence. Elles ne consentiront à aliéner une partie de leur indépendance qu'après avoir éprouvé, durant un certain temps, les méfaits de la crise. La seule obligation qui lie entre eux les divers exploitants du bassin, est toujours l'acceptation d'un barème commun, l'observation de la mercuriale de Douai.

Pourtant, la rivalité toujours plus pressante des producteurs étrangers, conduit nos mines à conclure quelques accords avec ceux-ci. Alors que nos Compagnies semblent ignorer la lutte qu'elles se livrent entre elles, elles s'inquiètent de l'influence extérieure sur le marché français et les premières ententes sur la répartition des ventes, signées par les houillères du Nord, dépassent le cadre national.

L'individualisme des entreprises de notre bassin septentrional subit donc une première atteinte, bien légère il est vrai.

En effet, les obligations communes auxquelles elles s'engagent, sont limitées à des objets bien précisés et n'entraînent pas pour les signataires une grande abdication de leur liberté d'action.

Ainsi, la « Convention des Gailletteries » n'est qu'un simple échange de vues entre les mines du Nord et celles de la Belgique. Elle n'aboutit à aucune conclusion formelle et ne prévoit aucune sanction. Son seul but est l'examen en commun des conditions de vente des charbons de foyers domestiques dans le Nord de la France et dans la région parisienne, marchés très accessibles aux exportateurs.

L'accord conclu en 1928 entre les houillères anglaises et celles de notre bassin, n'entraîne pas non plus pour celles-ci des devoirs très étroits.

La rivalité des charbons d'outre-Manche est ressentie très nettement dans notre pays noir, dès que cesse la crise des mines britanniques. Pour se défendre contre ce danger appréciable, nos Compagnies consentent à sacrifier un peu de leur indépendance. Elles arrêtent avec les importateurs anglais, les conditions de livraison des espèces domestiques et des briquettes dans 17 départements de l'Ouest.

La convention nécessite la création d'un organisme de répartition, le Comptoir des Charbons classés et agglomérés (C.C.C.A.).

Ici encore, les obligations, moins larges peut-être que celles qui lient nos houillères aux entreprises belges, ne s'étendent qu'à un domaine restreint. Elles visent une clientèle localisée et des types de combustible déterminés. Il n'existe donc pas avant la crise d'ententes commerciales profondes et étendues.

Le temps ne favorise pas encore la collaboration, mais déjà l'individualisme de nos mines n'est plus intégralement sauvegardé.

La situation de notre industrie charbonnière, satisfaisante dans l'ensemble, a d'heureuses répercussions sur la main-d'œuvre et sur la population minière.

Les économies réalisées sur 1913 ne sont obtenues que grâce à un meilleur rendement. Elles permettent l'augmentation des salaires et l'adoption des barèmes élevés de 1928. Les frais de main-d'œuvre à l'extraction de la tonne nette ne sont pas le seul élément du prix de vente, bien qu'en étant le plus important. Il les faut majorer de 11 % en moyenne pour obtenir leur montant par tonne marchande. A ces dépenses, il faut ajouter pour connaître la valeur du combustible sur le marché, les fournitures de magasin, les opérations de chantiers et ateliers, les transports, l'amortissement, les frais commerciaux, les impôts, etc...

Les charges financières des Compagnies houillères sont très importantes. La grande activité qui, au lendemain de la restauration de nos mines, favorise leur essor, ne leur procure pas des bénéfices exagérés comme on le prétend parfois. M. Lafitte Laplace (1) estime qu'au plus fort de la prospérité, les rémunérations brutes des actionnaires et obligataires des Sociétés les plus importantes du bassin du Nord varient de 10 fr. 15 à 11 fr. 60 par tonne d'extraction nette.

L'exemple est choisi à dessein dans les meilleures années et les entreprises les plus actives. Enfin, le fisc réduit beaucoup les bénéfices qui, en définitive, n'approchent jamais des chiffres précités.

La période 1925-1930 est néanmoins, pour nos houillères, une époque de réelle prospérité. Les titres des mines du Pas-de-Calais atteignent, en 1929, une valeur boursière totale de 12.259 millions 6, soit 2.452 millions en francs 1913. Les dividendes versés par titre représentent un total de 275 millions 616.

(1) Ouvrage précité, pages 269 et s.

La prospérité suscite également l'activité commerciale de l'industrie annexe.

Si, en 1924, celle-ci avait sensiblement la même importance qu'avant-guerre, elle se développe vite par la suite.

En 1928, les fours de notre bassin produisent 4.685.889 tonnes de coke et fabriquent 3.639.176 tonnes d'agglomérés.

Or, la demande croît aussi rapidement que l'offre et évite l'engorgement des usines de la mine comme celui des entreprises indépendantes.

Production et consommation suivent une progression parallèle. C'est pourquoi malgré l'augmentation des besoins et des livraisons, l'importation de coke reste invariable à 5 millions de tonnes.

Le commerce intérieur est toujours également facile, et les 15 millions de tonnes qui, en 1930, sortent des fours français, sont écoulés aussi facilement que l'étaient les 7 millions en 1922. L'ampleur des débouchés profite surtout aux cokerines d'usines qui se sont bien plus développées que celles des mines.

Le marché des agglomérés semble, lui aussi, infiniment extensible. Les presses des houillères du Nord et du Pas-de-Calais sont beaucoup plus importantes qu'avant-guerre. Elles fabriquent, en 1928, 3.639.176 tonnes contre 1.771.000 en 1913.

Or, durant leur restauration, suscitées par la faiblesse de l'offre, des entreprises indépendantes sont venues suppléer à l'insuffisance des annexes de nos mines dévastées. Leur production a vite atteint 2 millions de tonnes.

La consommation absorbe toutes ces augmentations. La crise même, loin de ralentir la fabrication des boulets et briquettes, la stimulera au contraire.

L'industrie chimique, la vente de l'énergie électrique ne posent guère de véritables problèmes commerciaux.

En bref, nos mines du Nord qui, leur restauration achevée, veulent poursuivre leur évolution en développant leurs relations commerciales, trouvent un merveilleux adjuvant de leur politique primordiale dans la prospérité de la période 1925-1930.

Seule l'activité économique permet à notre bassin d'écouler la forte production qu'il atteint à la veille de la crise.

CHAPITRE V

L'intervention

Avec la restauration du bassin du Nord, l'intervention dans la technique des houillères devient inutile.

La réorganisation est désormais définitivement achevée et ne nécessite plus de directives officielles.

L'adaptation de la vie du mineur aux nouvelles conceptions sociales a été entreprise au lendemain de la guerre. Les grandes lois ouvrières sont votées.

Dans le domaine commercial, la tarification a cessé le 31 décembre 1921.

La situation économique ne présentant aucun caractère exceptionnel au cours de la période 1925-1930, l'action des pouvoirs publics dans l'industrie minière reprend ses limites ordinaires.

La seule manifestation un peu inattendue de l'autorité du Gouvernement est l'attribution qu'il prend du droit de disposer, en 1926, de 8 % de la production charbonnière.

Notre bassin étant restauré est soumis maintenant à toutes les dispositions du régime minier légal. Aucune sollicitude particulière envers nos exploitations du Nord et du Pas-de-Calais ne les distingue des autres houillères nationales.

Les charges fiscales qu'elles acquittent s'élèvent à une somme importante.

La redevance fixe a été établie sur la base de 1 franc par hectare par la loi de finances du 30 décembre 1916.

Or, les concessions du Nord s'étendent sur une superficie de presque 65.000 hectares, et celles du Pas-de-Calais en mesurent 75.000.

Pour stimuler l'activité des exploitants, la loi porte à 5 fr. la taxation des mines inexploitées depuis plus de 10 ans.

Cette mesure affecte à peine notre bassin, de même que la réduction du taux à 0 fr. 30 en faveur des entreprises si petites qu'elles ne se rencontrent guère dans le Nord de la France.

Quant à la redevance proportionnelle, elle est égale à 25 % des bénéfices réalisés dans les exploitations soumises au régime simple de la concession. Pratiquement, en y ajoutant les centimes additionnels et les frais divers, elle est estimée à 28,325 %. Elle est liquidée forfaitairement, le revenu net imposable est la totalité des sommes dont la distribution a été votée aux actionnaires dans l'année précédant celle du rôle.

Dans le régime, plus rare, du permis d'exploitation, la redevance est égale à 5 % de la valeur, à la sortie du puits, des produits vendus.

Les seules concessions du Pas-de-Calais distribuent, en 1929, 275 millions 616 de dividendes. Le bassin du Nord est donc pour l'Etat une source de revenus très importante.

Ces charges remplacent, pour les houillères, la patente.

Les autres impôts applicables à la mine sont ceux qui frappent toute industrie.

La taxe à la production est comparable à l'impôt sur le chiffre d'affaires, puisque sa perception porte sur les ventes de houille, coke et autres produits des annexes. Son taux, qui est de 1,80 % le 13 juillet 1925, monte à 2,50 % le 4 avril 1926.

L'examen de ces taxations, bien que dépassant par sa généralité le cadre d'une étude locale, est nécessaire pour expliquer l'infériorité de nos houillères dans leur lutte contre des concurrents tous moins imposés qu'elles.

Non seulement les Compagnies de mine réclament l'aide de l'Etat à la poursuite des débouchés, mais tout d'abord elles combattent l'exigence croissante du fisc.

Ainsi, tout en demandant l'amélioration des communications, elles s'opposent à ce que la taxe à la production ne frappe le prix du charbon rendu, c'est-à-dire ne s'ajoute aux droits qui déjà affectent le transport. Elles font remarquer que les primes consenties par les pays voisins à leurs exploitations houillères favorisent, avec le mauvais état de nos canaux, la vente des charbons étrangers sur nos marchés les plus importants.

En résumé, nos mines déplorent l'insuffisance de la protection officielle envers leur commerce.

C'est dans le domaine social que l'action des pouvoirs est la plus sensible, la plus soutenue.

Mais encore, au cours de cette période de prospérité, la situation du mineur ne demande-t-elle pas de mesures exceptionnelles. La main-d'œuvre ne fait qu'user des nombreux droits qui lui ont été accordés depuis la guerre, elle jouit des progrès qu'apporta à son sort l'évolution des idées sociales.

La sécurité du mineur est assurée toujours plus sévèrement. Les puits grisouteux sont classés et sont soumis à une surveillance étroite.

La proportion des accidents mortels diminue. Elle est moins forte en France qu'à l'étranger et plus faible dans le bassin du Nord que dans les autres houillères nationales. Si le nombre des blessés est un peu supérieur à celui de 1913, ce phénomène s'explique par l'accroissement des risques qu'entraîne la mécanisation, par l'embauchage d'un personnel assez inexpérimenté, par l'habitude enfin qu'a acquise l'ouvrier de déclarer régulièrement l'accident.

La protection du personnel est une des fonctions les plus

déliçates du service du contrôle des mines rattaché au ministère des Travaux Publics.

Le rapport que dresse chaque année cette institution porte qu'en 1928, dans l'arrondissement minéralogique d'Arras, 105 morts accidentelles sont à déplorer. Les déclarations d'incapacité permanente s'élèvent à 710 et celles d'incapacité temporaire de plus de 4 jours se montent à 39.630. En pourcentage, 370 accidents pour 1.000 ouvriers. La proportion des cas mortels est de 0,83 pour 1.000 hommes affectés aux travaux du fond.

Une intervention assez originale, qui est spéciale au bassin du Nord et aux années précédant immédiatement la crise, est la protection officielle de la main-d'œuvre étrangère.

Le Gouvernement conseille la modération envers la colonie polonaise dont les réclamations importunent les Compagnies houillères.

Cette mesure d'un intérêt strictement local est une des rares manifestations de l'action des pouvoirs publics qui soit alors particulière à nos mines du Nord.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Leur restauration achevée, nos mines, pour poursuivre leur extension, se préoccupent de développer leurs relations commerciales.

Il leur est inutile, en effet, de pousser plus avant la technique de l'exploitation. Elles peuvent, avec l'outillage qu'elles possèdent et le personnel qu'elles comptent à la veille de la crise, dépasser de beaucoup les résultats qu'elles obtenaient avant guerre. Seul, le désir qu'elles ont abandonné de satisfaire la consommation nationale, nécessiterait de nouvelles installations et un recrutement plus nombreux.

Ce qui limite tout d'abord la production du bassin est l'insuffisance des débouchés. C'est pourquoi, lorsque la restauration des sièges dévastés n'occupe plus toute l'activité de nos Compagnies, le problème commercial reprend à leurs yeux l'importance qu'il a toujours dans nos houillères.

La conquête d'un vaste marché est organisée par nos mines avec méthode.

Elles entendent, pour atteindre leur but premier, abaisser le prix du charbon grâce aux économies de rendement, réclamer l'amélioration des voies de communication et la protection de l'Etat.

Mais les circonstances les font douter de l'utilité de leurs efforts.

Quand nos exploitations retrouvent leur importance de 1913, les grèves anglaises affaiblissent leur concurrent le plus dangereux. Avec la reprise normale des travaux en Angleterre se termine la grande crise houillère britannique dont M. Cuvelette a pu écrire qu'elle s'étendait de 1921 à 1926.

Alors, la grande prospérité qui précède la crise actuelle vient à son tour stimuler le commerce. Elle explique l'échec des réclamations de nos mines auprès de l'Etat et remédie à l'insuffisance de la protection officielle.

Peut-être, en facilitant les transactions fait-elle un instant oublier à nos Compagnies la nécessité de poursuivre sérieusement la lutte commerciale.

D'ailleurs, si toute politique des houillères n'est pas vaine, si les exploitants peuvent, par leur persévérance, gagner de nouveaux débouchés, ils ne trouvent, dans leurs affaires, de meilleur stimulant que la prospérité.

Il est permis aux mines d'espérer une augmentation des besoins de chaque consommateur, mais jamais une victoire très solide sur la concurrence étrangère. Elles ne peuvent, par exemple, éviter la rivalité des charbons anglais pour des raisons diplomatiques, économiques et politiques. Il serait maladroit d'interdire l'accès de nos ports aux houilles d'outre-Manche, dont l'exportation est pour la Grande-Bretagne un grand moyen d'existence.

De plus, le charbon anglais est plus avantageux que le nôtre, meilleur, moins cher et plus varié. Il est donc assuré de se répandre sur un vaste marché.

Enfin, sur la côte Ouest de la France, de nombreuses villes vivent de l'importation du combustible. Elles sont plus largement représentées au Parlement que nos deux départements du Nord et du Pas-de-Calais dont elles combattent les doléances.

Qui ignore ces éléments favorables à la concurrence anglaise ne peut comprendre comment notre production, insuffisante à la consommation nationale, n'est pas toujours entièrement écoulée.

L'amélioration des communications, l'élévation des droits

L'extraction mécanique se pratique toujours plus.

	1926	1927	1928	1929	1930
Nord : nombre de marteaux piqueurs.		6.207	6.715	7.777	9.082
P.-de-C. : marteaux	15.949	18.320	19.317	20.759	22.455
abattant en tonnes	13.592.000	16.010.000	17.900.000	21.073.000	22.430.000
pourcent. de l'abatage total	53 %	65 %	68 %	72 %	65 %

La proportion des tailles chassantes augmente.

Voici leur coefficient dans l'abatage total :

	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Nord : tailles chassantes	86,88	85,62	86,31	84,73	85,86	85,75
montantes	12,42	13,25	12,83	14,45	13,25	13,59
P.-de-C. : tailles chassantes	78,7	79,5	80,7	82,5		
montantes	16,8	15,2	14,7	12,3	11,1	10,8

Le pourcentage des longues tailles augmente rapidement.

Voici la proportion que ces tailles fournissent dans l'abatage :

	1929	1930
Pas-de-Calais : tailles chassantes ordinaires	46 %	39,1 %
montantes ordinaires	11,1 %	10,8 %
longues tailles	35,8 %	43,4 %

Les effectifs ouvriers grossissent jusqu'en 1928.

Voici leur moyenne au cours des quelques années qui précèdent la crise :

	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Nord : main-d'œuvre moyenne employée.	57.635	53.664	57.588	50.156	50.000	50.700
P.-de-C. : " " " "	125.469	130.792	134.782	129.772	127.610	131.380

Voici comment se répartit le personnel inscrit :

	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Nord : ouvriers du fond	35.289	37.876	40.608	36.110	35.775	36.652
" du jour	13.737	13.851	14.766	12.015	13.795	14.262
P.-de-C. : ouvriers du fond	97.286	101.396	104.151	99.481	96.971	98.563
" du jour	28.183	29.396	30.631	30.291	30.639	32.818

Voici la proportion de la main-d'œuvre étrangère et polonaise. Effectifs inscrits :

	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Nord : étrangers	20.700	21.900	19.693	17.390	19.287	22.153
dont						
polonais	15.379	16.402	15.700	13.329	15.552	18.380
P.-de-C : étrangers	48.037	52.605	47.925	43.724	50.128	52.382
dont						
polonais	36.603	43.375	39.124	39.124	42.279	44.614

Les Compagnies houillères logent une grande partie de leur personnel.

	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Nord : nombre de maisons	19.057	19.687	20.326	20.600	20.784	21.229
ouvriers logés	31.479	33.583	33.324	31.459	31.819	33.304
pourcentage du personnel logé		58 %	58 %	57,5 %	60,3 %	61,5 %
P.-de-C. : nombre de maisons	56.803	58.864	61.315	62.908	64.409	65.140
ouvriers logés	89.686	93.792	94.485	90.435	98.127	97.014
pourcentage.	68 %		69 %	69 %	75 %	72,4 %

Les salaires augmentent régulièrement. Voici leur montant fixé par les conventions collectives pour l'ouvrier à base 10 (Nord et Pas-de-Calais).

Tableau des salaires :

	Salaire conventionnel			Minimum garanti		
	base en frs	taux	montant	total	% taux	montant
10 novembre 1926				39,51	94,5	37,34
1 ^{er} avril 1927				36,91	94,1	34,74
16 novembre 1928	35	10	3,50	38,50	94	36,19
20 avril 1929	35	17	5,95	40,95	94	38,49
24 septembre 1929	35	25	8,75	43,75	94	41,12

Le taux des salaires affecte le prix du charbon.

Voici le prix moyen de vente pratiqué par les mines du Nord :

1925	1926	1927	1928	1929	1930
89,90	114,49	114,86	101,50	112,00	119,48

Voici le prix du tout venant industriel de 20, 25 % dans le Nord et le Pas-de-Calais :

	décembre	juillet	décembre	juin		décembre	juin	décembre
1925	1925	1926	1926	1927	1928	1928	1929	1929
79,20	79,60	99,30	126	112	107	107	114	119

La production n'éprouve guère encore de sérieuses difficultés à s'écouler.

Voici les principales destinations du combustible :

(en tonnes)	1926	1927	1928	1929	1930
Nord : vendu au public	4.383.682	5.047.090	5.601.530	6.218.378	5.323.626
transformé en coke	1.115.879	1.124.148	1.253.348	1.223.499	2.381.919
transformé en agglomérés..	1.556.302	1.663.436	1.727.481	2.013.059	2.067.367
P.-de-C. : au public	19.834.242	18.028.866	18.745.241	20.041.566	17.974.001
en coke	2.366.100	2.770.018	3.127.494	3.534.761	3.828.203
en agglomérés	679.372	534.869	601.129	774.148	712.377

En fin d'année, les stocks ne prennent jamais de proportion inquiétante.

Voici leur tonnage en houille pure :

Tonnage en houille pure :	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Nord : stocks	242.279	155.070	627.354	640.300	153.832	394.415
Pas-de-Calais : stocks	798.788	249.982	1.453.372	1.315.332	335.000	1.018.731

Le charbon est désormais très soigneusement préparé.

Déchets de lavage :	1926	1927	1928	1929	1930
Nord	18 % de la production brute	16,6 %	17 %	16,9 %	18,3 %
Pas-de-Calais	18 %	»	18,5 %	18,3 %	19,1 %

Les livraisons s'effectuent surtout par chemin de fer.

Voici les chiffres d'expédition (en tonnes) :

	1926	1927	1928	1929
Nord : livré par chemin de fer.....	6 500.000	6.472.464	5.847.337	7.882.518
» eau	1.214.914	1.323.346	1.476.340	1.638.759
» voitures	150.841	137.163	142.002	175.192
P.-de-C. : » chemin de fer.....	15.540.132	15.044.841	15.867.524	17.676.703
» eau	5.653.488	5.509.795	5.812.848	5.722.443
» voitures	178.345	151.728	151.914	183.406

Le souci du rendement apparaît plus pressant qu'au cours des années précédentes. Le voici exprimé en kgs abattus par jour :

	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Rendement net fond et jour : Nord.....			560	622	686	691
» » Pas-de-Calais...	593	644	635	675	725	714

Voici d'ailleurs les frais de main-d'œuvre par tonne extraite dans le Pas-de-Calais répartis sur le personnel fond et jour (allocations familiales comprises) :

1925	1926	1927	1928	1929	1930
42,24	45,52	50	46,14	48,13	52,49

La production des industries annexes est toujours croissante :

	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Nord : Production du coke ..	973.545	1.094.284	1.153.974	1.210.232	1.250.358	1.383.308
» d'agglom. .	1.571.810	1.706.729	1.815.818	1.908.352	2.219.061	2.271.865
P.-de-C. : Production de coke ..	1.371.335	1.819.779	2.137.759	2.428.944	2.743.330	2.042.795
» d'agglom. .	595.812	735.951	494.516	648.627	781.954	709.267

TROISIÈME PARTIE

La Crise

CHAPITRE PREMIER

Généralités

La crise économique qui éclate en 1930 est une des plus pénibles qui furent enregistrées.

Elle rappelle à nos houillères que, malgré leur modernisation, leur nouvel équipement, la limite qu'assigne à leur action la concurrence étrangère est vite atteinte.

Les producteurs voisins dont les gisements ont sur les nôtres un avantage naturel, exploitent leur privilège plus que jamais, lorsque la lutte commerciale s'aggrave.

La rivalité anglaise a rarement été aussi redoutable à nos mines qu'elle ne l'est au début des difficultés économiques avant l'adoption des mesures protectrices.

Le dumping que crée en sa faveur la Grande-Bretagne en dévaluant sa devise, a des conséquences désastreuses sur l'activité de notre industrie charbonnière, et que ne peuvent détruire les barrières douanières dressées à la hâte. Certaines thèses prétendent même que la baisse de la livre suffit à expliquer les difficultés des mines du Nord et du Pas-de-Calais qui prendraient fin, par conséquent, avec le réaligement des monnaies.

Mais, pour qui veut s'élever au-dessus des facteurs d'aggravation ou d'atténuation de la crise et n'envisager que les causes générales de celle-ci, il semble que les houillères devraient ignorer le malaise universel qui envenime les rap-

ports commerciaux si ce dernier n'est dû qu'à la surproduction.

En effet, les progrès techniques qui, depuis la guerre, ont transformé l'industrie, décuplé ses forces, n'ont pu affecter la physionomie de la mine.

L'extraction du charbon est un travail de main-d'œuvre. Recourant très peu à la machine, la houillère ne devrait pas connaître les déceptions qu'attire une mécanisation exagérée.

Si notre bassin du Nord souffre de la crise, c'est que celle-ci n'a pas pour cause unique la surproduction, mais aussi la sous-consommation.

Non seulement les usines se ferment, l'activité se ralentit dans toute industrie mais, phénomène plus pénible encore à nos mines, les achats de charbon domestique diminuent.

Ces constatations permettent de conclure à l'abaissement général du pouvoir d'achat, et nous indiquent l'origine du malaise actuel.

Aucune imprudence n'est à reprocher à nos houillères. Si, en 1929-1930, la production nette du bassin du Nord dépasse 35 millions de tonnes, ce résultat n'est guère exagéré. Mais, parce que le marché du charbon est un détecteur très sensible de la situation économique, il éprouve violemment le premier ralentissement de l'activité.

Les exploitants s'empressent de combattre les difficultés qui les assaillent.

Désormais, évidemment, il n'est plus question d'étendre l'entreprise, d'équiper de nouveaux puits ou d'appeler encore du personnel.

Les Compagnies n'ambitionnent même plus d'étendre leur influence commerciale.

Elles s'emploient à réaliser le meilleur prix de revient pour garder leur clientèle aussi grande que possible.

A la recherche de nouveaux débouchés se substitue le souci de conserver les plus nombreux ceux qui ont été précédemment acquis.

Mais les houillères renoncent avec peine et provisoirement au désir d'accroître leur importance. Elles abandonnent à regret l'exploitation de certaines tailles, réduisent l'outillage, diminuent l'embauchage.

Le rapatriement des étrangers, amorcé en 1929, s'intensifie, enfin l'arrêt des travaux astreint au chômage partiel toute la population minière.

De telles mesures sont évidemment pénibles ; leurs répercussions sur une région aussi dense que les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais sont détestables.

Les Compagnies résistent le plus possible à leur adoption.

Certaines d'entre elles emploient les mineurs à des travaux étrangers à l'extraction tels que l'entretien et la réparation des sièges endommagés. D'autres développent les annexes de la mine pour y retenir plus nombreuse la main-d'œuvre.

Dans le domaine commercial, la directive n'est plus l'offensive, mais simplement la défensive : maintenir les positions acquises grâce tout d'abord à l'amélioration du rendement. La tâche positive dans la poursuite des débouchés revient à l'Etat. L'indifférence des pouvoirs, supportable au cours des années précédentes, apparaît désormais intolérable.

L'octroi de tarifs ferroviaires privilégiés, l'amélioration des voies d'eau, sont réclamés avec une insistance croissante.

Une campagne vigoureuse est menée pour le relèvement des droits de douane et l'adoption de mesures protectrices devant la concurrence étrangère.

Celle-ci est réduite à un contingent d'ailleurs assez large.

A l'intérieur de l'exploitation, l'effort des Compagnies se porte tout entier sur l'économie de rendement.

La rationalisation, phénomène assez nouveau dans l'industrie houillère au lendemain de la guerre, et dont l'urgence ne s'est jamais affirmée jusqu'en 1930, devient, avec la crise, la politique primordiale de nos mines.

Son effet le moins caractéristique est la diminution de l'outillage et de la main-d'œuvre. Ses résultats sont visibles dans l'augmentation du tonnage extrait par ouvrier, l'abaissement du prix de revient.

Son succès est parfois obtenu, il faut le reconnaître, par des procédés artificiels.

La concentration des travaux est, par endroits, réalisée par l'abandon des tailles les moins rentables. La veine semble alors relativement plus productive qu'auparavant.

Ces mesures négatives sont d'ailleurs très limitées chez nous, beaucoup moins usitées qu'en Allemagne par exemple, où la surproduction, le suréquipement des mines, nécessitent des remèdes violents.

Enfin, la crise ne provoque pas de réformes que dans le détail de l'exploitation, mais aussi dans ses grandes lignes, dans son organisation.

Elle amorce dans l'industrie houillère française la création d'ententes à l'exemple du Kohlen Syndicat. L'abandon d'une partie de leur indépendance est un événement notoire dans l'histoire de nos Compagnies si jalouses de leur individualité.

Si l'entente n'est pas spéciale à notre bassin du Nord, du moins est-ce lui qu'elle intéresse le plus et qui la conditionne. Aussi a-t-elle sa place dans notre étude locale. D'ailleurs, il est des accords, ou tout au moins des ébauches, de collaboration particulières aux mines du Nord et du Pas-de-Calais.

En résumé, les dispositions prises par nos houillères pour réagir contre les difficultés économiques, sont très énergiques :

Union des efforts, épargne rigoureuse de temps, d'outillage, ont pour but de garder à nos Compagnies la clientèle précédemment acquise.

Parallèlement à cette action, celle de l'Etat évite à la population minière une épreuve trop pénible.

Parce que nos exploitations ne connaissent pas le suréquipement, parce qu'elles n'ont pas l'habitude de recevoir l'aide officielle, la crise leur semble moins dure qu'à la plupart des autres industries.

Les annexes ne paraissent même pas souffrir du ralentissement des affaires, la vente des agglomérés est au contraire plus forte après 1930 qu'elle n'était en période saine.

Certes, il existe en revanche des inconvénients spéciaux à l'industrie charbonnière.

Le progrès industriel diminue la consommation des machines ; avec les sous-produits et les substituts de la houille apparaissent pour celle-ci de nouveaux concurrents.

La perspective même d'une entente exaspère la production, stimule le zèle des exploitants qui veulent figurer en bon rang dans la répartition future des contingents.

Nombreuses et complexes d'ailleurs sont les causes de la crise et ses raisons d'aggravation.

La sous-consommation due à la meilleure utilisation du combustible, à la diminution du pouvoir d'achat, semble le plus grand mal dont souffre l'industrie houillère.

Cette constatation permet à celle-ci d'espérer la reprise rapide de son activité.

Elle attend le premier réveil de la vie économique pour porter sa production sur le marché, aux chiffres élevés mais non exagérés qu'elle atteignit précédemment.

CHAPITRE II

La Rationalisation

La crise introduit définitivement dans nos mines la méthode rigoureuse qui semblait, jusqu'en 1918, étrangère à l'industrie houillère et qui, même après 1925, n'avait jamais été l'objet d'une application systématique.

Le temps n'est plus pour l'ingénieur de porter tous ses soins sur la technique, de développer les installations ni même de chercher de nouveaux débouchés.

Les difficultés économiques rendent urgente l'organisation sévère de l'exploitation.

La rationalisation n'est plus désormais une préoccupation secondaire. Au lieu d'être négligée, ou employée à un but commercial, elle est maintenant poursuivie comme premier objectif.

La physionomie de l'extraction se modifie profondément sous l'influence des nouvelles directives. La forme de l'entreprise minière est pour la première fois affectée par les circonstances.

Les mesures qui visent à l'amélioration du rendement sont tout d'abord le renforcement de celles qui avaient été adoptées au début des luttes commerciales.

Mais de nouvelles formules d'économie apparaissent, telles que la création d'ententes. Enfin, les Compagnies se résignent parfois à abandonner l'exploitation de certaines tailles peu rentables, alors qu'auparavant de nombreux chantiers étaient sans cesse ouverts.

Premièrement, l'extraction par tailles chassantes dont les

avantages avaient divulgué l'adoption, se développe rapidement. Ces dernières fournissent 87 % de la production du département du Nord en 1931.

Mais le succès s'affirme surtout de la méthode de travail en grand.

Les longues tailles extraient, dans le Pas-de-Calais, 52 % du combustible en 1931, 58 % en 1932, alors qu'en 1928, leur contribution dans l'abatage total était seulement de 27,6 %.

L'importance des tailles ordinaires diminue vite. Parmi elles, les « chassantes » livrent encore 28,6 % de la production dans l'arrondissement minéralogique d'Arras en 1931. Mais les montantes n'apportent plus alors que 9,8 % des résultats des travaux.

Dans ce même département, les grandes tailles fournissent en 1933, 10 millions de tonnes, les chassantes ordinaires à peu près 3 millions, et les montantes ordinaires à peine un million.

La concentration des entreprises, assez sensible depuis la guerre, se poursuit régulièrement. M. Lafitte Laplace fait remarquer qu'en 1930, douze Compagnies fournissent à elles seules 95 % de la production totale du bassin.

Les Sociétés les plus importantes sont les suivantes : Courrières, Anzin, Lens, Aniche, Bruay, Marles, Nœux, Béthune.

Non seulement les concessions s'agrandissent, mais à l'intérieur des sièges une autre forme de concentration se manifeste par la diminution du nombre des puits.

L'idée du puits unique, venue de l'exemple étranger, apparaît séduisante à nos ingénieurs. Pourquoi ne pas centraliser toutes les cages d'extraction sous une seule et puissante installation, évitant ainsi la dispersion de l'outillage, de la force motrice, les forages superflus, l'édification de multiples voies d'accès, l'emploi d'un personnel auxiliaire trop nombreux.

Des commissions étudient ce projet en Allemagne, en Hollande. Dans notre bassin du Nord, cette innovation est en voie de réalisation.

Mais, au-dessus de ces améliorations techniques, les difficultés du temps inspirent une organisation commerciale meilleure, une collaboration des compagnies houillères.

Susciter des ententes au sein de nos mines est pour celles-ci la conséquence la plus importante de la crise.

Certes, nos exploitations ne sont pas morcelées comme celles de l'Angleterre, elles ne sont pas la propriété d'un particulier mais celle d'une société parfois très puissante. Toutefois, si elles n'éprouvent guère les méfaits d'un parcellement excessif, elles ignorent la cohésion qui fait la force du Kohlen Syndicat.

La concentration des entreprises qui se manifeste depuis la guerre dans le bassin minier du Nord doit favoriser la réalisation des ententes. Déjà avant 1930 existaient quelques accords locaux. En 1928, les houillères du Nord et du Pas-de Calais avaient passé une convention de vente avec les importateurs de charbons anglais. Ce traité ne s'appliquait d'ailleurs qu'au commerce du combustible domestique et des briquettes, et c'est pourquoi l'organisme de répartition qu'il instituait était dénommé « Comptoir des charbons classés et agglomérés, C.C.C.A. ».

Les mêmes compagnies de mine avaient l'habitude d'examiner avec les sociétés belges les conditions de vente dans les régions du Nord de la France et du bassin parisien. Cette collaboration est connue sous le nom de « Convention de Gailletteries ».

Mais ces diverses organisations n'ont guère grande importance. Il est juste de conclure, avec M. Lafitte-Laplace (1),

(1) Ouvrage précité, pages 720 et s

qu'au début de la crise, nos houillères connaissent une concentration technique assez avancée, mais ignorent l'entente commerciale. L'indépendance des entreprises françaises réside au régime des répartitions des contingents.

Pourtant, les difficultés économiques demandent un sacrifice. Le 29 mai 1931 est signée la convention de débit. Elle divise les mines en trois groupes : Nord, Est et Sarre, Centre et Midi. Chacun d'eux reçoit dans sa propre zone un contingent calculé sur l'importance du tonnage qu'il y livra en 1929-1930. Les coefficients ne sont pas semblables. Ils avantage les entreprises du Centre et du Midi en période de sous-consommation, favorisent les autres en temps de prospérité.

Le cadre de l'entente est élargi à l'ensemble du territoire français par la Convention du 19 mai 1932, renouvelée tous les ans par tacite reconduction.

Dans l'organisation du nouveau régime commercial, les mines restent maîtresses de leur action, elles se surveillent elles-mêmes. Un Comité de gestion est institué sans être muni d'aucun pouvoir de direction. Il peut, à l'unanimité de ses dix membres, suspendre ou résilier l'accord.

Enfin, l'Office de Statistique des Houillères (O.S.H.) a pour mission d'indiquer à chaque entreprise le taux qu'atteignent ses livraisons.

Il est inutile de s'étendre plus longuement sur ces ententes dont l'examen ressort d'une étude générale. Il suffit de retenir que leur apparition au sein de notre industrie minière est une des caractéristiques de la rationalisation en période de crise et permet d'espérer la réalisation de conventions internationales.

Un autre effet original des difficultés économiques au sein de notre bassin du Nord est le ralentissement de l'exploita-

tion, dont le progrès était poursuivi assidument depuis la guerre.

Tout d'abord, quelques tailles jugées peu rentables sont abandonnées et l'effectif est concentré sur les travaux les plus immédiatement utiles.

Ensuite, se résignant à réduire les proportions de leur entreprise, les compagnies licencient une partie de leur personnel, suspendent l'embauchage et, par voie de conséquence, restreignent l'outillage. Le nombre des marteaux-piqueurs, qui s'était élevé régulièrement avec le développement de l'activité de nos houillères, qui avait atteint 22.500 dans le bassin du Nord en 1930, baisse rapidement avec la diminution de l'effectif ouvrier. Il est de 21.955 en 1931, 21.159 en 1932, 18.919 en 1934.

D'ailleurs, la proportion du charbon abattu mécaniquement est toujours augmentée. Alors qu'elle était de 70 % en 1927 dans l'arrondissement minéralogique de Douai, elle monte à 91,7 % en 1931. Dans le Pas-de-Calais, elle passe, dans le même laps de temps, de 65 % à 80,5 %.

L'effectif moyen décroît lui aussi.

Le chômage, le rapatriement des étrangers, affectent durement la population minière.

Enfin, à côté de ces dispositions, d'autres qui ne peuvent se chiffrer, tels le resserrement de la surveillance, l'exigence plus grande des exploitants, améliorent sensiblement le rendement.

Le tonnage brut par tête d'ouvrier grandit d'année en année. Dans l'arrondissement minéralogique d'Arras il est estimé à 1.135 tonnes en 1930, 1.198 en 1931. Réparti sur l'ensemble : fond et jour, il passe de 0,812 en 1932 à 0,838 en 1933 et à 0,846 en 1934.

Les améliorations de rendement sont plus sensibles lors-

qu'elles sont calculées sur l'effectif total de la mine que lorsqu'elles le sont sur le seul personnel employé aux travaux souterrains. En effet, les compressions de services affectent avant toute autre la main-d'œuvre auxiliaire occupée dans les installations de surface.

Enfin, de nombreuses économies sont réalisées dans un domaine étranger à l'exploitation proprement dite. La plupart des trains ouvriers sont supprimés, la construction des maisons est interrompue.

Quant au développement rapide de l'industrie annexe, il peut être interprété comme une des applications nouvelles de la rationalisation. Cette opinion ne doit être admise qu'avec réserve.

Le premier but que vise la récupération des sous-produits est l'utilisation des progrès techniques.

D'autre part, si les presses d'agglomérés ne semblent guère éprouver la crise, leur activité est suscitée plus par le consommateur que par les compagnies houillères. Les boulets sont destinés à une clientèle modeste et leur vente grandit avec les difficultés économiques. Toutefois, le souci d'assurer des débouchés à des stocks embarrassants aide certainement au progrès de l'industrie annexe.

En résumé, la rationalisation apparaît la grande préoccupation de nos houillères au cours de la crise.

Plus étroite que jamais, elle aborde de nouveaux domaines, transforme assez profondément la physionomie de l'exploitation technique et commerciale de nos entreprises et, dans toutes ses variétés, elle est poursuivie pour elle-même, comme premier objectif.

En évitant à nos mines de trop dures épreuves, elle leur permettra de poursuivre, par la suite, leur extension un instant interrompue.

CHAPITRE III

La Production

La crise marque évidemment une solution de continuité dans le développement que poursuivent nos houillères du Nord et du Pas-de-Calais depuis la guerre. Elle ralentit les ambitions de notre région minière et conditionne son existence à sa modération.

Pourtant nos compagnies ne renoncent pas à tout jamais à leur grande activité de 1929, elles ne pensent pas que les beaux résultats qu'elles connurent alors soient irrémédiablement perdus. Elles savent que les difficultés actuelles sont passagères et espèrent une aide plus efficace des Pouvoirs. La compression des services est adoptée chez elles comme une politique d'opportunité et non comme une mesure définitive.

Longtemps, de nombreuses concessions hésitent à consommer les sacrifices qu'impose la tension des affaires. Le personnel est maintenu aussi largement que possible, les travaux utiles destinés à faciliter l'exploitation sont confiés aux ouvriers que l'extraction n'occupe plus.

Comme d'autre part une ardente campagne est entreprise pour obtenir la protection gouvernementale et recueille quelque succès, les houillères attendent patiemment la reprise de l'activité économique. Derrière leur soumission apparente au temps, demeure toujours vaillant le désir d'expansion qui depuis la guerre, a assuré leur progrès.

La production reste toujours aussi importante que le permet l'état du marché. Elle ne s'abaisse jamais au-dessous des chiffres de 1913, qui pourtant semblaient alors un maximum.

Evidemment, les résultats enregistrés en 1930 ne peuvent expliquer aucune tendance. La diminution subite de la consommation qui se manifeste en cette année marque nettement le début de la crise, mais n'est constatée que trop tard pour modérer l'activité des exploitants encouragée par la prospérité. En 1930, le bassin du Nord extrait plus que jamais auparavant : 35.032.000 tonnes. Cette énorme production ne peut s'écouler et les véritables difficultés commerciales apparaissent pour la première fois depuis la guerre.

Averties de cet exemple, nos compagnies ralentissent leurs travaux l'année suivante, mais sans grande conviction, sans vraiment croire à la durée de la mévente.

Avec le prolongement de la crise, la courbe de l'extraction fléchit régulièrement. La voici en tonnage net : 1931, 32.882.000; 1932, 29.900.000; 1933, 30.093.000 de tonnes. Or, le bassin produisait, en 1913, 27.400.000 tonnes. Il appert donc que les difficultés commerciales présentes s'expriment par une simple dépression dans la courbe ascendante de l'activité de nos houillères.

Le malaise économique affecte le détail de la technique. Non seulement cesse l'inauguration de nouvelles installations, mais l'ancien équipement apparaît trop important. Les compagnies doivent retirer du service une certaine partie de l'outillage qui avait augmenté régulièrement jusqu'en 1930.

Avec le nombre des marteaux-piqueurs diminue également celui des machines qui ne sont pas affectées à l'abatage proprement dit.

Evidemment, la réduction du matériel n'est pas le seul remède à la crise. Pour mieux lutter contre celle-ci, les houillères recourent à une méthode plus rigoureuse que jamais, resserrent la surveillance, restreignent la proportion

du personnel auxiliaire. Les diverses entreprises de surface, dont le rôle est souvent secondaire dans l'exploitation, sont assez durement éprouvées par le ralentissement des affaires.

Pourtant l'annexe de la mine ne semble guère beaucoup souffrir des conditions nouvelles. Certaines de ses usines sont même plus actives que jamais. Les raisons de cette impulsion sont à la fois l'extension du marché du combustible pauvre et le souci pour les houillères de trouver un débouché à leurs stocks.

Certes, les cokeries subissent les effets des difficultés de la métallurgie. Leur clientèle diminue vite ; elles doivent ralentir leur production. Ainsi les fours des concessions du Nord ne livrent plus que 928.212 tonnes en 1933, alors qu'ils en fournissaient 1.383.308 en 1930.

Mais la fabrication d'agglomérés s'élève au contraire.

Enfin, la crise suscite la création de nouvelles formules de combustible, encourage l'industrie chimique.

L'énumération des divers dérivés de la houille relève d'un ouvrage technique. Il suffit, dans une étude économique, d'indiquer l'importance croissante, depuis 1930, des installations de surface au sein de notre bassin du Nord.

A côté des goudrons, benzols, ammoniacque, gaz, apparaissent désormais les divers carburants de synthèse : l'essence synthétique, l'anthracite synthétique vendu sous le nom de carbolux à Bruay, d'anthalux à Courrières, de trenthracite à Marles et à Aniche, d'anthracine à Nœux.

Si les difficultés économiques éprouvent peu l'industrie annexe, elles n'épargnent, en la respectant, qu'un personnel restreint. La grande majorité de la main-d'œuvre est employée à l'extraction proprement dite et souffre durement de la crise.

La population minière partage elle aussi le sort malheu-

reux de l'ouvrier. La physionomie du Nord et du Pas-de-Calais n'est plus vivante comme à l'ordinaire. Le malaise qui frappe la houillère s'est communiqué à toutes les villes du bassin, à toutes les branches d'activité, à toutes les classes sociales. Les répercussions de la crise sur la vie du travailleur méritent, par leur importance, un paragraphe spécial.

Il suffit de retenir pour l'instant que nos mines, ne se reprochant aucune imprudence à l'origine de l'épreuve qu'elles traversent, espèrent retrouver par la suite leur grande activité de jadis.

LA MAIN-D'ŒUVRE

Le ralentissement de l'exploitation exerce une fâcheuse répercussion sur la main-d'œuvre. Les effectifs diminuent rapidement.

La restriction du personnel moyen employé avait déjà commencé avant la crise, lorsque les installations définitivement rétablies avaient fait apparaître le léger excès du facteur travail dans les éléments de la production minière.

Mais, en 1930, l'extraction atteint 35 millions de tonnes et son importance prouve l'illusion des compagnies houillères sur la situation économique. Il n'est donc pas surprenant qu'en cette année les compressions d'emplois soient encore peu visibles. Le Nord compte à cette date 51.000 ouvriers, le Pas-de-Calais en occupe 131.000.

La grandeur de ces chiffres rend plus saisissante la baisse postérieure du nombre des mineurs, à laquelle les compagnies essayent de résister en vain.

Bientôt les entreprises en sont réduites à supprimer l'embauchage, à refuser de réemployer ceux qui, pour une cause quelconque, ont quitté l'exploitation.

En 1931, l'effectif moyen est déjà bien moins élevé que

l'année précédente, surtout dans l'arrondissement minéralogique d'Arras, où il a baissé de 5.000. Dans ce même département, le nombre des inscrits est inférieur de 8.683 à celui de 1930.

La réduction du personnel se précipite, affecte 10.000 ouvriers dans les concessions du Pas-de-Calais en 1932, encore autant en 1933, porte la moyenne des travailleurs à 101.103 en 1934.

Les rangs les plus éclaircis sont d'abord ceux des mineurs âgés. Ils sont mis à la retraite aussitôt que cette mesure leur est applicable.

Quant au ralentissement de l'embauchage, il éprouve surtout les jeunes gens de 20 à 30 ans.

Il n'est pas de bonne politique pour les mines de sacrifier les apprentis. Le métier de mineur nécessite une formation lointaine. Les compagnies le savent et respectent cette main-d'œuvre intéressante. Il leur faut pourtant déplorer son insuffisance. La proportion des « galibots », déjà bien faible au cours des années précédentes, apparaît désormais excessivement réduite et trahit sévèrement la dénatalité.

Cette lacune est d'autant plus regrettable que le rapatriement des ouvriers étrangers s'accroît et enlève à notre bassin une grande partie des jeunes recrues dont il attendait éventuellement les services.

Il est compréhensible, en effet, que la crise affecte tout d'abord les étrangers. Ceux-ci ont eu une très grande importance dans les houillères du Nord jusqu'aux jours difficiles. Ils y ont représenté parfois 45 % du nombre total des travailleurs. Leur proportion tombe déjà à 35 % de l'effectif total du Pas-de-Calais en 1930. En 1934 ils ne sont plus que le tiers du personnel employé dans le bassin. Evidemment, ce sont les Polonais qui, en nombre absolu, souffrent le plus

du ralentissement des affaires. Déjà en 1928, 3.000 d'entre eux avaient quitté la France. Pourtant les rapatriements ne sont jamais massifs, ils s'opèrent régulièrement et ne se chiffrent qu'après plusieurs années.

Si la main-d'œuvre polonaise a, dans la région du Nord, dépassé parfois l'effectif de 60.000 hommes, elle est encore de 53.000 unités en 1932.

Enfin, le personnel du jour est plus affecté de la crise que celui du fond. En effet, les compressions de services sont plus faciles à opérer dans les entreprises de surface que dans les travaux souterrains.

L'infortune du mineur est ressentie par toute la région. Les cités ouvrières, les villes, ne connaissent plus l'animation qui les caractérisait quelque temps auparavant. Le contraste est très sensible pour la population locale. L'activité de l'individu, comme celle des différentes sociétés très importantes dans le bassin, est singulièrement ralentie.

Evidemment, la construction des maisons, la réalisation de nouveaux plans urbains, sont suspendues. De nombreux trains ouvriers sont supprimés, le chiffre de leurs usagers tombant vite à 800. Les compagnies allègent leur débit d'un poste bien lourd en diminuant leurs obligations envers le réseau ferré.

A l'intérieur de l'exploitation, une plus grande sévérité se manifeste. La surveillance devient plus étroite.

D'ailleurs, l'ouvrier qui souffre de l'inaction est moins enclin que d'ordinaire à désertir le travail. Il se donne moins de raisons que jadis de quitter la mine. Aussi la courbe des jours de chômage croît-elle beaucoup plus vite que ne baisse le nombre moyen des journées où l'ouvrier est occupé.

Cette constatation est très nette.

Dans le Pas-de-Calais, le mineur chôme en moyenne 60,8

jours en 1932, contre 23,6 l'année précédente, soit 37 fois de plus. Mais au total, le nombre de journées d'inaction n'est supérieur que de 28,2 en moyenne à celui de 1931.

Les nouvelles conditions économiques modifiant l'allure des salaires, mettent un terme à leur ascension. Loin d'avoir la priorité sur le marché, l'offre du travail est désormais plus forte que la demande. Pourtant la rémunération de l'ouvrier ne baisse guère notablement ; elle est violemment défendue. Le premier effet de la crise sur elle est d'arrêter ses augmentations successives.

D'ailleurs, le travail exigé est plus dur qu'auparavant, le chômage sévit, bref le standard de vie du mineur est trop affecté de diverses façons pour qu'une diminution du traitement ne l'abaisse encore.

Le sacrifice le plus lourd demandé au personnel est, en 1932, la réduction progressive du salaire qui fait passer le tarif à base 10 de 44 fr. 97 en moyenne à 41 fr. 50. En 1933 l'ouvrier gagne 0 fr. 30 de moins que l'année précédente.

La prime de 10 % instituée par la convention de 1928, et qui s'était élevée jusqu'à 19 %, est ramenée à 13 % le 1^{er} février 1932 et à 10 % le 1^{er} avril.

Pourtant, le salaire du mineur augmente comme celui de tout autre ouvrier à la suite des grèves d'occupation de juin 1936. La Convention de Douai, signée le 9 juin et applicable à partir du 1^{er} du même mois, stipule que désormais la prime sera portée de 10 % à 22 %, que le salaire minimum du manœuvre le moins payé, arrêté à 26 francs le 28 avril, sera élevé à 27 francs pour les travailleurs du fond. Dans les services de surface, il sera fixé à 24 francs. Enfin le traitement minimum de base 10 passe de 32 fr. 90 à 34 francs. Son taux, majoré des 22 %, est donc égal à 41 fr. 48 (1).

(1) La Convention de Douai du 26 octobre 1936, en diminuant la durée du travail, augmente *ipso facto* de 20 % le salaire au temps. Le salaire à la tâche et les allocations familiales sont également majorés de 20 %.

Les difficultés économiques qui ralentissent la hausse des salaires modèrent également l'exigence et l'agitation des mineurs.

Si le 8 octobre 1930 ceux-ci cessent le travail pour réclamer des vacances payées, c'est qu'ils ne ressentent guère encore les effets de la crise. Les grèves qui éclatent ensuite ont peu d'ampleur et sont de courte durée. Les unes sont organisées pour s'opposer à la baisse du traitement, telle celle de mars 1931 ; la plupart d'entre elles sont une protestation contre le chômage. Celle d'avril 1933 ne dépasse pas trois jours et celle de mai 1934 n'atteint que 800 personnes.

Celles de juin 1936 ne sont pas spéciales à la mine. Elles s'intègrent dans le mouvement général de grève que suscitent les syndicats ouvriers à l'occasion de la constitution du nouveau Ministère socialiste.

Autre conséquence de la crise dans le domaine de la main-d'œuvre : l'absentéisme diminue beaucoup.

L'irrégularité du mineur dans son travail croît avec la prospérité. Au cours de la période 1925-1930, elle était assez coutumière et gênait considérablement l'exploitation par équipe. C'est pour remédier à ses inconvénients que certaines opinions préconisaient le régime des vacances payées.

Enfin, l'effet le plus navrant des difficultés économiques, le chômage, éprouve durement la population minière. Il n'est jamais brutal mais empire régulièrement. Il commence assez tôt. Déjà en 1930 il apparaît dans les mines de Liévin, nécessité par la mévente. Puis il s'aggrave. Les travaux sont suspendus 1 à 2 jours par mois dans les concessions du Pas-de-Calais au début de 1931, puis 4 jours en moyenne vers la fin de cette année. Dans l'ensemble des douze mois ils sont interrompus 23 fois. Cette proportion croît beaucoup par la suite. L'ouvrier chôme 61 jours en moyenne en 1934. Il peut

espérer, devant l'amélioration des conditions économiques constante depuis lors, qu'il ne connaîtra plus désormais de temps aussi pénibles.

Les compagnies limitent la diminution de leur personnel en pratiquant le système des coupes chomées.

Mais si les licenciements très importants sont évités, c'est tout d'abord que très peu de concessions cessent toute exploitation. La plupart d'entre elles sont assez solides pour supporter les difficultés du moment. Elles sont organisées pour conquérir un marché toujours plus grand et, pour elles, la crise n'est qu'un accident fâcheux, mais supportable.

Seuls les sièges secondaires ferment lors des premiers mauvais jours. Ce sont : Gay-Servins (1), Ligny-les-Aire (2), Vendin-les-Béthune (2) dont la part dans la production du bassin est infime.

Quant aux coupes chomées, leur nature peut être déduite de l'examen des statistiques des rapports annuels. Celles-ci indiquent le nombre de journées de chômage par semaine, mois, année. En effet, pour éviter de priver de son gagne-pain une grande partie de la population minière, les houillères préfèrent garder de forts effectifs et suspendre périodiquement l'exploitation puisque le travail de la mine souffre l'intermittence.

L'intérêt de nos compagnies leur dicte d'ailleurs de retenir autour d'elles une main-d'œuvre nombreuse qui sera ainsi disponible dès la reprise de l'activité générale (3).

En 1931, le Nord pratique 20 coupes chômées, le Pas-de-Calais 30. Ce chiffre double l'année suivante.

(1) Les gisements de Gary et de Vendin sont d'ailleurs pratiquement épuisés. Leur exploitation n'avait plus d'intérêt.

(2) Les Mines de Ligny ont actuellement repris le travail.

(3) Le chômage cessera bientôt, l'application du « short time » nécessitant l'embauchage dans le bassin de 10 à 15.000 ouvriers supplémentaires. En application des dernières lois sociales, la Convention de Douai du 27 octobre 1936 abaisse la durée du travail effectif au fond à 38 h. 40 par semaine, 7 h. 45 par jour au maximum.

Quelle que soit la volonté de nos mines de conserver le personnel maximum, il leur est impossible, vu l'ampleur et la durée de la crise, d'assurer du travail à tous les mineurs déjà trop nombreux en temps de prospérité.

L'embauchage diminue rapidement. Dans le Pas-de-Calais il tombe, au cours des différentes années 1931, 1932, 1933, aux chiffres respectifs de 12.982, 7.944, 7.124, puis il cesse.

Les compagnies refusent également de réemployer ceux qui, pour un motif quelconque, ont quitté le travail.

Enfin le ralentissement de la production houillère entraîne, parmi ses conséquences les plus pénibles, le rapatriement des étrangers. Il est compréhensible que ceux-ci soient les premiers affectés de la compression des effectifs. Mais si la mesure qui les frappe est justifiable, elle n'en est pas moins regrettable. L'émigration avait été un des grands facteurs de la restauration du bassin houiller du Nord de la France. En assurant son rapide relèvement, elle avait permis son essor dans les dernières années de la prospérité.

L'utilité des recrues extérieures avait vite diminué avec la récupération de la main-d'œuvre indigène. Déjà avant toute difficulté commerciale les rangs de la population minière étaient un peu trop serrés et l'étranger semblait parfois un intrus dans les cités ouvrières. La crise rend plus insupportables les frictions entre les mineurs français et la colonie polonaise, les doléances de celle-ci.

Certes, les Compagnies houillères pourraient opposer aux plaintes sans cesse plus nombreuses une patience toujours plus grande, mais une raison de leur indulgence disparaît. Sous l'influence d'une légère tension diplomatique entre la France et la Pologne, les recommandations officielles de modération envers les travailleurs émigrés sont beaucoup moins pressantes qu'auparavant.

D'ailleurs, pour combattre l'aggravation des misères sociales, une loi du 10 août 1932 sur la protection de la main-d'œuvre nationale, prévoit la fixation par décret d'une proportion maxima d'étrangers dans les entreprises privées.

N'étant plus contrariée par aucune intervention des pouvoirs, la loi d'airain de la surpopulation suit son processus ordinaire.

Les Polonais ne s'engagent envers les Compagnies houillères que pour un an. Depuis leur arrivée en France, ils ont renouvelé leur contrat régulièrement, mais durant la crise les mines cessent d'accepter la reconduction.

Les étrangers ne sont pourtant pas entièrement sacrifiés à la main-d'œuvre indigène, tant s'en faut. Les rapatriements n'excèdent guère une limite raisonnable.

« Les diminutions d'effectifs, écrit M. Lafitte (1), ont porté sur la main-d'œuvre étrangère dans une mesure deux fois plus forte que sur la main-d'œuvre indigène et trois fois plus forte si, faisant abstraction des mises à la retraite, on ne tient compte que des licenciements proprement dits et des départs pour causes diverses ».

Il serait impolitique de pousser plus loin les rapatriements.

La crise, en effet, n'est qu'un accident passager et la reprise d'une large exploitation ne doit jamais être perdue de vue. Celle-ci n'est possible qu'avec un effectif important. Or, tandis que la France souffre de la dénatalité, de nombreuses naissances augmentent la population de la colonie polonaise. Il faut beaucoup attendre de ces recrues futures qui seront certainement assimilées et dont le loyalisme est assuré.

Le besoin des étrangers dans le bassin du Nord est d'autant plus réel que leur sont confiés presque exclusivement les travaux du fond et qu'avec leur départ diminue sensiblement la puissance de production de nos houillères.

(1) Ouvrage précité, page 292.

Il résulte de ces considérations que les rapatriements sont trop nombreux en général.

Ils apparaissent encore trop fréquents lorsqu'après la résistance qu'oppose à la mesure qui le frappe l'ouvrier polonais, on le devine véritablement assimilé, on comprend qu'il n'a pu rester un étranger au sein d'un milieu aussi pénétrant que l'est notre population minière, que son particularisme est plus superficiel que profond.

Non seulement le mineur ne veut réintégrer la Pologne, appréhension qui pourrait être interprétée chez lui comme l'unique crainte de se trouver inoccupé ; mais sa famille est faite à la vie française et redoute de la quitter.

Les demandes de naturalisation se précipitent. Elles sont difficilement agréées. Une sélection est faite pour l'adoption définitive des étrangers semblable à celle qui avait conditionné leur émigration.

Sont maintenus les ouvriers qui apparaissent le mieux fixés, ceux qui, chefs de famille, présentent un plus grand intérêt social et une sécurité politique plus forte que les autres, ceux surtout qui se révèlent les plus aptes à la profession et qui, pour la plupart, ont travaillé dans les mines de Westphalie.

Le rapatriement n'est donc ni total, ni aveugle. Mesure nécessitée par la mauvaise situation économique, elle est sagement conduite sans être pourtant à l'abri de toute erreur.

Les maladresses inévitables dans toute entreprise suscitent parfois le mécontentement. Les protestations, les représailles troublent le calme de la région minière.

L'incident de l'Escarpelle a un certain retentissement. Mal disposés à l'égard de la main-d'œuvre française, quelques ouvriers polonais maintiennent des mineurs indigènes plusieurs jours au fond de la mine.

De tels actes ont des répercussions fâcheuses. Ils occasionnent les renvois massifs et précipités. Des trains entiers sont à ce moment équipés, formés, pour ramener chez eux les étrangers en grand nombre.

Qu'il y ait alors des intérêts respectables atteints, c'est indiscutable et regrettable. Les rapatriements apparaissent sous leur aspect le plus pénible.

Telle est la conclusion navrante de nos rapports avec la colonie polonaise.

La crise, qui est la principale responsable de toutes ces difficultés, affecte durement la main-d'œuvre indigène, elle aussi.

Au sein de la population minière malheureuse, aigrie, grandit le mécontentement, que les ouvriers manifestent en organisant les marches de la faim et autres démonstrations.

Dans le personnel comme dans la technique, le malaise économique exige des sacrifices.

Nos mines n'ont pourtant aucune faute à se reprocher à l'origine de l'épreuve qu'elles connaissent. Ce n'est guère leur imprudence qui rend inutile une partie de leur effectif ouvrier.

C'est pourquoi la population minière peut espérer retrouver son ancienne activité avec la reprise générale des affaires.

Déjà, la seule application de la loi de 40 heures va rendre insuffisant l'effectif de nos houillères qu'il faudra compléter par l'embauchage de 10 à 15.000 ouvriers.

Non seulement elle assurera du travail à toute la population minière indigène, mais elle nécessitera le rappel de la main-d'œuvre polonaise à peine rapatriée.

CHAPITRE IV

Le Commerce

De même que l'organisation de l'exploitation technique diffère complètement depuis la crise de son ancienne physionomie, l'allure des affaires est désormais contraire à ce qu'elle était depuis 1918.

Loin de s'étendre, le marché de nos houillères se rétrécit.

Alors que la politique primordiale des années précédant immédiatement la crise avait été, pour nos mines, l'extension des débouchés, leur nouvelle tactique est la simple défensive, la limitation des pertes.

Cette attitude négative reporte sur la rationalisation l'importance qu'avaient peu de temps auparavant les problèmes commerciaux.

Pourtant ceux-ci ne cessent pas d'être l'objet des préoccupations sérieuses.

Maintenir une clientèle acquise demande aux Compagnies autant de soin que jadis étendre leur influence.

Leurs efforts obtiennent un résultat auquel elles n'avaient jamais abouti pleinement jusqu'alors. Devant l'évidence des difficultés de nos houillères, l'Etat accorde à celles-ci son aide.

Si donc il existe toujours un problème commercial au cours des années présentes, sa caractéristique la plus sûre est alors son succès dans le recours à la protection officielle.

Dans l'organisation de la lutte contre la concurrence, la tâche qui incombait aux Compagnies de mine elles-mêmes avait été parfaitement remplie, celle qui revenait au Gou-

vernement fut assez négligée. Un meilleur agencement des communications avait seul été entrepris. Les voies d'eau avaient été élargies dans le Nord et le canal de Saint-Quentin avait été modernisé.

Quant à l'encouragement financier, aux dégrèvements fiscaux, aux mesures douanières, ils n'existaient guère.

Durant la crise, les pouvoirs continuent à améliorer les transports, mais surtout organisent, faiblement il est vrai, la défense des charbons indigènes contre la concurrence.

Le commerce de nos houillères présente donc, depuis 1930, deux caractères bien précis qui le différencient nettement de celui des périodes précédentes.

Il est difficile, mais bénéficie de l'aide des pouvoirs.

Les obstacles qui gênent l'écoulement de la production ne sont pas tous également élevés au cours de la crise.

Tout d'abord, l'extraction se modère avec les années. Ensuite la consommation, la rivalité étrangères sont irrégulières. Ces flottements dans l'offre et dans la demande rendent les ventes plus ou moins malaisées.

Au lendemain de la prospérité inouïe de 1929, la production nette du bassin atteint son maximum et dépasse 35 millions de tonnes. La courbe des besoins enregistre à ce moment une chute inattendue et les stocks montent en fin d'année à 1.018.731 tonnes dans le Pas-de-Calais et à 394.415 dans le Nord.

Prévenues, les Compagnies ralentissent leur activité, mais le mal est plus énergique que les mesures chirurgicales et c'est pourquoi en décembre 1931 le tonnage du charbon invendu est encore supérieur au chiffre qu'il atteignait douze mois auparavant.

En effet, la concurrence s'exaspère. Les prix anglais baissent et varient entre 16 sh. 4 et 17 sh. 3. En septembre,

la dévaluation de la Livre avantage le combustible britannique d'un puissant dumping économique.

Le Gouvernement s'émeut. Devant les réclamations de nos houillères, devant le triste sort du mineur, il promet sa protection.

Un décret du 10 juillet 1931 interdit toute importation de houille sans autorisation officielle préalable.

Mais au cours du 1^{er} trimestre 1931, la perspective d'une pareille mesure excite la concurrence. Enfin, l'application du nouveau texte n'a pour effet que d'empêcher une exportation exagérée.

D'ailleurs elle n'est pas immédiate.

L'Angleterre obtient des délais. La limitation de son action sur notre marché ne commence qu'en septembre. C'est pourquoi les stocks sont, en fin 1931, supérieurs encore à ceux de décembre 1930 sur le carreau de nos mines.

Mais les diverses mesures de protection font enfin sentir faiblement leur effet bienfaisant en 1932.

Elles sont pourtant contrariées par des nouvelles et inévitables concessions à la Grande-Bretagne, telles que le retrait de la surtaxe compensatrice du change. Dès février, il n'existe plus en faveur de l'industrie française aucune compensation à la prime que donne à l'exportateur anglais la chute de la livre.

C'est au progrès réalisé dans le fonctionnement du contingentement plus qu'à l'amélioration passagère de la situation économique, qu'il faut attribuer la baisse minime des stocks au cours de 1932.

L'année 1933 n'est marquée d'aucune particularité. La consommation s'y relève un peu, mais les transports sont gênés par la grève des bateliers. Le tonnage du charbon immobilisé sur le carreau reste invariable.

Enfin, la crise se prolonge. Un faible espoir de reprise apparaît à la fin de 1935.

En bref, il existe deux situations commerciales assez distinctes dans la période présente.

Tout d'abord la confrontation d'une énorme production devant une consommation qui baisse subitement et avant que l'aide officielle n'allège les difficultés de nos houillères.

Ensuite, une politique née des circonstances : diminution de l'extraction qui s'adapte ainsi à l'importance des besoins, protection de l'Etat.

Une organisation spéciale aux temps est en effet nécessitée par les nouvelles conditions du marché.

La demande de combustible fléchit rapidement. Pourtant, elle est encore élevée en 1930 ; elle atteint à cette date 86 millions 1/2 de tonnes et n'apparaît faible qu'en comparaison de la forte quantité de charbon disponible.

Mais en 1931, elle descend déjà à 80 millions, tombe à 70 en 1932, remonte légèrement à 72 en 1933.

Proportionnellement, les besoins ont alors diminué de 11 % sur l'année 1930, de 17 % sur ceux de la période 1928-29-30.

D'autre part, la concurrence étrangère, celle de l'Angleterre surtout, est plus redoutable que jamais. Partout se pratique le dumping.

L'efficacité du contingentement apparaît évidente dans la légère baisse des stocks qui est enregistrée au lendemain de son application, malgré le ralentissement considérable de la consommation en 1930.

Dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, les livraisons en 1931 sont inférieures de 1.580.000 tonnes à celles de l'année précédente, elles ne le sont plus que de 761.000 en 1932. Et pourtant les plus gros clients de nos Compagnies, les

départements du Nord de la France, perdent au cours de cette dernière année une grande partie de leur activité. Les gains qu'enregistre le commerce de nos mines ne sont donc dus qu'à la nouvelle protection douanière.

L'importation de la houille décroît régulièrement. Alors qu'elle atteint 36.579.000 tonnes en 1930, elle fléchit à 32.840.000 en 1931, à 25.555.000 en 1932. Son maximum depuis la guerre est son chiffre de 1930 ; cette constatation prouve bien qu'avec l'apparition de la crise la pression étrangère redouble.

Notre plus dangereux rival reste évidemment l'Angleterre, dont la part dans l'importation des 29 millions de tonnes de houille pure qui entrent en France en 1930, c'est-à-dire avant le contingentement, est représentée par un apport de 13.496.000 tonnes.

Les exportations britanniques tombent ensuite à 9.147.000 tonnes en 1932. Dans ces chiffres ne sont comprises que les livraisons de charbon et non celles de coke, agglomérés, etc.

L'Allemagne qui, au contraire, nous vend surtout ces derniers produits, perd d'importants débouchés avec la fermeture des usines métallurgiques de l'Est.

En reprenant la Sarre, elle diminue légèrement la concurrence que rencontre le bassin du Nord.

L'indemnité que le Reich doit verser à la France pour la reprise des mines sarroises et dont les 2/3 sont payables en charbon, éprouverait fortement les houillères nationales si elle n'était limitée et si sa liquidation n'était étendue sur plusieurs années.

D'ailleurs, plus rien ne justifie l'entrée libre du combustible désormais extrait au delà de nos frontières. A lui comme au charbon de toute autre provenance étrangère doit s'appliquer le contingentement.

Celui-ci est fixé à 2 millions de tonnes par an et son application commence le 1^{er} mars 1935.

C'est pourquoi l'importance des houilles sarroises sur le marché français diminue subitement. Le tonnage de celles-ci s'élevait à 4.405.000 tonnes en 1934, il tombe à 2.286.000 en 1935.

La production des mines redevenues allemandes doit n'être adressée, en France, qu'à la métallurgie et aux services publics. Mais à dater du 1^{er} juillet, elle peut être mise à la disposition du commerce libre, c'est-à-dire de l'industrie privée et des foyers domestiques jusqu'à concurrence de 240.000 tonnes.

Le 1^{er} octobre, le régime des liquidations est de nouveau modifié. Sur le montant global des livraisons annuelles, 380.000 tonnes sont attribuées à l'union des consommateurs, 120.000 tonnes à la Société Charsar.

1.500 tonnes conservent seules la première destination des houilles sarroises contingentées.

Si à l'Est, la concurrence diminue pour notre bassin du Pas-de-Calais, en revanche la rivalité de la Belgique devient gênante.

Ce pays essaie par tous moyens d'écouler ses stocks. En 1934, nos mines perdent une forte clientèle dans les départements du Nord que lui ravissent les entreprises belges.

Dans l'ensemble, il appert que la crise rend plus redoutable que jamais l'action des houillères étrangères sur notre marché.

C'est pourquoi le premier but de la politique commerciale est désormais, pour nos Compagnies, la protection douanière.

Mais la situation économique a également des effets indéniables sur la technique même de l'exploitation et qui doivent être tout d'abord soulignés.

Non seulement la rationalisation devient la préoccupation primordiale des mines et use parfois d'artifices, mais de plus, la position favorable de l'acheteur nécessite plus de soins que jamais dans les livraisons.

La préparation du combustible est maintenant très poussée.

En 1931, dans le bassin du Nord, on enregistre une augmentation appréciable de la proportion du charbon passée au lavoir.

Elle est de 51 % de la production brute dans le Pas-de-Calais, de 75 % de l'extraction brute triée dans le Nord.

Si en 1932 ces pourcentages diminuent légèrement, c'est qu'avec la crise la vente des houilles grasses et espèces marchandes baisse rapidement, tandis que la part du charbon utilisable à l'état de tout venant dans certaines industries ou donné au personnel sans être épuré, garde toujours à peu près la même importance.

Il faut donc interpréter les chiffres. *Rebus sic stantibus*, la préparation du combustible est plus sévère qu'auparavant.

Quant à l'élaboration de la houille, sa transformation dans l'industrie annexe, loin de ralentir, elle se développe régulièrement depuis 1930. La production de coke baisse il est vrai, mais la fabrication des agglomérés augmente et la résultante de ces tendances est un progrès de l'activité des usines de surface.

En 1932, les exploitations du Pas-de-Calais livrent 120.000 tonnes d'agglomérés de plus que l'année précédente.

Cette ascension est parfois interprétée comme la réalisation d'un plan de rationalisation commerciale, l'évolution de la houillère en une vaste industrie d'élaboration du charbon.

Cette opinion est exagérée.

Il est possible que, recherchant tous les moyens d'écouler des stocks trop importants, les mines encouragent l'exten-

sion des houillères au cours de la crise. Mais même alors les ingénieurs ne voient pas dans ce mouvement qu'ils stimulent, la transformation de la houillère.

M. Georges (1) déclare dans une conférence en 1930 :

« L'industrie houillère est l'industrie lourde par définition, elle fournit en quantités énormes une matière première.

« On peut situer l'industrie houillère et l'industrie des dérivés chimiques de la houille en disant que dans la première, l'unité de compte est le million de tonnes et dans l'autre... le plus souvent la tonne.

« Il apparaîtra certes beaucoup plus intéressant à nos mineurs de gagner 1 franc de plus par tonne de houille... que chercher à gagner par exemple 200 francs par tonne sur une production de 200.000 tonnes (et c'est un gros chiffre) de produits chimiques, etc. ».

« Alors pourquoi les mines s'intéressent-elles à la chimie.

« C'est, poursuit M. Georges, que l'évolution de la situation de l'industrie houillère considérée du pur point charbonnier, y amène de façon presque irrésistible... »

Mais le conférencier consent à ses contradicteurs : « Si nos ingénieurs du fond continuent à calculer leur prix de revient au millième, et le millième vaut 35.000 francs dans notre région, nos ingénieurs de surface et les services commerciaux savent qu'il n'est pas de petits bénéfices à négliger et que toute amélioration des conditions de vente doit être mise en œuvre ».

Malgré la concession qui termine cette argumentation, il reste bien visible que nos mines n'envisagent guère comme un débouché indispensable l'extension des annexes.

Pourtant, cette affirmation doit être nuancée, tempérée de quelques réserves.

(1) Conférence faite au Comité du Génie Civil le 15 février 1930, publiée par les soins de la Société Industrielle du Nord et de la France.

Si le développement des diverses industries de surface n'est pas pour les exploitants une source normale de profits, une économie rationnelle suscite cependant l'éclosion des cokeries au sein des houillères nationales et de celles du Nord en particulier.

En effet, les gisements français sont assez pauvres et nos Compagnies sont réduites à extraire certaines sortes de charbon que l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis se permettent de dédaigner. Le pulvérulent forme le quart de la production de notre bassin septentrional dont les ingénieurs doivent par conséquent valoriser chaque année 8 millions de tonnes d'un combustible invendable sous sa forme première.

Les conditions naturelles de nos mines nécessitent l'installation de cokeries autour des puits. Mais le principe qui préside à la construction des fours n'est pas tant le souci d'assurer au charbon de nouveaux débouchés comme sous-produit, que de valoriser une matière sans pouvoir commercial, de l'acheminer jusqu'à la forme marchande.

C'est pourquoi il ne faut pas étendre sans réserves à la cokerie les tempéraments apportés au développement des autres annexes.

Celles-ci sont seules à mériter véritablement le qualificatif d'auxiliaires. Leurs avantages ne doivent d'ailleurs pas être méconnus.

Bien que les industries de surface se développent au cours de la crise, cette extension ne constitue pas un débouché indispensable à nos mines.

Celles-ci désirent avant tout maintenir aussi large que possible leur zone géographique de ventes.

Dans les pertes de clientèle qu'elles subissent, il faut distinguer celles que leur cause l'exaspération de la concur-

rence de celles qui résultent de la diminution générale des besoins.

Avant la protection douanière, en 1930-31, la baisse des livraisons de nos houillères dans certaines régions est due au premier facteur de mévente.

Si déjà la crise se manifeste dans les départements industriels du Lyonnais et du Nord par une diminution notable de la consommation, le fléchissement des commandes adressées à notre bassin est, sur la côte Ouest, l'effet du dumping britannique.

Par la suite, la gêne s'accroît dans les régions les plus actives. La situation économique du Nord s'aggrave particulièrement. Si les livraisons des charbons locaux augmentent de plus de 800.000 tonnes en 1932, c'est grâce uniquement à l'intervention douanière.

Celle-ci limite modérément la concurrence. Elle ne peut pourtant empêcher les houilles belges de prendre une grande importance dans la zone frontière et de soustraire aux nôtres une partie de leur étroit marché.

En 1934, alors que le commerce de nos mines reprend dans l'Ouest, le chiffre total des ventes de notre bassin fléchit pourtant, concurrencé avant tout par le progrès des expéditions belges.

Cependant, bien que s'exaspérant, la rivalité des combustibles étrangers n'a qu'une action secondaire dans la diminution des affaires de nos houillères. Le rétrécissement des zones de consommation est dû avant toute autre cause à la baisse des besoins.

C'est pourquoi les pertes les plus fortes de la clientèle sont enregistrées dans les grands centres d'activité tels que le Nord et le Lyonnais.

C'est aussi pourquoi l'étude des cartes commerciales ne

présente plus le même intérêt qu'au temps où était entreprise la lutte contre la concurrence étrangère. Celle-ci est désormais limitée.

L'amélioration des conditions de transport ne cesse pourtant pas d'être nécessaire, mais l'attention est surtout dirigée sur la protection douanière.

Les tarifs ferroviaires ne reçoivent aucune modification. Ils demeurent ceux qu'établit le barème du 1^{er} mars 1928, alors que partout ailleurs ils sont judicieusement abaissés.

Quant au trafic des voies d'eau, il diminue toujours, ses conditions devenant vraiment trop précaires. Les travaux du Canal du Nord sont suspendus en 1933 devant les difficultés économiques. La situation des bateliers empire.

De plus l'instabilité des frets nécessite des mesures. La 1^{re} région économique fait autoriser le 1^{er} mai 1931, une Commission de régularisation des frets. Celle-ci, pour améliorer le sort misérable des marinières, leur recommande en septembre 1932, de cesser leur funeste concurrence et de ne pas travailler au-dessous d'une certaine rémunération.

Il est inévitable que la mévente des charbons affecte cruellement la batellerie du Nord dont le transport de la houille représente presque l'unique raison d'être.

Les grèves de protestation qui éclatent en 1933 diminuent encore le trafic par chalands.

Heureusement la modernisation des canaux locaux se poursuit, le réseau minier est notablement amélioré. Le 7 décembre 1931, l'ouverture du canal de l'Aisne à l'Oise réduit de 55 kilomètres le trajet vers l'Est.

En vérité, les services commerciaux n'ont plus désormais comme premier objectif le perfectionnement des conditions de transport, mais surtout la protection contre l'action étrangère.

La tâche est importante.

Les barèmes douaniers qui s'appliquent à l'introduction des charbons sont pratiquement inefficaces au début de la crise.

Constatation à peine vraisemblable, c'est seulement en 1926 que sont majorés les divers droits établis en 1860 et 1872. De plus, l'augmentation qu'ils reçoivent est dérisoire en comparaison de la progression continuelle des prix ; son effet est négligeable.

Les tarifs douaniers, qui étaient restés fixés à 1 fr. 20 par tonne depuis 1860, sont portés à 2 francs le 9 septembre 1926. Un mois avant cette dernière date, le 5 août, la taxe de statistique, qui était toujours celle de 1872 égale à 0 fr. 10, est majorée à 0 fr. 70. Outre ces deux modifications apportées à un régime vieux de plus de 50 ans, le système de 1926 comporte un nouveau droit qu'il crée et qui est dit « taxe pour le développement du commerce extérieur ». Son taux est de 0 fr. 20 par tonne.

Telle est toute la protection que peuvent attendre les mines françaises lors des premières difficultés commerciales. Il ne faut pas en effet considérer comme une mesure douanière l'exigence d'une taxe *ad valorem* de 2,50 % sur le combustible importé. Celle-ci remplace la taxe à la production qu'acquittent les exploitations indigènes.

L'intervention contre la concurrence des mines voisines déjà naturellement avantagées sur les nôtres, est tout à fait insuffisante. Son renforcement devient la première préoccupation de nos houillères.

Si jusqu'alors les réclamations du pays minier n'avaient pas été entendues, la triste situation du mineur force désormais l'action du Gouvernement.

Le décret du 10 juillet 1931 est la première mesure efficace

de protection. L'importation de houille n'est plus possible qu'avec une licence. Une commission consultative, instituée auprès du Ministère des Travaux publics, est chargée de délivrer les autorisations. Elle arrête les règles suivantes :

La diminution de la consommation qui affecte l'industrie houillère sera supportée par les mines indigènes pour un tiers; les deux autres tiers de la mévente retomberont sur la concurrence étrangère.

Ces proportions servent de base à la répartition des licences.

Dans le calcul des sacrifices que doivent subir l'industrie nationale et l'exportation, les chiffres des livraisons effectuées en 1925, 1929 et 1930 serviront de références.

En combinant les deux données précédentes, la commission dresse un tableau portant pour chaque pays fournisseur du marché français, la limite mensuelle de ses envois.

Mais évidemment la consommation est variable, puisque toujours décroissante. L'adaptation des expéditions étrangères aux conditions continuellement changeantes des besoins indigènes ne nécessite que le maniement des coefficients.

Les chiffres du tableau de base sont réduits à 80 % de leur valeur initiale jusqu'en décembre 1931, puis à 60 % en juin 1932 et à 70 % le mois suivant.

La seconde mesure de protection adoptée durant la crise est la création d'une taxe sur les licences en mai 1933 et dont le taux, tout d'abord fixé à 2 francs par tonne, s'élève vite à 4 et à 5 francs.

Le premier effet de l'intervention est simplement d'apaiser un instant les craintes et les mécontentements. Ses résultats matériels sont peu décisifs. Dans l'ensemble l'application du contingentement est trop timorée.

Non seulement l'Angleterre bénéficie d'un délai et ne subit

la réduction de 20 % qu'à dater du 1^{er} septembre, mais les cas d'espèce et les exceptions apparaissent trop nombreux.

La faiblesse de l'Administration rendant les mesures de protection assez vaines, justifie une seconde campagne des compagnies et surtout des syndicats ouvriers.

Une véritable amélioration est apportée aux mesures éstatistiques en juin 1932. A l'abaissement du pourcentage des exportations à 60 % de leur chiffre de base, s'ajoute la révision des licences, l'abréviation de leur durée de validité, les rendant caduques tous les mois et non plus tous les trimestres.

Le renforcement de la protection est couronné d'heureux résultats. En 1932, malgré l'aggravation notoire de la crise, les stocks fléchissent légèrement.

La livraison de houille pure au public atteint 14.373.660 tonnes dans les concessions du Pas-de-Calais et croît encore légèrement en 1933, tandis que les importations diminuent.

Pourtant l'intervention des pouvoirs est toujours lente, hésitante. Deux causes expliquent ces timidités à protéger l'industrie minière : le désir de ménager les houillères d'outre-Manche et les intérêts des importateurs.

Une des mesures visant les charbons anglais et qui semble des plus justifiées, est l'institution d'une surtaxe compensatrice pour combattre la prime que donne à l'exportateur la dévaluation de la livre. Le taux de ce droit est de 15 %, inférieur donc à celui de la dépréciation de la monnaie britannique.

Or, pour juste que soit cette nouvelle taxation, elle n'en est pas moins retirée en février 1932 devant les protestations de l'Angleterre. Cette malheureuse initiative oblige les houillères françaises à diminuer les salaires de 7 à 8 %.

D'autre part, les départements de l'Ouest qui vivent de l'importation du charbon contrarient énergiquement le suc-

cès des revendications du pays minier. Un exemple entre mille illustrera la lutte qu'entreprend la région côtière contre les projets de protection des houillères nationales.

A la fin de 1935, le coefficient attribué à l'introduction des charbons contingentés est fixé à 58 % des chiffres portés sur le tableau de base. Devant les difficultés grandissantes, les mines demandent que ce taux soit réduit de 10 % et abaissé par conséquent à 52,20 %. Cette prétention leur est accordée et le nouveau pourcentage s'applique à dater du 1^{er} septembre. Mais aussitôt est distraite de la pratique de cette réforme une partie de la période hivernale, les mois de décembre, janvier, février, durant lesquels les besoins sont importants. Les importateurs obtiennent enfin le maintien de cette exception à eux favorable jusqu'en avril 1936.

A l'annonce du plus léger renforcement de protection des houillères, la population côtière élève des protestations véhémentes et des discussions s'engagent entre le bassin du Nord et les départements de l'Ouest.

En 1934, la Chambre de Commerce de Béthune, répondant aux doléances de celle d'Elbeuf, précise les effets malencontreux d'une trop grande complaisance envers les producteurs étrangers et résume la situation des mines françaises au cours de la crise.

En paiement des 25.891.000 tonnes de charbon achetées à l'étranger en 1933, explique le rapporteur, M. Didier (1), la France a dû verser une somme de 2.214 millions, soit 22 % du déficit de 10 milliards de notre balance commerciale. En regard de ce chiffre de 2.214 millions, notons que le montant total des salaires payés aux mineurs français pour les 48 millions de tonnes produites en 1933 n'est que de 1.874 millions, que cette dernière somme est totalement dépensée

(1) Bulletin trimestriel de la Chambre de Commerce de Béthune. Juin 1934.

dans le pays et que, du fait des impôts indirects, 25 % de ces salaires, soit 468 millions, retournent dans les caisses de l'Etat.

Le rapport établit ensuite qu'une journée de chômage fait perdre :

7.154.000 francs aux ouvriers,

4.000.000 de francs aux industries fournisseurs de la mine,

3.500.000 francs aux chemins de fer,

3.611.000 francs à l'Etat,

soit 18.265.000 francs à l'économie nationale.

Enfin, M. Didier fait remarquer que les importations maritimes n'ont guère baissé depuis la crise et « qu'une diminution du tonnage de houille dans les ports a des conséquences infiniment moins grandes que si elle se produit dans les mines ».

Entre autres prétextes qu'invoquent les importateurs pour s'opposer à la dernière réduction du contingentement, ils s'autorisent du suivant : une trop forte protection douanière entraîne pour la France le risque d'un approvisionnement insuffisant.

Les houillères répondent qu'abaisser le taux de 10 % et l'amener à 52,20 % équivaut à diminuer l'importation de 110.000 tonnes par mois, soit 1.320.000 tonnes par an, alors que la consommation indigène a fléchi de 3.272.000 tonnes dans les 11 premiers mois de 1935 ; alors que, durant cette période, les 42 jours de chômage enregistrés représentent une puissance de production inemployée de 7.700.000 tonnes.

La crainte des importateurs est donc vaine et aucune raison sérieuse ne doit logiquement contrarier la protection de nos houillères.

L'intervention douanière contre la concurrence étrangère, principale préoccupation commerciale des mines au cours de

la crise, se heurte donc à des obstacles sérieux et nécessite de la part des compagnies autant de soins que jadis l'extension des débouchés.

Les difficultés économiques entraînent comme autre conséquence à elles spéciale la création d'ententes.

Déjà avant 1930 avaient existé des accords locaux de portée restreinte. La Convention de débit du 29 mai 1931 inaugure la véritable collaboration officielle des houillères françaises. Ses effets ne sont guère considérables, car ses prétentions sont très modérées. En effet, la nouvelle organisation n'impose aux compagnies que très peu de disciplines communes. Elle fonctionne sans comptoir de vente ni cartel, sans aucun organisme se superposant aux entreprises. Elle ne prévoit aucune action directe sur les prix. Bref, l'entente est beaucoup moins étroite qu'elle ne l'est ordinairement à l'étranger.

Mais parce qu'elle crée une nouvelle méthode de travail, qu'elle oppose à l'individualisme des mines françaises l'idée de coopération, son influence est appréciable. Et c'est pourquoi, malgré l'immobilité apparente des courbes de vente à la suite de la nouvelle organisation commerciale, M. Lafitte-Laplace (1) peut prétendre : « Ces résultats sont d'importance », en faisant pourtant cette dernière réserve : « Ce n'est pas les sous-estimer que se demander cependant si, à l'avenir, les houillères françaises ne devront pas donner plus de cohésion à leur dispositif en renforçant l'action collective ».

L'entente, la protection douanière sont des moyens nouveaux, spéciaux à la période de crise, dans la politique commerciale de nos mines.

(1) Ouvrage précité, page 727.

Les effets des difficultés économiques sont sensibles dans l'aspect du marché charbonnier.

Tout d'abord la demande de combustible étant désormais inférieure à l'offre, la baisse des prix est à prévoir. Elle ne peut être enrayée par le contingentement. Celui-ci, en effet, « laisse subsister la concurrence », explique M. Lafitte-Laplace (1). « Comme les mines françaises sont loin de leur capacité de production normale et d'ici assez longtemps, sans doute, rechercheront moins un avantage de prix qu'une amélioration de leur débit, leurs offres feront pression sur le marché et suffiront à réprimer les velléités de hausse de la concurrence étrangère ».

Les prix moyens sont en 1930 de 116 fr. 67 dans le Pas-de-Calais et de 119 fr. 45 dans le Nord. Ils semblent plus élevés qu'ils ne l'étaient l'année précédente, mais ce paradoxe est explicable après la constatation suivante : ce sont les qualités inférieures qui souffrent le plus de la crise dès les débuts de celle-ci.

D'ailleurs des rabais sont régulièrement consentis sur les tarifs de la mercuriale de Douai.

Le taux moyen des ventes au public s'abaisse ensuite. Dans l'arrondissement minéralogique d'Arras il est de 104 fr. 56 en 1931, de 94 fr. 39 en 1932, de 89 fr. 19 en 1933, de 84 fr. 35 en 1934. En fait, les prix exigés sont toujours inférieurs à ceux que constate le barème.

Le malaise économique n'éprouve pas toute l'industrie annexe. Si la cokerie souffre de la crise, nul ne peut lui reprocher aucun suréquipement, puisqu'elle ne suffisait pas avant 1930 à assurer la consommation française. Celle-ci est tombée en 1932 à 57 % du maximum qu'elle atteint en 1929.

(1) Ouvrage précité, pages 607 et 608.

Bien que le nombre des fours en activité décroisse rapidement, que les installations du Nord ne fournissent plus en 1932 que 928.212 tonnes contre 1.383.308 en 1930, le stock des cokeries s'élève à 500.000 tonnes, alors que les importations baissent de 63 %.

Dans le Pas-de-Calais, la production se maintient à 353.000 tonnes en 1932; elle est encore de 308.000 tonnes en 1934.

Une entente serait souhaitable entre les diverses entreprises.

Heureusement, le commerce des agglomérés présente une meilleure physionomie. Loin de souffrir de la crise, il semble puiser en elle un renouveau d'activité.

La fabrication de briquettes et de boulets atteint 8 millions de tonnes en 1931. Ces dernières formules de combustible sont en effet d'un prix peu élevé, donc très demandées dans les périodes de malaise économique. Enfin elles constituent un débouché pour les charbons qui s'accumulent sur le carreau de la mine.

Le souci d'écouler par tous moyens une forte production développe également l'industrie chimique, l'élaboration des sous-produits de la houille.

En 1932, le Nord fournit 24.841 tonnes de goudron, 8.084 de benzol brut, 11.675 d'ammoniaque.

En résumé, la nouvelle situation économique modifie l'aspect de la politique de nos mines et du marché charbonnier. Le commerce de nos compagnies houillères est gêné, ralenti. Il n'a, pour l'instant, d'autre ambition que de ne pas subir de trop fortes pertes.

Pourtant, puisque le malaise dont souffre le bassin du Nord et du Pas-de-Calais n'est dû à aucun suréquipement des puits, mais à la seule baisse des besoins, puisque la cause

du mal est extérieure aux exploitations, celles-ci peuvent espérer retrouver leur activité antérieure.

L'organisation contre la concurrence étrangère cesse depuis 1930 d'être pratiquement inefficace.

Acquérant une aide qui leur manquait auparavant, nos mines, qui désormais collaborent, peuvent envisager la possibilité future de poursuivre leur évolution momentanément interrompue.

CHAPITRE V

L'intervention de l'Etat

Si l'intervention de l'Etat est constante dans l'industrie houillère, elle y est plus étroite que jamais au cours des périodes difficiles.

La protection des pouvoirs envers le mineur s'était maintenue dans ses limites ordinaires lors des années prospères. Le commerce de nos mines semblait alors manquer du minimum d'aide nécessaire à son développement.

Au lendemain de la guerre, l'Etat s'était intéressé à la restauration du bassin du Nord. Aujourd'hui, l'accumulation des stocks autour des puits vaut aux exploitations l'appui du Gouvernement qu'elles réclamaient depuis leur reconstitution.

L'action officielle vient améliorer la situation économique du pays minier. Elle ne guérit pas complètement le mal, elle n'épuise pas dans le Nord et le Pas-de-Calais les bienfaits qu'elle peut dispenser, mais les partage entre les mines, les importateurs et les producteurs étrangers.

Au sein des houillères, non seulement les mesures sont plus nombreuses que jamais dans le cadre ordinaire de l'intervention, mais de plus celle-ci s'étend désormais à de nouveaux domaines.

La politique sociale poursuit comme premier but la lutte contre le fléau qui désole les cités ouvrières : le chômage.

La prévention contre ce mal existe tout d'abord dans la défense douanière. Celle-ci ne suffit pourtant pas à assurer le travail régulier à notre population minière. Elle devrait, pour atteindre ce résultat, réduire encore de 8 millions de

tonnes les importations de charbon, mesure pratiquement impossible.

Dans le chapitre de la main-d'œuvre, certains expédients limitent le nombre des chômeurs mais sont tous de peu d'effet et d'emploi regrettable.

Le premier d'entre eux est le rapatriement des étrangers que développent la nouvelle attitude du Gouvernement envers la colonie polonaise, la loi de 1932 sur la protection de la main-d'œuvre indigène, la répression des incidents semblables à celui de l'Escarpelle.

La mise à la retraite permet également de réduire le montant des indemnités de chômage.

En 1936 est votée une disposition qui accorde la retraite aux mineurs âgés de 50 ans et comptant 30 ans de service dans la mine, dont 20 au fond.

Mais les mesures de prévention sont insuffisantes et l'Etat doit atténuer la misère de la population ouvrière en versant des allocations aux hommes privés de travail.

Ce remède est un pis-aller. Il est immoral, représente une lourde charge pour la dette publique, une grande perte pour l'économie nationale.

Au début de la crise, le régime de droit commun des secours aux chômeurs s'applique aux houillères comme à toute autre industrie, sans aucune controverse.

Les indemnités sont distribuées par les caisses diverses : départementales, communales, syndicales, qu'alimente l'Etat pour une part variant entre 60 et 90 % et que fixe un décret. Celui-ci détermine également les conditions d'admission aux bénéfices des allocations.

Pour être inscrit à une caisse publique, le mineur doit avoir subi au moins 8 jours de chômage au cours des quatre semaines précédant immédiatement son affiliation. Si ensuite

il travaille moins de quatre jours par semaine, ou seulement une semaine sur deux, il peut prétendre aux secours. Toutefois, le premier jour de chaque semaine n'est jamais indemnisé.

En juin 1934, un projet de loi veut instituer pour le mineur un régime à lui spécial et qui diffère du premier sur de nombreux points. Les innovations peuvent être résumées comme suit :

La création d'une caisse n'est plus facultative, mais obligatoire. L'ouvrier n'est plus secouru à partir du cinquième jour chômé dans le mois, mais dès la première journée si le travail a cessé plus de quatre jours, dès la seconde dans le cas contraire. Un projet plus avancé prévoit même l'indemnisation régulière de tous les jours chômés. Enfin, tandis que dans le système alors en vigueur, la collectivité seule assure avec l'Etat les ressources de la caisse, dans le nouveau régime l'exploitant contribue au versement des allocations dans une proportion que certains textes portent à 64 %.

Les compagnies se montrent évidemment très hostiles à ces différentes dispositions. Elles ne savent ce qui leur vaut l'application d'un système particulier et prétendent être régies par le droit commun.

Cependant, un accord est conclu le 17 mars 1934 et les mines payent désormais les indemnités dans les conditions suivantes : les allocations familiales pour tous les jours chômés, les secours individuels à partir du cinquième jour d'inactivité dans le mois.

L'obligation est retirée aux houillères, qui leur avait été un instant prescrite par la convention précitée, de secourir l'ouvrier dès le quatrième jour de chômage si le travail avait déjà été interrompu quatre fois au moins le mois précédant.

Le montant des versements est ainsi fixé :

7 francs pour le mineur chef de famille et 4 francs pour son conjoint ; 4 francs pour celui qui n'a pas de charge s'il a plus de 18 ans, 3 francs s'il est âgé de plus de 16 ans et de moins de 18, 2 francs s'il n'a pas encore 16 ans.

La compensation des charges entre les compagnies est assurée par une Caisse de chômage partiel des mines du Nord et Pas-de-Calais.

Un autre aspect de l'aide officielle envers les houillères, également spécial aux temps difficiles, est l'inauguration d'une politique douanière contre les charbons étrangers. L'Etat ne se désintéresse plus comme jadis du commerce de nos mines. L'établissement du contingentement du combustible est une innovation remarquable. Le Gouvernement hésite d'abord à recourir à ce procédé brutal, il envisage l'élévation des droits de douane. Mais les houillères manifestent leur suspicion envers cette dernière solution. Le taux des tarifs applicables aux charbons importés est long à étudier, à modifier. Or, la défense contre le dumping est urgente. De plus un barème, même sévère, n'est pas un véritable obstacle aux houilles étrangères qui ont sur les nôtres de grands avantages naturels et créés.

L'attitude même des Pouvoirs leur empêche de recourir à l'augmentation des droits à l'importation. En effet, les lourdes taxes qui frappent la production et la circulation du charbon aggravent les difficultés commerciales de nos mines et favorisent la concurrence.

Toutes ces raisons font adopter le système du contingentement, malgré les imperfections qu'on peut lui reprocher.

Le recours aux droits de douane n'est visible que dans la création d'une taxe sur les licences en mai 1933.

A ces mesures protectrices générales s'en ajoutent d'autres, spéciales à tel ou tel producteur déterminé.

Ainsi un tarif particulier doit viser les charbons anglais dont les prix baissent de 25 % et même de 30 % à la suite de la dévaluation de la livre. Certes, les exportations des mines d'outre-Manche sont limitées, mais, selon la juste remarque de M. Lafitte-Laplace (1) : « Le contingentement agit sur les quantités et non sur les prix. Qu'un producteur étranger puisse du jour au lendemain réduire de 25 à 30 % en valeur or ses prix de revient et prix de vente, il exercera toujours sur les prix une pression telle qu'avec ou sans contingent il obligera les autres producteurs à reculer devant lui sur n'importe quel marché ».

Le taux de la surtaxe compensatrice de change est fixé à 15 %, c'est-à-dire à la moitié de la prime que la chute de la livre donne aux exportateurs britanniques.

Devant les violentes protestations de l'Angleterre, les menaces de représailles, le décret du 14 novembre 1931 est rapporté le 15 février 1932.

Au début de l'année 1935, la Sarre, en redevenant allemande, nécessite aussi la création d'un régime douanier à elle spécial. Sur les 900 millions que le Reich doit verser à la France à titre d'indemnité, 600 de ceux-ci sont payables en charbon. Pour éviter que des livraisons massives de houille n'affectent trop les exploitations françaises, l'accord de Naples du 18 février limite à 2 millions de tonnes par an l'importation du combustible sarrois.

Si la protection officielle contre la concurrence étrangère améliore le sort de nos houillères, celles-ci ignorent pourtant l'encouragement que reçoivent la production, le commerce des mines dans les pays voisins.

Les charges fiscales ne sont guère allégées depuis la crise.

(1) Ouvrage précité, page 610.

Au contraire, la taxe unique, qui était de 2,50 % d'après le tarif du 4 avril 1926, est élevée à 3 % en mars 1936 pour assurer l'application de la loi modifiant légèrement le régime de la retraite des mineurs.

Outre l'intervention douanière et fiscale, les circonstances assignent à l'Etat un rôle important : aider à la conclusion des ententes.

Très individualistes, les entreprises françaises hésitent à prendre l'initiative d'une collaboration commerciale. C'est le Gouvernement qui suggère la négociation du premier accord signé par les mines le 29 mai 1931. C'est lui qui toujours préside au renouvellement et au renforcement des alliances.

Les socialistes réclament une participation assez étendue de l'Etat aux affaires des houillères. Mais une ingérence étroite des pouvoirs dans l'économie des exploitations n'est pas souhaitable. L'avenir de nos mines est plutôt dans la réalisation d'une entente internationale. C'est à faciliter celle-ci que doivent s'employer les Pouvoirs.

Dans les conférences de Genève relatives à la collaboration de toutes les houillères européennes, la France manifeste toujours une bonne volonté évidente. Peut-être doit-on espérer, avec la concentration grandissante des exploitations britanniques, mettre bientôt un terme aux luttes incessantes que se livrent les différents pays producteurs de houille.

En résumé, l'intervention commerciale, négligeable jusqu'en 1930, doit ensuite se manifester subitement dans une série de mesures rapidement adoptées, qui ne forment pas un système logique, cohérent, mais combattent chacune un danger différent dès qu'il apparaît.

Cette aide apportée au commerce de nos houillères, pour imparfaite qu'elle soit, est la caractéristique heureuse de l'Etatisme durant la crise.

CONCLUSION

La crise transforme radicalement la politique qu'ont suivie depuis la guerre les ingénieurs des mines de notre bassin du Nord.

La progression régulière de l'exploitation s'arrête subitement. Les difficultés, les circonstances, imposent à la sagesse des exploitants la substitution de la défensive à l'offensive qui jusqu'alors était leur directive invariable.

Au lendemain de l'armistice, les conditions du marché, la grande activité des affaires, le climat économique ne peuvent qu'encourager le développement de l'industrie houillère.

Evidemment, le réveil de nos entreprises dévastées doit se traduire dans des progrès très sensibles de la production. Mais les résultats dont se flattent les compagnies dans les premières années de la restauration, n'ont pas qu'une importance relative. Ils ne trouvent pas leur seul mérite dans une comparaison qui manquerait d'intérêt, mais sont appréciables en eux-mêmes, comme en peut témoigner le rapprochement des prévisions et des réalisations.

Si la renaissance du pays minier surprend les plus optimistes, c'est qu'une ambition, une volonté de lutte, préside à la restauration des sièges détruits. Le nationalisme économique universellement prôné au lendemain de la guerre inspiré de vastes projets à nos ingénieurs. Ceux-ci n'entendent pas rétablir la situation de 1914, ils veulent beaucoup plus loin.

La houillère ne supportera plus comme jadis d'être au second plan dans l'industrie française, elle n'admettra plus comme un axiome irréfutable qu'il lui faut borner ses prétentions et ne jamais contrarier ses rivales.

C'est pourquoi les puits s'arment d'un matériel puissant et perfectionné, une méthode rigoureuse règle désormais la marche de l'entreprise et de nombreuses recrues sont embauchées.

La guerre n'a pas seulement détruit des installations, elle a anéanti un régime, transformé les conceptions, renouvelé les directives.

Hélas, l'infériorité naturelle de nos gisements sur leurs concurrents voisins est toujours latente et se révèle à la moindre occasion.

Les chiffres d'extraction de 1913 sont à peine dépassés, que déjà les livraisons se heurtent aux produits étrangers, comme si l'activité de nos mines se bornait avant-guerre aux limites que lui fixait la concurrence.

Les premières difficultés que rencontrent nos exploitations restaurées, à vendre le charbon qu'elles fournissent, traduisent bien cette donnée, qu'en période normale le véritable obstacle à l'extension de nos houillères n'est pas technique et que la politique primordiale des compagnies doit être l'amélioration des conditions commerciales.

L'offensive se concentre donc sur le marché aussitôt que le rythme ordinaire de la production est retrouvé.

Certes, si les dispositions de notre bassin nous rendent inégale la lutte contre nos voisins, elles ne sont pas la seule cause de notre infériorité sur eux.

L'Angleterre, grâce à une flotte spécialisée, achemine son combustible à Paris en consentant des frets extrêmement bas. L'Allemagne a érigé un système de canaux remarquable.

Ces divers pays encouragent l'industrie charbonnière. Ils évitent de la brider par une taxation trop lourde, leur politique favorise l'exportation, crée des dumpings officiels ou déguisés.

Puisque par tous les moyens qui sont en leur possession, par une exploitation méthodique, par l'adjonction prudente et mesurée d'annexes, les ingénieurs ont abaissé le prix de revient, leur tâche la plus pressante est désormais de réclamer l'aide des Pouvoirs publics. Il leur faut avant tout, obtenir l'amélioration des conditions de transport, la modernisation des voies d'eau, la protection douanière.

Mais les adversaires qui contrarient le succès de ces revendications sont puissants. Ce sont les importateurs et tous les départements côtiers largement représentés à la Chambre ; c'est l'Angleterre dont la grande source de richesse est le commerce du charbon et à qui nous ne pouvons interdire nos ports sans crainte de représailles. D'ailleurs, le combustible britannique a sur le nôtre de tels avantages de prix, de variété, de qualité, qu'il est illusoire de lui fermer notre marché.

Mais ces obstacles ne rendent pas tout effort inutile et notre production peut s'assurer de nouveaux débouchés avec l'aide de l'Etat.

Ainsi la politique qui s'impose à nos mines est l'offensive commerciale, lorsque la crise vient subitement transformer les conditions de l'exploitation.

Evidemment, de toutes les causes qui provoquent et aggravent un malaise économique, l'exaspération de la concurrence est la plus redoutable à nos houillères. La dévaluation de la livre est le coup le plus terrible porté à notre industrie charbonnière depuis sa renaissance.

Nos ingénieurs s'adaptent aux circonstances nouvelles et substituent la prudence aux plans ambitieux jusqu'alors projetés. Cette attitude résignée, cette modération consentie pour atténuer les méfaits d'une dépression passagère, entraînent la soumission de l'exploitation aux méthodes restric

tives. Pour la première fois depuis la guerre une limite est assignée à la production et la rationalisation devient la directive principale de l'entrepreneur.

Tous les aspects de l'action des compagnies s'étaient exprimés dans des courbes ascendantes jusqu'en 1930; désormais la marche de l'extraction, celle des échanges fléchissent régulièrement.

La période actuelle se distingue également par une conséquence indirecte des difficultés qu'elle crée : la modification qu'elle provoque dans la forme de l'entreprise. Les circonstances rendent possible l'entente entre les diverses sociétés jusqu'alors si jalouses de leur individualité. Si, dans le domaine commercial, l'Etat se décide enfin à intervenir efficacement, à leur tour les exploitants tentent un suprême effort et ébauchent une collaboration qui ne pourra que s'étendre et se resserrer par la suite.

En bref, la crise se manifeste dans nos mines, et par les innovations qu'elle y suscite, et par la modification qu'elle imprime aux tendances de leur activité.

Si pourtant une économie rigoureuse n'est plus maintenant compatible avec le développement de la technique, si sa pratique exige la modération de l'extraction, cette soumission de la production à la méthode n'est qu'accidentelle. Bientôt la rationalisation reprendra son rôle ordinaire : aider à l'extension de l'exploitation.

Nos mines ne renoncent pas à poursuivre l'évolution qu'elles ont constamment voulue depuis 1918. Au contraire, les concessions qu'elles font aux temps ne servent qu'à atteindre cette ambition plutôt qu'elles ne trahissent une renonciation à la réaliser.

Si donc la recherche du meilleur rendement est le souci primordial des compagnies au cours de la crise, elle n'est

pas leur unique préoccupation et n'exclut pas le désir de produire et de livrer au marché le tonnage maximum qu'absorbe la consommation.

La force vitale, le besoin d'expansion de nos houillères se sont manifestés tout d'abord dans le relèvement rapide des sièges dévastés, dans leur rééquipement et leur repeuplement hâtifs, dans le développement de la technique, puis, la restauration achevée, dans la concentration des efforts des exploitants sur la politique commerciale. Ils s'affirment aujourd'hui dans la rationalisation et la modération même que celle-ci recommande à l'ingénieur.

Nuancée, tour à tour hardie et prudente, l'action de nos mines poursuit inlassablement le même but ambitieux par les moyens les plus opportuns.

Grâce à cette habileté et à cette persévérance, les houillères, rapidement guéries des suites de la guerre, ont profité des dernières années de la prospérité sans aucune aide officielle ; grâce encore à leur constance, elles ont obtenu, au cours de la crise, l'appui des pouvoirs.

Dès la reprise de l'activité générale, le commerce de nos exploitations ne sera plus désormais bridé par une concurrence aussi redoutable que celle qu'elle rencontrait avant 1931. Nos entreprises connaîtront encore comme obstacles à leur progrès, leur infériorité naturelle sur leurs rivales étrangères ; elles souffriront légèrement de la divulgation des substituts du charbon, mais déploreront moins que jadis l'incurie de l'Etat. En effet, les mesures douanières subsisteront en partie comme une des heureuses réformes suscitées par les difficultés économiques.

C'est pourquoi notre population minière peut espérer retrouver la prospérité dont elle jouissait en 1929 sans la croire nécessairement soumise à une activité fiévreuse et de mauvais augure.

De même que la houillère a ressenti les lointains prodromes de la dépression, elle éprouvera les premiers bienfaits de la reprise, s'animera dès la moindre solution du malaise actuel dont la cause la plus importante fut peut-être la haute valeur de la devise nationale. Toutes les protections douanières aident moins efficacement le pays noir que le seul alignement des monnaies.

Lorsque la gêne présente ne sera plus qu'un pénible souvenir, nos compagnies pourront délaissier les expédients accidentels. Instruites par l'expérience, connaissant l'obstacle qui contrarie le plus sérieusement leurs ambitieuses aspirations, elles devront concentrer leurs efforts sur cette politique primordiale : *l'amélioration des conditions commerciales et plus particulièrement le perfectionnement des transports*. Leur avenir est dans la conquête d'un marché toujours plus étendu.

C'est en espérant la fin prochaine de la crise que les mines s'organisent rationnellement aujourd'hui, afin de poursuivre demain leur extension, avec l'habileté et le courage qu'elles ont consacrés depuis la guerre à cet idéal.

Tableaux statistiques résumant la troisième partie

La production décroît régulièrement depuis le début de la crise.

Rappelons qu'à partir de 1933 les mines du Nord gagnent la Compagnie d'Ostricourt, aux dépens de celles du Pas-de-Calais.

	1931	1932	1933	1934	1935
Nord : Production brute	14.639.793	13.979.425	16.036.358	16.353.846	15.574.229
» nette,	9.401.802	9.088.871	10.161.694	10.470.535	9.876.000
P.-de-C. : Production brute	28.093.160	25.122.964	24.001.083	24.623.872	23.867.954
» nette,	23.481.000	20.845.532	19.931.906	20.094.300	19.145.979

Mais l'industrialisation des mines est toujours apparente.

Voici la production d'électricité au cours des diverses années de la crise.

en kwh	1931	1932	1933	1934	1935
Nord :	298.842.856	313.736.500	339.435.490	347.044.592	315.958.702
P.-de-C. :	1.187.500.000	1.133.038.000	1.175.000.000	1.269.725.000	1.222.588.000
A dont la production a nécessité la consommation de 1.504.777 tonnes de houille.					
B dont la production a nécessité la consommation de 1.410.004 tonnes de houille.					

La puissance des groupes électrogènes est très élevée. La voici en kw :

	1931	1932	1933
Nord : puissance totale	158.800	174.300	174.300
» utilisable	87.050	91.050	91.050
» utilisée	43.010	47.009	49.551

Dans ce département la puissance des chaufferies susceptibles d'être utilisée est de 91.050 kw en 1934.

Voici quelle est l'utilisation de la vapeur en 1934 dans le P.-de-C. :

Sur le carreau	24 machines d'extraction, représentant	16.125 kw
	43 treuils de secours, représentant	1.273 kw
	28 compresseurs B. P., représentant	11.892 kw
	7 ventilateurs principaux, représentant	922 kw
29 moteurs divers représentant		1.237 kw
Autres installations de jour : 26 moteurs, représentant		2.501 kw
Annexe : 41 moteurs, représentant		3.221 kw
Affecté à la production de l'électricité		16.445 kva

L'abatage se fait toujours plus mécaniquement.

	1931	1932	1933	1934	1935
Nord : nombre de marteaux piqueurs.	9.718	9.872	11.382	11.527	11.507
» » abattant..			97,7	97,8	98,8
P.-de-C. : nombre de marteaux piqueurs.	21.955	21.159	19.719	18.919	18.377
» » abattant..	22.749.000		19.010.229	21.359.700	20.992.066
A abattant : 80,7 % de la production totale.					
B abattant : 84,9 % de la production totale.					

La rationalisation est plus impérieuse que jamais et recommande l'emploi des tailles chassantes et des longues tailles. Voici leur pourcentage dans l'abatage :

	1931	1932	1933	1934	1935
Nord : tailles chassantes	87,25	85,9	88,09	90,68	93,82
tailles montantes	12,09	12,8	11,12	7,84	4,73
P.-de-C. : tailles chassantes ordinaires.....	28,6	23,4	20,4	15,9	
tailles montantes ordinaires	9,8	10,	10,5	9,6	
longues tailles	51,9	57,9	59,5	63,9	

Les effectifs diminuent au sein de l'exploitation.

	1931	1932	1933	1934	1935
Nord : inscrits au 31 décembre.....	51.300	48.224	52.266	49.500	47.640
P.-de-C. : personnel moyen	126.203	117.268	107.644	101.103	94.463
A sans les annexes.					

Voici comment sont répartis les effectifs :

	1931	1932	1933	1934	1935
Nord : au fond	34.047	31.540	34.382	32.270	30.556
au jour	13.947	13.403	14.153	13.567	13.423
P.-de-C. : au fond	93.762	86.007	77.752	71.143	65.158
au jour	32.441	31.261	29.892	29.960	29.305
A sans le personnel de maîtrise et de surveillance, ni les annexes.					
Nord : étrangers	19.000	19.270	21.727	20.105	18.885
polonais	17.680	16.307	18.829	17.415	16.310
P.-de-C. : étrangers	46.142	42.826	38.914	32.338	29.000
polonais	39.978	37.341	32.970	27.150	25.000

La proportion du personnel protégé est presque invariable.

	1934	1935
Personnel protégé dans le P.-de-C. : fond.....	4.835	5.552
» » » jour	6.124	6.041

L'embauchage est très restreint. Voici le chiffre des ouvriers embauchés par les mines du Pas-de-Calais :

	1934	1935
Fond	3.059	3.155
Jour	2.793	3.149
Annexes	365	190
Total.....	6.217	6.764

Les salaires diminuent comme en témoigne l'examen du salaire du mineur à base 10 dans le Pas-de-Calais.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Salaire du mineur à base 10	47,50	44,95	41,57	41,20	41,17	41,20

Avec le salaire diminuent les frais de main-d'œuvre par tonne. Ceux-ci varient ainsi dans le Pas-de-Calais (en francs) :

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Salaire du mineur à base 10	52,49	49,75	45,87	40,45	39,49	38,31

Les prix du charbon s'abaissent immédiatement (en francs) :

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Prix moyen : Nord		109,20	99,54	91,41	87,72	87,68
Prix moyen au public : P.-de-C.	116,67	104,56	94,39	89,19	84,35	82,84

Le rendement s'améliore toujours. Le voici calculé sur l'ensemble du personnel et sur la production nette. (En kgs par homme et par jour) :

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Nord		699	781	810	849	843
P.-de-C.	714	732	744	824	841	863

La production s'écoule plus difficilement qu'auparavant. Voici ses principales destinations (en tonnes) :

	1931	1932	1933	1934	1935
Nord : vendu au public	4.962.782	4.945.653	5.645.955	5.844.131	5.400.000
transformé en coke	1.276.492	975.527	1.184.083	1.183.238	1.152.009
transformé en agglomérés ..	2.108.171	2.211.061	2.342.840	2.511.080	2.437.563
P.-de-C. : vendu au public.....	16.396.804	15.426.225	14.388.958	14.311.359	13.720.397
transformé en coke	3.519.272	2.370.042	2.658.303	2.898.986	2.659.897
transformé en agglomérés ..	798.843	918.640	749.891	819.722	750.923

La préparation du charbon est très soignée. Déchets en pourcentage sur la production brute :

	1931	1932	1933	1934	1935
Nord : déchets de lavage	19,4	18,9	20	20,1	20,4
P.-de-C. : déchets de lavage	19,6	19,5	19,46	19,46	19,5

Les stocks augmentent. Voici les stocks de houille pure au 31 décembre de chaque année. (En tonnes) :

	1931	1932	1933	1934	1935
Nord : stocks	637.946	629.682	749.418	815.000	714.000
P.-de-C. : stocks	1.781.702	1.729.974	1.730.000	1.848.525	1.841.026

A Ces 1.841.026 tonnes représentent 25 journées de travail.

Les livraisons se font toujours en grande partie par voie ferrée. Voici le chiffre des expéditions en tonnes :

	1931	1932	1933	1934	1935
Nord :					
Charbon et agglomérés : eau.....	1.360.618	1.790.084	1.707.636	1.828.670	1.883.469
» ch. de fer.	5.627.166	5.331.163	6.111.558	6.123.719	5.934.982
» voitures ..	158.987	157.523	162.752	199.433	161.217
Pas-de-Calais :					
Charbon, coke, agglomérés : ch. de fer	15.177.521	13.384.226	13.324.572	12.883.253	12.323.091
» eau	4.318.657	4.642.335	3.975.436	4.326.117	4.091.495
» voitures ..	168.953	177.530	170.585	174.936	204.768

La production des annexes ne souffre pas trop de la crise. La voici en tonnes :

	1931	1932	1933	1934	1935
Nord : coke	1.225.000	928.212	1.076.000	1.090.000	1.095.000
agglomérés.	2.315.000	2.419.000	2.585.000	2.765.000	2.673.000
P.-de-C. : coke.	2.702.686	1.814.664	2.041.646	2.231.302	2.052.585
agglomérés.	757.327	861.676	633.970	590.383	601.175

TABLEAUX GÉNÉRAUX

1) Production en 1913 (tonnes) :

Nord	6.184.000
Pas-de-Calais	20.575.000

En 1913, la région détruite (Nord et une partie du Pas-de-Calais) produisait 18.666.000 ; la région épargnée représente 8.725.000.

2) Consommation de la France en 1913 : 61.136.000 tonnes, si on ajoute la consommation de l'Alsace et de la Lorraine : 73.000.000.

Salaire comparé au prix de vente du charbon :

				Salaire conventionnel base 10			Barème du tout venant			Rapport
				Frs	Taux	Coefficient	Frs	Taux	Coefficient	des coefficients
				papier	fr. or	fr. or	papier	fr. or	fr. or	
	1913	....		7	7	1	20,50	20,50	1	1
	1919	....		18,90	14,10	2,01	54,50	40,70	1,98	1,01
Juillet	1920	....		24,50	10,34	1,48	71	29,85	1,46	1,01
	1921	....		26,50	10,55	1,51	80	32,55	1,58	0,96
	1922	....		23,25	9,95	1,42	70	29,80	1,45	0,98
	1923	....		26,50	8,10	1,16	77	23,50	1,15	1,01
	1924	....		29,50	7,80	1,11	79	21	1,03	1,08
	1925	....		30,12	7,20	1,03	79,20	18,80	0,92	1,12
Décembre	1925	....		30,70	5,95	0,85	79,60	15,42	0,75	1,13
Juillet	1926	....		35,32	4,32	0,63	99,30	12,10	0,59	1,07
Décembre	1926	....		41,51	8,50	1,22	126	25,82	1,26	0,97
Février	1927	....		38,91	7,90	1,13	112	22,76	1,11	1,02
	1928	....		38,91	7,90	1,13	107	21,75	1,06	1,07
Avril	1932	....		40,50	8,23	1,17	105	21,32	1,04	1,13

Accidents de travail. Proportion des blessés par 1.000 ouvriers :

	Fond	Jour	Ensemble
1912	31	11,5	25,5
1913	30,5	12	25,3
1927	42,5	13,7	34,6
1928	42,7	14,2	34,6
1929	44	13,7	35,7

Vu :

Vu :

*Le Doyen,**Le Président de la thèse,*

Edgar ALLIX.

Albert AFTALION.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- LAFITTE-LAPLACE. — **L'Economie charbonnière de la France.** Giard, Paris 1933.
- OLLIVIER. — **La politique du charbon.** Félix Alcan, Paris 1922.
- D'ARMONNEL. — **L'Office des Houillères sinistrées du Nord et du Pas-de-Calais et les charbons des réparations.** Ed. Jouve, Paris 1933.
- SIMIAND (F.). — **Le salaire des ouvriers des mines de charbon en France** (Société Nouvelle de Librairie et d'Édition, Paris 1907).
- MOUTTE. — **La question de l'organisation internationale de l'Industrie charbonnière.** Thèse, Paris 1929.
- DUBOSCQ. — **Le conflit contemporain des houillères européennes.** Libr. technique et économique, Paris 1935.
- FRAIGNEAUX (A.). — **La reconstitution financière des houillères du Nord et du Pas-de-Calais.** Lille 1925.
- DEMONT (Louis). — **La commercialisation de l'exploitation des mines.** Thèse, Lille 1928.

OUVRAGES PLUS SPECIAUX

- FABRE. — **Le conflit minier britannique de 1926.** Imprimerie Théolier, Saint-Etienne, 1928.
- DELATTRE (Francis). — **L'Angleterre d'après-guerre et le conflit houiller.** Armand Colin, 1930.

RAPPORTS — ENQUETES

Enquêtes du B. I. T. :

- Sur les mines de charbon. Maurette, 1928.
- Les salaires et la durée du travail dans les mines de charbon, 1928.
- Les salaires et la durée du travail dans l'industrie du charbon en 1929. (Revue Internationale du Travail, mai 1931).

Report of the Royal Commission on the Coal Industry. Londres, 1926.

S. D. N. — Le problème du charbon :

- Rapport préliminaire du Comité Economique : 12 avril 1928.
- Rapport du Comité Economique : janvier 1932.

REVUES — PERIODIQUES

- Revue Economique.**
- Revue Internationale du Travail.**
- Annales des Mines.**
- Europe Nouvelle.**
- Statistiques de l'industrie minérale.**
- Journal des Charbonnages**, 17, rue Le Pelletier, Paris.
- Nord Industriel.** Lille.
- Nord Charbonnier.** Lille.
- Bulletin trimestriel des Chambres de Commerce.** Béthune, etc...

DOCUMENTS

- Rapport annuel de l'arrondissement minéralogique de Douai.**
- Rapport annuel de l'arrondissement minéralogique d'Arras.**
- Conférences inédites de MM. Georges, Cuvelette, Parent, Didier.**

Table des Matières

	Pages
INTRODUCTION	1
Plan	5
La guerre. La situation en 1918. Le plan d'action	11

PREMIERE PARTIE

RESTAURATION

1918-1925

CHAPITRE I. — Généralités	19
CHAPITRE II. — La Rationalisation	24
CHAPITRE III. — La Production	31
Section I. — La Restauration	31
Section II. — L'exploitation	35
§ 1. — Aspect général. Facteur technique	37
§ 2. — La main-d'œuvre	42
CHAPITRE IV. — Le Commerce	55
CHAPITRE V. — L'intervention de l'Etat	68
Conclusion de la Première Partie	72
Statistiques	74

DEUXIEME PARTIE

L'EXPLOITATION APRES LA RESTAURATION

1925-1930

CHAPITRE I. — Généralités	81
CHAPITRE II. — La Rationalisation	87
CHAPITRE III. — La Production	93
CHAPITRE IV. — Le Commerce	107
CHAPITRE V. — L'intervention	128
Conclusion de la Deuxième Partie	132
Statistiques	134

TROISIEME PARTIE

LA CRISE

1930-1936

	Pages
CHAPITRE I. — Généralités	139
CHAPITRE II. — La Rationalisation	144
CHAPITRE III. — La Production	150
CHAPITRE IV. — Le Commerce	163
CHAPITRE V. — L'intervention de l'Etat	183
Conclusion	189
Statistiques	195
BIBLIOGRAPHIE	201

ERRATA

- 1) Page 63, 3^e ligne. — Lire : ces dernières et non ces derniers.
- 2) Page 134, Statistiques 2^e partie, Nord production brute, 1928. — Lire : 11.785.291 et non 13.820.103.
- 3) Page 158, 15^e ligne et note. — Lire : Gouy Servins.
- 4) Page 166, 27^e ligne. — Lire : consommation en 1932 et non en 1930.
- 5) Page 170, 1^{re} ligne. — Lire : annexes et non houillères.
- 6) Page 175, 11^e ligne. — Lire : 1928 et non 1925.

IMPRIMERIE DE L'EST
— CHAUMONT —
